

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Grève générale en Belgique, le 6 octobre 2008.

**Crise
financière,
crise
du capital
et actualité
de la
révolution**

**Le conseil général convoque
le Septième Congrès mondial
de la IV^e Internationale**

N° 63 nouvelle série (n° 669) - octobre 2008 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **La IV^e Internationale convoque son Septième Congrès mondial** p. 3
(Lettre d'invitation)

- ***“Les enjeux du Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale”*** p. 6
(Éléments de rapport adoptés par le conseil général de la IV^e Internationale, octobre 2008)

- **Où va l’Afrique du Sud** p. 23
(Par François Forgeue)

- **Crise financière, crise du capital et actualité de la révolution** p. 37
(Par Daniel Gluckstein)

- **Annexes** p. 49
 - **Quelques éléments sur la crise actuelle** p. 49
(Par Jean-Claude Bercé)
 - **Extraits de déclarations de sections de la IV^e Internationale** p. 52
 - **France : extraits de la déclaration du Parti ouvrier indépendant (POI)** p. 56

- **En finir avec la partition de la Palestine : actualité du combat pour un seul Etat** p. 57
(Par François Lazar)

• **L'Amérique latine
dans la tourmente de la crise** p. 67
(Par Markus Sokol)

• **Chen Duxiu et les origines
de la section chinoise
de la IV^e Internationale** p. 79
(Par Olivier Doriane)

**La crise mondiale du capitalisme
menace d'emporter la civilisation tout entière
Combattre pour une issue positive à l'alternative
"socialisme ou barbarie"**

La IV^e Internationale convoque son Septième Congrès mondial

**Elle en appelle aux travailleurs et aux peuples
du monde entier**

Travailleurs des villes et des campagnes, militants, jeunes, peuples opprimés du monde entier.

Le conseil général de la IV^e Internationale a décidé de convoquer le Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Il s'adresse à vous tous qui êtes engagés dans le combat de résistance contre l'impérialisme meurtrier, contre les guerres, contre la famine, contre la destruction des nations, pour la défense des droits ouvriers et démocratiques.

Le conseil général de la IV^e Internationale s'adresse à vous tous, car, que vous partagiez ou non l'ensemble de nos analyses, nous sommes engagés dans un combat commun dont l'enjeu est la défense de la civilisation humaine.

Nous décidons de convoquer le congrès mondial de la IV^e Internationale au moment même où se joue le sort de l'humanité. Le système capitaliste est plongé dans une crise comme il n'en a jamais connue depuis qu'il existe. Les peuples et

les nations refusent d'être entraînés dans sa crise de décomposition qui menace de tout emporter.

La IV^e Internationale inscrit son action dans la continuité de toute la tradition historique du mouvement ouvrier et de son combat séculaire qui oppose les intérêts de la classe des exploités à ceux de la classe des exploités. Cette lutte du travail contre le capital exige, comme une absolue nécessité, l'indépendance des organisations ouvrières.

La IV^e Internationale, dans la continuité des principes fondateurs des trois premières Internationales ouvrières, réaffirme haut et fort : l'avenir de la civilisation humaine est contradictoire avec la survie du régime en putréfaction de la propriété privée des moyens de production. L'humanité ne trouvera de solution à sa situation que dans l'expropriation du capital, dans l'appropriation collective des moyens de production, dans l'établissement de la République universelle des soviets.

Lorsque l'URSS s'est effondrée en 1991, la IV^e Internationale a refusé de hurler avec les loups. La IV^e Internationale a historiquement pris naissance dans le combat de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne. Elle a refusé de plier devant ces bureaucrates qui, paraisant la propriété sociale, renonçaient à la perspective de la révolution socialiste mondiale. Combattant pour la défense de l'héritage d'octobre 1917, elle accusait la bureaucratie de menacer l'existence même de l'URSS, plus grande conquête de la classe ouvrière à l'échelle internationale. Lorsque, confirmant ce pronostic politique, la bureaucratie a conduit l'URSS à l'effondrement, la IV^e Internationale a refusé de rejoindre le chœur de tous ceux qui disaient : c'est la fin du socialisme.

Au contraire la IV^e Internationale, sur la base de tous les enseignements du marxisme, a dès cette époque pronostiqué que la chute de l'URSS ne pouvait qu'accélérer et approfondir la crise de décomposition du capitalisme lui-même.

La IV^e Internationale affirme avec Lénine que le capitalisme parvenu au stade impérialiste, c'est la réaction sur toute la ligne.

Travailleurs des villes et des campagnes, militants, jeunes, peuples opprimés.

Dans le monde entier, les capitalistes entendent utiliser leur propre crise pour frapper et frapper encore la classe ouvrière et les peuples. Ils se serviront de la situation de crise mondiale pour amplifier l'oppression, la dislocation et le pillage des nations, pour remettre en cause toute forme de souveraineté des nations.

L'administration Bush, conjointement avec les partis démocrate et républicain, a voté le plan Paulson de 1 500 milliards de dollars pour les banques et les spéculateurs. Suivant la voix de son maître, l'Union européenne a décidé d'offrir, dès son premier sommet de crise, 1 700 milliards d'euros aux banquiers et aux spéculateurs. Et ces chiffres ne cessent d'augmenter. Dans le monde entier, toutes les institutions et les gouvernements au service de l'impérialisme adoptent des plans comparables. Les fonds publics, les richesses des nations sont mis au service des spéculateurs, des banquiers et des

voleurs de la richesse des peuples. Ces sommes, ils les dégageront en détruisant toutes les conquêtes des peuples et des nations, en démantelant tous les éléments de réglementation, de droits collectifs qui constituent autant de freins à l'exploitation forcée.

Tous les travailleurs savent que ces sommes seront versées en vain. Elles ne serviront tout au plus qu'à relancer la machine de la spéculation et de l'exploitation. A la crise actuelle succédera une autre crise encore plus dévastatrice tant que le problème n'aura pas été réglé à la racine. Et la racine, c'est le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Alors, la IV^e Internationale pose la question à tous et à toutes : peut-on laisser faire ? Force est de constater que, dans le monde entier, nombreux sont ceux qui, tout en prétendant parler au nom de la classe ouvrière et de la démocratie, soutiennent ces plans, que ce soit par leurs votes actifs ou par un silence honteux.

Pourtant, tous les travailleurs savent que chaque dollar donné à un banquier sera prélevé grâce à l'aggravation des conditions d'exploitation. Chacun sait que les plans qui vont être imposés sont de même nature, mais en plus grave, que les plans de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui ont ravagé l'Afrique, présidé à la privatisation-dislocation de la propriété sociale à l'Est de l'Europe, et menacent aujourd'hui la Chine.

La IV^e Internationale lance un appel solennel à toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie : la défense des nations, des peuples et de la démocratie exige de rompre avec ces plans. L'indépendance des organisations ouvrières est à ce prix. Les travailleurs du monde entier n'ont d'autre choix que de se dresser dans l'unité pour dire : *"Retrait de ces plans infâmes !"*

La IV^e Internationale appelle à combattre toute forme d'union nationale ou d'union sacrée visant à enchaîner les organisations ouvrières aux gouvernements aux ordres des capitalistes et des multinationales.

La IV^e Internationale affirme que, dans le monde entier, les appareils de la social-démocratie — qui n'est plus que l'ombre d'elle-même —, de l'Internationale socialiste, et ceux des partis issus de l'éclatement du stalinisme se dressent, par toute leur politique, comme les principaux obstacles à la lutte émancipatrice des peuples. Ces appareils nourrissent l'offensive de destruction des organisations historiquement constituées par la classe ouvrière.

La IV^e Internationale dénonce l'infâme imposture du groupement intitulé Secrétariat unifié, qui, tout en utilisant l'étiquette IV^e Internationale, vote en Italie pour les crédits de la guerre en Afghanistan, affirme que la page d'octobre 1917 est définitivement tournée et se prononce pour en finir *“avec le vieux mouvement ouvrier”*.

La IV^e Internationale s'adresse à la jeunesse : quel avenir lui réserve le capitalisme, hormis celui des guerres qui s'étendent, de la déqualification, de la précarité généralisée ?

La IV^e Internationale s'adresse aux nations et aux peuples opprimés : quel avenir le système capitaliste en crise de décomposition offre-t-il, sinon le morcellement, la dislocation, la guerre sans fin et l'oppression nationale ?

Oui, nous affirmons, fidèles à l'enseignement de Rosa Luxemburg, que l'alternative reste plus que jamais *“socialisme ou barbarie”*. Le système capitaliste en crise de décomposition n'est pas capable de promettre autre chose que les plus grandes destructions.

Seuls la classe ouvrière, les peuples et les nations opprimées, la jeunesse, unis avec leurs organisations, sont capables d'ouvrir un autre avenir à l'humanité, un avenir de paix et de justice sociale, un avenir fondé sur la socialisation des moyens de production. Le premier acte de ce combat est la rupture avec tous les plans qui déversent des milliards et des milliards dans les poches des capitalistes.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier l'enseigne : la classe ouvrière n'est rien

sans l'organisation en classe. Dans ce combat pour le regroupement classe contre classe, la IV^e Internationale n'a pas d'intérêts distincts de ceux de l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est pourquoi la IV^e Internationale est partie prenante de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. L'Entente est un regroupement large de partis, d'organisations et de militants de toutes tendances, rassemblés pour défendre l'indépendance des organisations ouvrières, combattre contre la guerre et contre l'exploitation, réunissant tous les courants et militants qui entendent aider à faire avancer la cause de l'indépendance de classe dans le respect mutuel, le libre débat et la recherche de l'action commune.

C'est pourquoi la IV^e Internationale et ses sections combattent sous des formes diverses dans chaque pays pour la construction de partis ouvriers indépendants et pour l'indépendance de classe des organisations ouvrières.

C'est pourquoi la IV^e Internationale et ses sections combattent dans chaque pays et à l'échelle internationale pour le front unique des travailleurs et de leurs organisations, pour la rupture avec le système d'exploitation, pour des plans d'urgence et de sauvegarde de la population laborieuse, pour la défense de la souveraineté des nations.

La IV^e Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky, reproclamée en 1993, ne prétend pas avoir de solutions toutes faites au difficile combat du peuple exploité. Elle vous propose un drapeau sans tache. Elle vous appelle au combat pour vaincre et vivre.

La IV^e Internationale vous invite à participer, sous la forme que vous estimerez nécessaire, à la préparation de son Septième Congrès mondial.

Le 25 octobre 2008

“Les enjeux du Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale”

Eléments de rapport adoptés par le conseil général d’octobre 2008

PRÉAMBULE

Le conseil général d’octobre 2008, qui doit convoquer le Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale, se tient quelques semaines après le 70^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, en septembre 1938. Nous nous réunissons alors que, confirmant à nouveau le programme de fondation de la IV^e Internationale, se déchaîne la crise mondiale d’un système capitaliste à l’agonie. Cette marche à la dislocation du marché mondial est le produit direct du retard de la révolution, retard dû à l’action contre-révolutionnaire des appareils barrant la route à l’action de la classe ouvrière. C’est à la lumière de ces 70 dernières années que se vérifie l’affirmation ouvrant le programme de fondation de la IV^e Internationale :

“La crise de l’humanité, c’est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.”

La IV^e Internationale a surmonté les plus grands bouleversements du XX^e siècle : l’affermisssement de la caste parasitaire et la création de son appareil international, l’assassinat de Léon Trotsky, la seconde guerre impérialiste et la scission liquidatrice du pablisme.

Soixante-dix ans se sont écoulés. Face aux appareils contre-révolutionnaires et à la liquidation pabliste, nous avons, avec le camarade Lambert, assuré cette continuité de la IV^e Internationale.

Cette continuité de la IV^e Internationale a été assurée, en particulier, face à (et en dépit de) l’un des plus grands bouleversements du XX^e siècle : l’effondrement de l’URSS, préparé par le torpillage de ses fondements par la bureaucratie stalinienne. C’est-à-dire la remise en cause de la conquête la plus élevée du prolétariat mondial. Si cet effondrement a porté un coup au prolétariat mondial, il n’a pas pour autant signifié la fin de la lutte des classes.

La IV^e Internationale a tenu, d’abord parce que son programme, concentré de la continuité de tout le mouvement ouvrier révolutionnaire, a été vérifié par les événements, et que, sur la base de ce programme, le cadre constitué en 1938 a permis durant des décennies de sélectionner des cadres trotskystes qui ont assuré le fil de la continuité et par là même permis de développer une orientation qui nous a conduits en 1993 à reproclamer la IV^e Internationale.

Cette décision a résulté d’une longue discussion dans nos rangs. Elle a été rendue possible par le fait qu’à partir de la

crise pabliste, le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale combine, indissolublement, délimitation d'avec le pabliste, combat sur la ligne de la transition et politique délibérée d'implantation dans la classe ouvrière (avec des résultats importants). En convoquant le Septième Congrès mondial, le conseil général va devoir, dans une situation de basculement mondial, analyser la crise de domination politique de la bourgeoisie, la résistance des travailleurs et des peuples confrontés à la politique des appareils, notre propre intervention politique pour construire la IV^e Internationale en cherchant à surmonter problèmes et difficultés par la libre discussion dans nos rangs.

1. RETOUR SUR LA CHUTE DE L'URSS ET SES CONSÉQUENCES

Dès 1991, nous avons expliqué que l'effondrement de l'URSS ne signifiait pas la fin de la période ouverte par octobre 1917. Elle n'impliquait pas un renforcement du capitalisme. Elle n'ouvrait pas une nouvelle ère pour l'impérialisme. Rappelons qu'au moment de la chute du Mur et de l'effondrement de l'URSS, les tenants du régime capitaliste n'ont cessé de prétendre que c'était la fin de la lutte des classes et que l'horizon du capitalisme était indépassable. Comme IV^e Internationale, au contraire, nous n'avons cessé d'expliquer que les traits fondamentaux de la période "des guerres et des révolutions" restaient la caractéristique principale de la période actuelle.

a. L'effondrement de l'URSS a porté un coup majeur à la classe ouvrière dans le combat international qui oppose capital et travail. L'URSS représentait la conquête la plus élevée du prolétariat mondial, et ce malgré l'expropriation politique du prolétariat, car l'Etat ouvrier dégénéré matérialisait malgré tout, dans son existence, les conquêtes de la révolution d'octobre 1917.

b. La bureaucratie stalinienne et son appareil international, tant par leur politique en URSS même que par leur action contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale provoquant les défaites de la révolu-

tion, portent l'entière responsabilité de l'effondrement de l'URSS.

c. L'impérialisme mondial a utilisé cette défaite du prolétariat mondial pour tenter de passer à une offensive supérieure de remise en cause de tous les droits des travailleurs, des classes ouvrières elles-mêmes, des peuples et des nations. Les développements à l'est de l'Europe en 1945, mais également les conquêtes réalisées dans le reste du monde à la même époque par la classe ouvrière comme produit d'un processus révolutionnaire contenu par l'impérialisme s'inscrivent dans un ensemble caractérisé par une poussée de la lutte des classes qu'aujourd'hui l'impérialisme veut remettre en cause.

d. Mais l'impérialisme s'est confronté à ses propres limites. Loin de renforcer le capital, l'effondrement de l'URSS en a aggravé et accéléré sa crise à l'échelle internationale. L'impérialisme, stade de l'agonie du capital, ne pouvait aborder la restauration capitaliste en URSS que sous l'angle du pillage et de la liquidation sociale. A travers la marche à la liquidation de la propriété sociale, il s'agissait d'une nouvelle destruction massive des forces productives.

e. C'est pour ces mêmes raisons que la bureaucratie ou ses fractions ne pouvaient s'ériger en bourgeoisie. La bureaucratie était incapable de se constituer en classe dominante, car incapable de restaurer la propriété des moyens de production comme base d'un développement capitaliste en ex-URSS dans une situation mondiale marquée par l'agonie du capital.

f. Comme l'écrivait Trotsky en 1939 :

"Le détournement de fonds et le vol, principales sources de revenus de la bureaucratie, ne constituent pas un système d'exploitation au sens scientifique du terme (...). La bureaucratie n'est pas une classe possédante au sens scientifique du terme, mais elle contient en son sein à un degré démultiplié tous les vices d'une classe possédante (...). Pour que la bureaucratie puisse poursuivre son vol systématique, ses appareils sont obligés de recourir à des actes systématiques de banditisme."

Les fractions de la bureaucratie se sont ainsi déchirées pour brader à l'impérialisme les ex-républiques d'URSS.

g. Après l'effondrement de l'URSS, cette tendance, contenue par l'existence de la propriété d'Etat et le monopole du pouvoir politique, explose. Le pillage des ex-républiques par l'impérialisme s'accompagne d'"actes systématiques de banditisme". Les nomenklaturistes poussent jusqu'au bout tous les traits mafieux de la bureaucratie stalinienne pour se transformer en mafia. Détenteurs du pouvoir politique, agents de la liquidation politique et sociale des républiques de l'ex-URSS, ils mafiosisent l'ensemble des économies des républiques de l'ex-URSS à l'image amplifiée du parasitisme que secrète le capital à l'agonie.

h. On ne peut établir correctement la place de la Russie et la nature de la bureaucratie dans son état récent (Poutine-Medvedev) sans tenir compte du contexte mondial. L'effondrement de l'URSS, préparé par la caste bureaucratique, toutes composantes confondues, n'a pas (encore) fait de la Russie une semi-colonie de l'impérialisme américain. La désintégration de l'URSS n'a pas (encore) entraîné la destruction de tous les segments de la propriété sociale.

i. Au compte de l'impérialisme, les mafias nomenklaturistes œuvrent à intégrer les républiques de l'ex-URSS à l'économie mondiale, au moment même où le marché mondial tend à se disloquer. De ce fait, et faute de pouvoir restaurer le capitalisme, elles ne peuvent réaliser cette tâche que sous la forme d'une généralisation de l'économie mafieuse à toute l'économie mondiale. Ce qui accentue tous les traits parasitaires de l'impérialisme à l'agonie (spéculation, industrie d'armement...) où les milliards produits des vols dans l'ex-URSS pénètrent les réseaux économiques et financiers mondiaux. Cela a été un facteur aggravant de tous les traits parasitaires et putréfiés de l'impérialisme mondial.

j. Loin de renforcer la domination américaine à l'échelle mondiale, la disparition de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil a contraint brutalement l'impérialisme américain à concentrer sur lui l'ensemble des contradictions de l'ordre mondial. En 1990, avec la collaboration de la nomenklatura stalinienne de Gorbatchev,

l'impérialisme a dû ouvrir avec le déclenchement de la guerre en Irak une situation de guerre permanente afin de restaurer toutes les relations mondiales sous son contrôle.

k. Sur la base de l'effondrement de l'URSS, l'impérialisme américain ne renonce pas à exercer sa domination sur cette région du monde. C'est ainsi qu'il utilise les nomenklaturas mafieuses des ex-républiques soviétiques (Ukraine-Géorgie) pour tenter de dresser les peuples les uns contre les autres. C'est dans ce cadre qu'en utilisant l'intégration de ces pays à l'OTAN, il organise un véritable encerclement de la Russie (bases radar et missiles en Pologne et République tchèque, Géorgie, Ukraine).

l. L'impérialisme, faute de l'appareil international du Kremlin, devait monter en première ligne contre la révolution. Et d'abord dans l'ex-URSS, où l'impérialisme, avec le concours des mafias-nomenklatura, a provoqué la disparition des républiques afin de disloquer la classe ouvrière soviétique constituée sur la base de la propriété sociale. Mais, du fait de la résistance des travailleurs d'ex-URSS s'accrochant au moindre segment de la propriété sociale pour assurer leur survie, la nomenklatura, même appuyée par l'impérialisme, n'a pu aller jusqu'au bout de la liquidation économique et sociale, qui aurait signifié un véritable génocide. À l'échelle mondiale, l'impérialisme a dû directement prendre sous son contrôle (et s'appuyer sur) l'ensemble des appareils issus de la crise du stalinisme, incluant donc les pablistes, pour prendre leur part active dans les tâches de la contre-révolution.

m. La disparition de l'URSS ne signifiait pas la fin de la lutte des classes, c'est-à-dire la victoire de la barbarie sur la civilisation. Cette question est posée à l'ensemble des classes ouvrières et du monde. C'est pourquoi, durant cette période de presque 20 ans, nous avons vu se développer sur tous les continents une intense lutte de classe pour se défendre comme classe. En attestent les développements en Amérique latine marqués notamment par la situation ouverte par la victoire du PT au Brésil en 2002, les développements au

Venezuela, le Mexique, la Bolivie, l'Equateur. En attestent les processus de la lutte des classes en Europe, et notamment en Allemagne et en France, comme les développements en Asie et particulièrement des travailleurs chinois, la poursuite des processus de résistance du peuple palestinien : les prolétariats et les peuples ne peuvent renoncer à se défendre, c'est-à-dire à exister. Pour cette simple raison, quelque conscience qu'ils en aient, la lutte des classes ouvrières met à l'ordre du jour, pour vaincre, d'en finir avec la domination du capital. C'est très exactement ce qu'ont réalisé, en pleine barbarie tsariste, le prolétariat et le peuple en octobre 1917. Ce qui nous ramène précisément à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat et à la place de la IV^e Internationale.

2. LA FORME ACTUELLE ET L'ORIGINE DE LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

La crise qui a éclaté, et que l'injection chaque jour plus massive de dollars et d'euros par les banques centrales ne parvient pas à stopper, est celle du système capitaliste à son stade impérialiste, dominé par le capital financier.

“Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation de marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation de capitaux”,

écrit Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Il ne s'agit pas d'un “dérèglement de la machine économique”, d’“excès” de la spéculation... Il ne s'agit pas d'une crise “financière”, mais de l'expression financière de la crise générale du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Une crise annoncée il y a quelques mois par l'explosion des émeutes de la faim en Afrique, en Asie, en Haïti... Une crise qui frappe le système capitaliste dans son ensemble, aggravant à son tour la crise de la forme même de domination politique de la bourgeoisie à l'échelle mondiale et nationale.

a. L'effondrement des crédits “sub-primes” a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais d'où vient-elle ? Par-delà les explications conjoncturelles et superficielles, l'origine de cette nouvelle crise, c'est en premier lieu l'énorme accumulation de capitaux, parmi lesquels une masse sans cesse croissante de capitaux fictifs, bien au-delà des limites de ce qui est absorbable par le “marché”. C'est le résultat des tentatives successives du capital financier (capital industriel et capital bancaire fusionnés sous la direction du second), parvenu à son stade pourrissant, de trouver des substituts parasitaires à l'incapacité dans laquelle il se trouve de se valoriser dans la production de marchandises. La limite du capital, comme écrit Marx, c'est le capital lui-même.

Selon le journal financier français *Les Echos*, le montant total actuel des “produits dérivés” (ces capitaux hautement spéculatifs qui se sont développés de manière fantastique ces dernières années) s'élevait début septembre, à la veille de l'explosion de la crise, à 1 million de milliards de dollars. Vingt fois le montant total de la valeur des marchandises dans le monde (50 000 milliards de dollars).

La crise actuelle s'inscrit dans la longue série des crises qui l'ont précédée et préparée. Sa caractéristique, c'est d'avoir atteint cette fois des proportions telles qu'elle ne peut plus “se résoudre” que par une destruction en masse de capitaux et de forces productives.

Personne ne peut dire aujourd'hui quelles seront les prochaines étapes, s'il y aura une “stabilisation” (qui, de toute manière, ne pourrait être que momentanée), quand et à quel prix une telle “stabilisation” pourrait se produire...

Mais, une chose est sûre, nous avons là confirmation de la pleine actualité de la révolution prolétarienne, de la validité du programme de la IV^e Internationale :

“Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître (...). Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire.”

Nous avons refusé Mandel et son “troisième âge du capitalisme”, nous avons

rejeté les théories fumeuses de tous ceux qui prétendaient que le programme de la IV^e Internationale était dépassé, que les forces productives n'avaient pas cessé de croître. C'est ce qui nous a armés pour comprendre les développements en cours et en déduire les tâches qui en découlent.

b. Cette crise s'inscrit dans une succession de prémisses qui l'ont préparée.

En 1945, la seconde guerre impérialiste prend fin, laissant derrière elle les plus effroyables destructions jamais connues au cours de toute l'histoire de l'humanité. Suivent quelques années au cours desquelles le capital bénéficie politiquement d'un répit inespéré que lui accordent les appareils staliniens et sociaux-démocrates qui se sont portés aux avant-postes pour contenir la vague révolutionnaire de 1945-1947 ; et, économiquement, du gigantesque marché que lui offre la reconstruction de régions entières d'un monde dévasté par la guerre,

Mais, dès le début des années 1950, le capital, ayant pratiquement épuisé les potentiels de la reconstruction, se retrouve dans la situation d'avoir à nouveau trop de capitaux, trop de marchandises, trop de moyens de production, trop d'ouvriers, trop de paysans... Non pas "trop" au regard de besoins de l'humanité, mais "trop" par rapport au "marché", c'est-à-dire à "l'humanité solvable".

Le "boom" qui a marqué la période de reconstruction de l'économie s'achève dès 1949 et il a fallu la guerre de Corée en 1950 pour que l'économie américaine redémarre et, partant, l'économie mondiale.

Mais un "redémarrage" très particulier. En effet, de 1950 à la fin des années 1970, durant cette période que certains ont appelée "les 30 glorieuses", l'impérialisme a cherché à surmonter sa crise du profit en jouant sur l'effet d'entraînement que permet un développement sans précédent de l'économie d'armement. Mais ce volant d'entraînement artificiel et parasitaire commence à trouver ses limites dès le début des années 1970.

c. Le 15 août 1971, en décrétant l'inconvertibilité du dollar, le président américain, Richard Nixon, sonne le glas du système monétaire international qui, depuis 1945, impose la parité or-dollar.

La signification de ce coup de force de l'impérialisme le plus puissant a été analysée dans la déclaration du bureau politique de l'OCI le 20 août 1971 :

"Il n'a fallu qu'un seul discours prononcé par le représentant de Wall Street qui siège à la Maison-Blanche pour jeter à bas le monceau de mensonges édifié pour prouver que le capitalisme, en s'autoréformant, aurait retrouvé une prétendue capacité de surmonter ses contradictions internes aggravées au stade de l'impérialisme stade suprême du capitalisme (...). Tant les mesures prises par l'impérialisme américain que celles que cherchent à prendre les impérialismes secondaires (...) expriment la tendance inhérente au capitalisme agonisant à disloquer le marché mondial. Elles expriment également la volonté de faire payer par les travailleurs dans chaque pays la survie de la propriété privée des moyens de production pour tenter de surmonter le chaos économique, financier, politique et social qu'entraîne la dislocation du marché mondial. Telle est, sans fard, la réalité."

La politique monétaire devient l'outil principal de la politique économique de l'impérialisme.

d. Cette véritable dictature du dollar et des taux d'intérêt imposée par l'impérialisme américain n'empêche pas l'explosion récurrente de crises, chacune d'elles préparant la suivante, plus brutale et plus profonde.

Ce n'est pas le lieu de faire ici l'énumération des "bulles" successives et de leurs explosions, depuis ce qu'on a appelé en 1975 le "premier choc pétrolier" jusqu'au krach dit de la "net économie" en 2000-2002. Ce qui a craqué cette fois avec l'effondrement des "subprimes", c'est tout ce qui a été accumulé dans les crises précédentes.

Rappelons que c'est au moment même où l'explosion de la "bulle Internet" n'a pas encore fini de produire tous ses effets que survient le 11 septembre 2001.

Nous écrivions à l'époque :

« Avant le 11 septembre, nous étions dans une situation où l'on peut dire que, sur tous les terrains, l'impérialisme se montrait incapable de dégager les moyens à hauteur de sa politique et des besoins de la préservation de son système social. Il fallait donc passer à une autre

étape. Il fallait trouver les moyens de surmonter par de nouvelles méthodes les obstacles qui se dressaient devant les besoins politiques de l'impérialisme. Et le 11 septembre, au-delà même des circonstances du 11 septembre proprement dites, a fourni ou a été saisi comme étant cette possibilité de réordonner toute la politique de l'impérialisme sur cette formule de Bush : "Une guerre totale, économique, sociale, politique, militaire", une guerre, a dit le vice-président Dick Cheney, "qui se poursuivra au-delà de l'espérance de vie de ceux qui dirigent le monde aujourd'hui". »

e. L'industrie d'armement reste un volant d'entraînement majeur d'un système économique en faillite. Président des Etats-Unis de 1954 à 1960, le général Eisenhower pouvait se prévaloir d'être à la tête d'effectifs militaires (3,5 millions d'hommes) et d'une industrie d'armement comme jamais il n'y en avait eus au monde. Ce n'était qu'un début. De 50 milliards de dollars en 1952, les dépenses militaires de ce pays ont atteint 150 milliards à la fin des années 1970 et 300 milliards à la fin des années 1980.

Un chiffre qui, depuis, a été multiplié par plus de deux.

Guerre de Corée, guerre du Vietnam, guerres d'Irak... les budgets militaires américains sont passés à 325 milliards de dollars en 2003 sur impulsion du président démocrate Bill Clinton. Puis, à 355 milliards de dollars sous l'impulsion du républicain G. W. Bush, pour atteindre en 2008 les 647,2 milliards de dollars d'autorisation de dépenses réclamée par Bush pour la guerre en Irak et en Afghanistan.

En juin 2007, un rapport du SIPRI (institut international pour la paix à Stockholm) a évalué à 1 204 milliards de dollars (en hausse de 3,5 % sur l'année précédente et de 37 % par rapport à 1997) les dépenses d'armement dans le monde en 2006.

Encore ces chiffres ne rendent-ils pas compte de l'extrême concentration de cette industrie dans les quatre ou cinq principaux pays capitalistes du monde, et en premier lieu aux Etats-Unis. Sur les 290 milliards de dollars de profits enregistrés en 2005 par les principaux fabricants d'armes dans le monde, 63 % l'ont été par

les 40 fabricants nord-américains et 29 % par 32 fabricants européens. Quatre sociétés nord-américaines, Northrop Grumman, General Dynamics, Raytheon et L3 Communications, ont vu cette année-là leurs ventes augmenter de plus d'un milliard de dollars.

Ces chiffres démontrent le caractère profondément réactionnaire de l'impérialisme, qui, pour tenter de maintenir le système de propriété privée des moyens de production, génère par le biais des dépenses militaires un "marché" dont la finalité ne peut être que la destruction des forces productives, et au premier chef la force productive humaine.

f. La fuite en avant dans l'endettement généralisé. L'effondrement de la "net économie" marque un tournant. Abaissant 13 fois de suite en dix-huit mois le niveau des taux d'intérêt américains, Alan Greenspan engage la Federal Reserve Bank dans une politique de stimulation massive du crédit.

L'endettement des ménages explose : 550 milliards de dollars en 2000, 1 250 milliards de dollars en 2005 (dépassant de 247 milliards de dollars le montant des revenus disponibles). Celui des entreprises américaines atteint globalement, en 2005, 7 000 milliards de dollars. Dans le même temps, l'Etat américain se retrouve en situation de débiteur net pour un montant de 2 500 milliards de dollars, soit 20 % du produit intérieur brut (PIB) américain.

Crédit à tout va comme moteur de ce qu'on a présenté de toute part comme le "miracle" de la "croissance américaine". Une montagne de crédits injectés dans l'industrie, les Etats de l'Union, les municipalités, les dépenses de l'Etat fédéral lui-même.

Les fonds spéculatifs (hedge funds) qui croissent sur ce terreau contrôlent directement à ce moment 1 500 milliards de dollars de capitaux (une progression de 200 %) et, par le jeu d'emprunts obtenus sur cette base, ils se trouvent à la tête de 6 000 milliards de dollars de titres. Un véritable nœud coulant passé au cou de toute l'industrie.

g. L'impérialisme "combat" la dislocation des marchés par des moyens qui

aggravent la dislocation. Nourrie par cette montagne de crédits, la spéculation se développe à une échelle inégalée, générant à son tour des masses de capitaux à la recherche de la plus forte rentabilité. Spéculation sur le marché des actions, des obligations, des matières premières, de l'immobilier...

La résolution sur la situation politique mondiale et les tâches de la IV^e Internationale du Sixième Congrès mondial résumait ainsi la situation qui allait conduire en juillet 2007 à l'éclatement de la crise des subprimes :

« Pour amener les taux de profit dans la production au niveau de profit dans la spéculation (...), il n'est d'autre recours pour le capital que de concentrer le dégagement de la plus-value sur l'abaissement du "coût du travail". Et cela non plus, comme sous la phase ascendante du capitalisme, par la seule augmentation de la productivité du travail, mais par l'abaissement de la valeur reconnue de la force de travail (...). Plus que jamais "réaction sur toute la ligne", le capitalisme impérialiste ne parvient à survivre qu'au prix de la destruction de toutes les formes organisées et institutions qui garantissent la valeur de la force de travail : conventions collectives, statuts, régimes de protection sociale, existence même des organisations syndicales indépendantes, et y compris les institutions des Etats et des nations dans les interstices desquels, pour reprendre la formule de Trotsky, la démocratie prolétarienne a inscrit ses propres "bastions".

(Mais) plus s'accroît la paupérisation de la classe ouvrière et des couches opprimées, plus se réduisent leurs capacités d'absorber des marchandises.

Les moyens par lesquels le capitalisme combat la tendance à la dislocation des marchés ne font qu'aggraver cette tendance. »

g. Plus que jamais : "Les communistes peuvent résumer leur théorie dans une formule unique : abolition de la propriété privée."

L'énorme quantité, toujours croissante, de capitaux qui ne pouvaient et ne peuvent pas trouver à se valoriser dans la production, l'endettement faramineux de l'Etat nord-américain produit du développement gigantesque de l'industrie d'armement sans laquelle le système se serait

déjà effondré... ne pouvaient conduire qu'à la crise économique en cours, qui menace aujourd'hui d'entraîner l'humanité tout entière dans un chaos sans précédent.

Plus brutalement que jamais,

« l'ensemble de ces éléments conduisent à une conclusion : la brûlante actualité de la révolution prolétarienne, seule à même d'empêcher l'humanité de sombrer dans l'abîme (...). La IV^e Internationale reprend à son compte l'affirmation du Manifeste du Parti communiste : "Les communistes peuvent résumer leur théorie dans une formule unique : abolition de la propriété privée" » (résolution générale du Sixième Congrès mondial, 27 novembre-1^{er} décembre 2006).

3. LA PLACE SANS PRÉCÉDENT DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN N'EN FAIT PAS UN "SUPER-IMPÉRIALISME"

a. Les convulsions majeures du système capitaliste — guerres, révolutions, crises —, parce qu'elles procèdent des contradictions essentielles du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production et de la manière concrète dont elles s'expriment à un moment donné des développements historiques, éclairaient toujours brutalement la réalité de l'ensemble des rapports économiques, politiques, sociaux, des rapports entre les Etats.

La crise actuelle "*d'effondrement de l'économie capitaliste, littéralement asphyxiée par les processus de la spéculation et de la destruction des forces productives qui en découlent*" (1), ne manque pas à cette règle.

La puissance et la profondeur de cette crise mondiale ne peuvent se séparer du fait qu'elle a son origine au centre même de l'économie capitaliste mondiale dans sa phase présente de décadence et de décomposition : l'impérialisme américain.

(1) Résolution adoptée par le plénum de la section française de la IV^e Internationale, 20 septembre 2008.

b. Aucun autre impérialisme n'est, aujourd'hui, en mesure d'occuper la place tenue par les Etats-Unis dans l'économie mondiale. Aucun impérialisme ne peut envisager de remettre en cause par la guerre ou d'autres moyens la prédominance américaine. Une modification profonde des rapports de force entre l'impérialisme américain et les autres, c'est-à-dire une redistribution du marché mondial, une redistribution des marchés, impliquerait l'ouverture d'une nouvelle ère de développement capitaliste, dont, précisément, la crise actuelle démontre à nouveau à quel point elle est impossible.

c. Cette réalité ne fait nullement de l'impérialisme américain le "super-impérialisme". La puissance de l'impérialisme américain — qui le distingue qualitativement de tous ses partenaires-rivaux impérialistes — ne règle aucunement les contradictions interimpérialistes par l'établissement d'un stade nouveau des relations internationales. L'existence d'un super-impérialisme supposerait abolies les lois du fonctionnement du système capitaliste ; en fait, un dépassement de l'impérialisme. Ce n'est qu'à partir de là que peut s'imaginer une unité organique et hiérarchisée des différents impérialismes sous l'autorité d'une puissance "dirigeante". Les réactions des différents impérialismes, à commencer par l'impérialisme américain, indiquent au contraire à quel point c'est le chacun pour soi et la lutte de chaque impérialisme, grand et petit, pour le maintien de ses positions qui déterminent le chaos dans lequel sont précipités les uns et les autres.

d. Les lois de fonctionnement du système capitaliste n'ont pas été "dépassees". Chaque bourgeoisie impérialiste, fut-elle la plus misérable, n'existe qu'en relation avec son Etat et tente de défendre — dans les conditions historiques qui s'imposent à elle — ses parts de marché pour "ses" capitalistes. Loin d'être résorbés dans une "unité supérieure", les conflits interimpérialistes s'exacerbent en fonction de la réduction même de leur champ.

e. Les institutions internationales — comme l'ONU — forgées ou remodelées prioritairement en fonction des besoins

de l'impérialisme américain sont aussi le terrain où s'expriment ces rivalités. La domination de l'impérialisme américain dans les conditions d'ensemble de décomposition du système impérialiste, dont elle est la conséquence et qu'elle nourrit, n'aboutit pas à un "ordre nouveau", mais à un chaos généralisé.

Dans les conditions présentes, celles du pourrissement avancé de l'impérialisme et de la décomposition du marché mondial, les conditions de survie du système capitaliste d'exploitation à l'échelle mondiale sont inséparables du maintien de la domination de l'impérialisme américain. En d'autres termes, aucune puissance capitaliste ne peut envisager son salut en dehors de celui de l'impérialisme. C'est non seulement la disproportion des moyens politiques, économiques et militaires qui donne son caractère indéracinable à l'hégémonie américaine dans le cadre du maintien du capitalisme comme système dominant à l'échelle mondiale, mais la réalité même de la lutte des classes, la crainte qu'a chaque bourgeoisie de "sa" classe ouvrière, fixe les limites de son "autonomie" vis-à-vis de l'impérialisme américain.

C'est de plus en plus dans un champ de ruines qu'il produit comme condition de sa survie que règne l'impérialisme américain, sur des avancées de la barbarie qu'il intègre dans son fonctionnement, aux Etats-Unis mêmes.

f. Comme il a été établi dans la partie précédente de ce texte, l'économie d'armement connaît aujourd'hui un développement sans précédent. Aujourd'hui, la destruction des nations et de toutes les formes de la démocratie et de la civilisation humaine est devenue la forme "normale", constitue les moyens "normaux" par lesquels l'impérialisme américain domine le monde dans tous les aspects. A l'époque du capitalisme ascendant, les grandes puissances qui se partageaient le monde pouvaient s'accommoder de l'existence en leur sein de régimes politiques incluant un certain degré de libertés démocratiques sur lesquelles la classe ouvrière pouvait s'appuyer.

Aujourd'hui, l'Irak, l'Afghanistan, le Kosovo, la situation faite au continent

africain (Darfour, Rwanda, etc.) montrent à l'humanité tout entière le visage de l'avenir que lui réserve la survie du régime de la propriété privée des moyens de production : dislocation des nations, massacres prétendument ethniques, divisions sans fin. Tout cela pour permettre le pillage par l'impérialisme américain. Tout cela comme l'une des expressions de ce qui est nécessaire au système capitaliste pour survivre, tout cela pour œuvrer à la destruction des forces productives, et d'abord de la plus importante d'entre elles, "la classe révolutionnaire elle-même", par la recherche constante de l'abaissement du "coût du travail", donc par la mise en cause de l'ensemble des libertés ouvrières et des droits acquis.

g. Cette politique de pillage et de guerre généralisés ne parvient pas à juguler la crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, y compris la crise de l'impérialisme américain lui-même.

La militarisation de l'économie, la place croissante que tient l'économie d'armement dans l'économie d'ensemble, procède des besoins mêmes du fonctionnement de l'économie capitaliste au point atteint par la décomposition de l'impérialisme et le recours au parasitisme. Elle correspond aussi à des impératifs politiques. La guerre, la "longue guerre", est au cœur du dispositif impérialiste. Les échecs de Bush, la confusion dans laquelle est plongée la politique américaine ne signifient nullement que les actions du type Irak ou Afghanistan ne peuvent se reproduire. Tout au contraire, la constante de la politique impérialiste, c'est la menace et la mise en œuvre de l'agression.

h. L'axe de la politique de l'impérialisme américain a de plus en plus été la marche en avant dans la voie de la "guerre sans fin". Comme le disait une résolution du secrétariat international à la veille du déclenchement de la guerre contre l'Irak (mars 2003), ce qui était en cours, c'était

"le commencement d'une phase de l'histoire de l'humanité où les bases mêmes de la civilisation humaine sont directement menacées, où ce qui est à l'ordre du jour, c'est le démantèlement des nations et des Etats (...). Cette entreprise bar-

bare et inhumaine voit se dresser contre elle les peuples et les masses travailleuses du monde."

Les quatre années écoulées depuis ont vu se déployer, dans tous les continents et sur tous les terrains, par des moyens divers, "cette entreprise inhumaine et barbare", en même temps que s'affirmait, y compris dans les pires conditions de dislocation, la résistance des travailleurs et des peuples, y compris aux Etats-Unis mêmes.

La crise actuelle — produit des tentatives successives de relance par les moyens du parasitisme et de la destruction, employés en particulier depuis 1971 et utilisés avec une ampleur jusque-là inconnue dans la période 2001-2007 —, crise du système capitaliste lui-même, inclut les conséquences de cette offensive et aussi les résultats de la résistance des masses.

4. RÉVOLUTION PERMANENTE ET QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI

a. Aujourd'hui, la survie du système d'exploitation capitaliste met à l'ordre du jour la destruction de tout ce qui a été acquis par plus de 150 ans de luttes de la classe ouvrière : conquêtes sociales marquées par l'expropriation du capital et la destruction de l'Etat bourgeois, conquêtes démocratiques et ouvrières arrachées dans chaque pays. Ce qui entraîne nécessairement la mise en cause de toutes les libertés démocratiques.

La théorie de la révolution permanente n'est pas l'application de l'analyse marxiste à un cas particulier (celui des pays capitalistes arriérés qui n'ont pas connu la révolution bourgeoise), mais la théorie d'ensemble de la dynamique de la révolution prolétarienne à l'époque de l'impérialisme.

Au moment où la préservation du système capitaliste conduit à la barbarie, l'ensemble des acquis et des revendications démocratiques liés aux fondements mêmes de la civilisation ne peuvent être défendus que par l'action de la classe ouvrière comme composante du combat pour son émancipation, donc comme éléments et comme mots d'ordre transitoires sur la voie de la révolution prolétarienne.

b. A l'époque de l'impérialisme, "réaction sur toute la ligne", c'est l'ensemble des mots d'ordre démocratiques, et donc ceux liés à la souveraineté des nations, qui ne peuvent être défendus que par le prolétariat.

Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont incessamment souligné le lien organique entre les revendications démocratiques et la formation des nations. Lénine et Trotsky ont, pour leur part, en relation avec l'analyse de l'impérialisme, défini la différence entre les puissances impérialistes et les pays qui sont dominés par l'impérialisme.

Cette distinction, qui est essentielle pour une politique révolutionnaire, n'est pas absolue, au sens où le développement de l'impérialisme et sa décomposition ont conduit à la réapparition — au maintien et à l'aggravation — de phénomènes d'oppression nationale et de mise en cause de l'existence des nations, y compris dans les pays capitalistes avancés.

c. La période présente de la lutte des classes est marquée par la place politique de la question nationale, des phénomènes d'oppression nationale et de dislocation des nations sous toutes ses formes. A des questions comme celle de l'Irlande — revenue au premier plan par le rejet par le peuple irlandais du traité de Lisbonne —, à celles qui ne peuvent être résolues dans le cadre de la monarchie et de l'Union européenne en Espagne, à la destruction de la Fédération yougoslave avec les conséquences que cela a pour tous les peuples de la région, aux tentatives de remettre en cause la souveraineté des pays d'Amérique latine, y compris en tentant de les faire exploser, aux menaces d'intervention contre le Zimbabwe conduisant à une intervention dans les affaires de l'Afrique du Sud, l'impérialisme ne répond que par une seule et même politique : celle qui vise à l'écrasement du peuple et à la destruction des nations qui se déploie. Politique qui trouve une de ses expressions les plus concentrées dans le sort fait au peuple palestinien.

d. La machine de guerre contre les droits ouvriers et démocratiques que constituent l'ensemble des institutions

de l'Union européenne dessaisit les pays qui en sont membres de leur souveraineté et s'inscrit dans cet ensemble. Défendre la démocratie, c'est nécessairement défendre la souveraineté nationale qui s'exprime dans le cadre national, ce qui ne signifie d'aucune manière prendre en charge la défense des positions plus ou moins restreintes occupées par un impérialisme ou un autre, mais reconquérir l'exercice de la souveraineté populaire contre les institutions réactionnaires nationales et "supranationales". Ce qui n'est nullement contradictoire, au contraire, avec le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'élaboration théorique de Trotsky sur ce sujet à la veille de la Seconde Guerre mondiale, dans les années de constitution de la IV^e Internationale, reste la base sur laquelle nous pouvons développer notre politique.

Par exemple, dans *La IV^e Internationale et la guerre*, en 1934, Trotsky écrit :

"Le problème national se confond partout avec le problème social. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat mondial peut assurer une liberté de développement réel et durable à toutes les nations. Nous défendons la démocratie contre le fascisme au moyen des organisations et par les méthodes du prolétariat. Mais nous ne donnons pas mandat à l'Etat de la bourgeoisie pour cette défense. Mais la classe ouvrière n'est pas indifférente à sa nation. Au contraire, c'est parce que l'histoire place entre ses mains l'avenir de la nation que la classe ouvrière refuse à l'impérialisme la tâche de défendre l'indépendance nationale. Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. Les frontières de l'Europe de Versailles ont taillé dans la chair des nations. L'idée de retailler l'Europe capitaliste pour faire coïncider les limites des Etats avec celles des nations est la plus pure des utopies. Aucun gouvernement ne cédera un pouce de son territoire face à des moyens pacifiques. Une nouvelle guerre tailladerait à nouveau l'Europe, conformément à la carte de la guerre et non aux limites naturelles des nations. La tâche d'auto-détermination complète et de coopération pacifique de tous les peuples d'Europe ne peut être réalisée que sur la base de l'unification économique de l'Europe

débarrassée de la tutelle de la bourgeoisie.”

e. Dans les circonstances nouvelles, produit du retard de la révolution prolétarienne et donc de la décomposition du système impérialiste, conduisant — comme moyen de destruction des conquêtes ouvrières et démocratiques — à l’explosion des nations, c’est à partir de la conception marxiste de la constitution des nations que se définit la politique de la IV^e Internationale.

Combat, par exemple, pour rompre avec l’Union européenne, combat inséparable et indispensable à l’affirmation dans les faits de l’indépendance de classe. C’est pourquoi, dans le cas de la France, la constitution du Parti ouvrier indépendant exigeait la clarté sur ce point dans les bases mêmes de fondation du POI.

Il ne s’agit pas que d’une question française. Le combat contre l’Union européenne, contre des institutions que ses promoteurs qualifiaient comme donnant tout le pouvoir à la Banque centrale européenne (BCE) (*“Le président de la BCE sera l’homme le plus puissant de toute l’Europe”* [Financial Times, 27 mars 1998]) est un combat commun de toutes les classes ouvrières d’Europe. On y retrouve, au travers de déterminations spécifiques (comme, par exemple, la question de l’Irlande, celle de l’unité de la Belgique, celle de l’unité des peuples d’Espagne, celle de la lutte contre les institutions de la V^e République), toutes les revendications démocratiques que le développement de la lutte des classes amène à l’ordre du jour.

Le combat contre l’Union européenne, pour la rupture avec ses institutions, est l’expression concrète du combat pour les Etats-Unis socialistes d’Europe, qui inclut nécessairement le combat pour la souveraineté populaire dans chaque pays d’Europe.

f. Loin de diminuer sa puissance relativement aux autres impérialismes (et particulièrement, en ce qui nous concerne ici, par rapport aux impérialismes européens), la crise qui se déchaîne ne peut que renforcer encore la brutalité avec laquelle l’impérialisme américain assurera sa domination. Simultanément, cette crise — qui est

d’abord la sienne, et qui entraîne une profonde crise du système de domination politique de la bourgeoisie américaine aux Etats-Unis mêmes — ne peut que le conduire à chercher par tous les moyens à resserrer encore son étreinte. L’Union européenne, jusqu’à présent, a été un parfait conducteur de la domination du dollar et des exigences de la Réserve fédérale, à laquelle est subordonnée la Banque centrale européenne. La crise actuelle, tout en renforçant l’ensemble des aspects directement anti-ouvriers et antidémocratiques de l’Union européenne, ne peut que lui faire perdre de son efficacité, chaque bourgeoisie n’ayant d’autre recours que de chercher à sauver ce qu’elle peut du désastre au dépens de toutes les autres et de la stabilité des institutions qu’elles ont forgées ensemble.

g. Dans cette mesure, l’OTAN, que contrôle directement l’impérialisme américain et qui est l’instrument privilégié de son intervention politique et militaire, est appelée à jouer un rôle prépondérant dans le développement de la politique américaine. De ce point de vue, l’ensemble des événements survenus dans les Balkans depuis la guerre de Bosnie jusqu’à la proclamation de “l’indépendance” du Kosovo indiquent ce que va être la politique de l’impérialisme américain à l’égard des bourgeoisies d’Europe, quel que soit le président élu en novembre aux Etats-Unis (2).

h. La Chine est un Etat souverain et centralisé qui repose sur les rapports de propriété issus de la révolution chinoise, c’est-à-dire sur l’expropriation du capital étranger et chinois, la destruction de la propriété foncière.

(2) Comme le dit Condoleezza Rice, “douze des vingt-huit membres de l’OTAN sont d’anciennes nations captives de la sphère soviétique. Par l’envoi de troupes en Afghanistan et en Irak, et en défendant fermement la poursuite de l’extension de l’OTAN, ces Etats ont apporté une énergie nouvelle à l’Alliance. Dans les dernières années, la mission et les buts de cette alliance ont été transformés (...). Si, en 2000, quelqu’un avait dit que ce serait l’OTAN qui délogerait les terroristes de Kandahar, qui formerait les forces de sécurité d’un Irak libre, qui fournirait un soutien indispensable aux forces de paix au Darfour et installerait un bouclier de missiles, qui l’aurait cru ?”

Cela reste vrai quelles que soient les monstrueuses déformations de cet Etat, contrôlé par une bureaucratie engagée dans son ensemble, et malgré les contradictions, sur la voie de la liquidation de la propriété sociale. Cela reste vrai malgré les coups portés à la propriété sociale, le degré de pénétration capitaliste et les coups portés à la classe ouvrière.

On remarquera que, depuis le déchaînement de la crise mondiale, il est moins question dans la presse ou dans les commentaires des thuriféraires du capitalisme, de la Chine et de ses prétendus prodiges. Cette prudence tient d'abord au fait que la classe ouvrière chinoise, forte de plus de 300 millions d'individus, constituée dans le cadre de la propriété d'Etat instaurée par la révolution, manifeste quotidiennement au travers de milliers de conflits, de heurts, officiellement enregistrés par les autorités, sa volonté de résister et à sa mise en coupe réglée par les multinationales sous protection de la bureaucratie, et aux conséquences des "réformes d'ouverture", de privatisation et de restructuration des entreprises d'Etat.

C'est avec la conscience de la menace que représente cette classe ouvrière que les commentateurs rappellent que les taux de progression de l'économie chinoise sont pour beaucoup tributaires du secteur exportateur dominé par les sociétés à investissements étrangers, qui constituent près de 60 % de la valeur totale des exportations chinoises et plus de 80 % lorsqu'il s'agit de produits de télécommunication et d'électronique.

Une baisse — prévisible — de ces exportations compliquerait grandement la tâche de la bureaucratie chinoise à un moment où tous les indicateurs montrent qu'on est proche d'un seuil d'explosion dans les relations sociales et qu'une aggravation de la situation de l'emploi pourrait avoir des conséquences désastreuses.

Par ailleurs, les liens entre la Chine et le marché mondial — et donc ses liens avec le capital financier mondial — sont aujourd'hui beaucoup plus étroits qu'ils ne l'étaient lors de la "crise asiatique" de 1997, à laquelle la Chine échappa largement.

Ce sont là des facteurs d'instabilité dont l'impérialisme suit attentivement

l'évolution, car s'il est une crainte majeure pour l'impérialisme américain, c'est bien celle du retour sur le devant de la scène de la classe ouvrière chinoise, retour qui affleure au travers des milliers d'actions, encore parcellaires et déconnectées les unes des autres du fait de la répression, qui sont la toile de fond de la réalité sociale quotidienne en Chine.

A maintes reprises, il a été rappelé dans les déclarations des gouvernants comme dans la grande presse la place de la Chine dans l'économie mondiale : grande consommatrice de pétrole, première consommatrice de ciment, etc., et grande puissance exportatrice.

On a aussi souligné que l'accumulation de réserves créait une situation où le gouvernement chinois, grand détenteur de bons du Trésor américain, finançait en fait le déficit des Etats-Unis.

Mais soulignons ce paradoxe : ces réserves, même si la bureaucratie chinoise, pour l'heure, est prête à les utiliser pour aider à sauver l'impérialisme, procèdent de capacités productives, d'une force productive immense représentée par un prolétariat forgé sur la base de la propriété d'Etat depuis la révolution, qui ne sont pas sous le contrôle direct de l'impérialisme.

Cela constitue pour l'impérialisme — et de plus en plus, compte tenu des développements mondiaux — une situation intolérable, même s'il cherche à s'en accommoder. D'autant plus intolérable que, sur la base du maintien de la propriété d'Etat, ce que la résistance de la classe ouvrière chinoise met à l'ordre du jour, c'est la révolution politique.

5. LES CONDITIONS DE LA LUTTE DES CLASSES

a. L'offensive de l'impérialisme menace l'existence de la classe ouvrière comme classe pour soi. Elle se concentre dans la tentative de détruire toutes les conquêtes et organisations qui, pour reprendre la formule de Trotsky, constituent "les bastions de la démocratie prolétarienne insérés dans les interstices de la

société bourgeoise”. La destruction de l’URSS a marqué le point de départ d’une phase nouvelle dans cette offensive de destruction. L’existence même des nations est désormais menacée. Détruire les nations, c’est un moyen de destruction de la classe ouvrière comme classe dans la mesure où c’est dans le cadre de la nation qu’elle s’est constituée comme classe et qu’elle a inscrit ses institutions de la démocratie ouvrière. C’est aussi, pour l’impérialisme dominant, un moyen de détruire ou d’affaiblir les impérialismes concurrents. C’est enfin, et plus généralement, un moyen d’abattre tout ce qui fait obstacle à la pénétration de l’impérialisme. Mais les lois de la lutte de classes sont incontournables. Aussi longtemps qu’il y a exploitation de la force de travail, il y a résistance à l’exploitation. La classe ouvrière n’a d’autre choix que d’emprunter le chemin de la lutte de classe contre l’impérialisme. Elle le fait aujourd’hui plus que jamais sur une ligne dont le point de départ est la défense de sa propre existence. Au centre de cette défense, la défense des institutions qui la constituent comme classe : ses organisations, ses droits, ses garanties, ses conquêtes.

b. Dans cette âpre lutte de classe, la classe ouvrière est confrontée plus que jamais à la politique des appareils. La crise de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. Soixante-dix ans après que ces lignes ont été écrites, on mesure aujourd’hui à quel point elles se vérifient. D’abord dans la destruction de l’URSS même. La bureaucratie stalinienne est allée jusqu’au bout de sa nature restaurationniste, non pas en “restaurant” le capitalisme (*voir la première partie de ce texte*), mais en démantelant la propriété sociale. Cela vaut plus généralement pour tous les aspects de la situation politique mondiale et de la lutte de classe internationale.

c. Le stalinisme est entré sur la voie de sa transformation en lieutenant ouvrier direct de la classe bourgeoise “à l’époque du capitalisme pourrissant, alors qu’il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques”, est-il écrit dans le *Programme de transition*. Encore ces lignes furent-elles écrites à l’époque où l’appareil international du stalinisme

étant relié à la bureaucratie du Kremlin, il entretenait de ce fait une relation — même contradictoire — avec les bases sociales de l’URSS héritées d’octobre 1917. Avec la disparition de l’URSS, l’appareil du stalinisme — dont Trotsky disait qu’il était une tumeur parasitant l’Etat ouvrier et le mouvement international — s’est fragmenté en une multitude de métastases infectant l’indépendance du mouvement ouvrier dans chaque pays. Ces différents segments éclatés agissent comme des mercenaires à la recherche d’un maître qu’ils ont trouvé en se transformant, sous des formes diverses, en appendices directs de l’impérialisme. Cela se mesure d’abord dans les organisations syndicales (*voir plus loin*), mais aussi au plan directement politique. Partout dans le monde, les héritiers du stalinisme président aux destinées des gouvernements privatisateurs, et à défaut y participent, de l’Italie du gouvernement Prodi au gouvernement “communiste” de Moldavie, des gouvernements de coalition en Inde à la majorité “rouge rouge” du Sénat de Berlin, etc.

d. La social-démocratie n’est bien souvent plus que l’ombre d’elle-même. Cependant, dans les pays où les partis sociaux-démocrates ont conservé les caractéristiques de partis ouvriers bourgeois, généralement organiquement reliés aux organisations syndicales, ils gardent la place de produits organiques de la lutte de classe, ce qui les différencie de l’appareil du stalinisme. Mais, dans ce cas, ces partis sont généralement l’objet d’une offensive pour les assujettir encore plus loin aux besoins de l’impérialisme. C’est tout le sens de l’opération “New Labour” en Grande-Bretagne, par exemple, ou de l’offensive en cours au sein du SPD.

e. Les organisations du Secrétariat unifié occupent une place nouvelle. Désormais, elles constituent un contre-feu direct à la lutte de classe et à la révolution prolétarienne. En ce sens, on ne peut plus parler de centrisme réactionnaire. Cette place nouvelle du pablisme résulte d’une combinaison de facteurs : les appareils traditionnels sont en crise et voient leur emprise sur la classe ouvrière affaiblie ; mais dans la mesure où la question de l’indépendance de la classe ouvrière est posée avec force par tous les processus

vivants de la lutte de classe internationale, et dans la mesure aussi où les forces de la IV^e Internationale (quelles que soient leurs limites) sont amenées à jouer un rôle majeur dans l'aide à la préservation de l'indépendance de classe des organisations, et, de ce fait, au regroupement politique sur un nouvel axe, pour toutes ces raisons, l'impérialisme a un besoin impérieux de dresser le Secrétariat unifié comme prétendue IV^e Internationale, directement au service de la contre-révolution.

Au Brésil, il a d'abord participé, durant des années, au gouvernement de combat contre la réforme agraire, gouvernement de privatisation et de destruction des organisations de la classe. Aujourd'hui, ses différentes composantes jouent un rôle central dans la mise en place d'un cadre corporatiste supranational, d'intégration des organisations syndicales, présidant l'équivalent de la CES au plan latino-américain ; mais également à travers le "dédoublage légitime", qui les amène à organiser les opérations d'atomisation de la classe ouvrière au compte de l'impérialisme aussi bien au plan syndical que politique (PSOL). En Italie aussi, la ligne rouge a été franchie. Participant à la coalition parlementaire majoritaire, les députés pablistes ont, à plusieurs reprises, voté les crédits de guerre du gouvernement Prodi contre le peuple afghan, ainsi que les budgets dictés par l'Union européenne détruisant les hôpitaux, l'école publique et l'ensemble des droits et garanties de la classe ouvrière. Italie-Brasil, les pablistes suivent un schéma comparable : après avoir au gouvernement œuvré à l'adoption des mesures de démantèlement de la classe, ils poursuivent leur travail dans l'"opposition" sous la forme de regroupements antiparti, antisyndicat, dont la seule fonction est l'atomisation de la classe au service de l'impérialisme. En France, l'opération "Nouveau parti anticapitaliste" (NPA) de Besancenot est depuis le début calquée, en décalage dans le temps, sur la construction du Parti ouvrier indépendant. A chaque étape, les initiatives prises pour construire un parti ouvrier indépendant trouvent leur pendant dans l'opération "NPA". A cela près que l'opération "NPA" se situe explicitement dans le cadre du respect des institutions de l'Union européenne, alors que le Parti ouvrier indépen-

dant se prononce pour la rupture ; que le "NPA" est explicitement sur le terrain de l'atomisation des organisations ouvrières, alors que le Parti ouvrier indépendant se prononce pour leur défense ; que le "NPA" agit explicitement dans le sens de la division des rangs ouvriers, alors que le Parti ouvrier indépendant combat pour le front unique. Et c'est pourquoi le "NPA" bénéficie du soutien ouvert, public et direct de la présidence de la République et des médias à son service, alors que le Parti ouvrier indépendant, pour des raisons évidentes, fait l'objet de l'hostilité et de l'ostracisme que chacun connaît.

f. La question centrale est donc le rapport entre la classe ouvrière et ses organisations. Celles-ci, menacées par l'offensive des appareils au service de l'impérialisme, restent cependant l'outil que la classe cherche à saisir comme instrument de sa lutte de classe. Cette réalité trouve à s'exprimer dans toutes les organisations que la classe a constituées pour, par et dans sa lutte de classe. Même dans un parti comme le "New Labour" — pourtant largement remodelé et engagé sur la voie de la destruction par Blair —, la résistance de la classe s'exprime notamment à travers la représentation syndicale au sein du Labour, Blair n'étant pas parvenu à rompre définitivement le lien entre syndicat et parti. En Allemagne, c'est au sein même du SPD (et singulièrement ses commissions ouvrières) que s'exprime cette résistance, qui voit, de fait, un secteur de l'appareil, même de manière inconséquente, chercher à résister à un processus de "newlabourisation" du SPD. Ce qui pose toute la responsabilité des militants de la IV^e Internationale dans l'aide à ces processus de résistance sur une ligne de front unique.

g. C'est dans le cadre des organisations syndicales que la confrontation est la plus vive entre marche à l'intégration et indépendance de classe. Il faut souligner que c'est sur ce terrain que l'impérialisme concentre son offensive. **Aujourd'hui, la marche à "l'union sacrée face à la crise" est le degré le plus élevé de l'offensive corporatiste.** La constitution de la CSI a marqué un pas qualitatif vers une forme de corporatisme supranational, mondial, intégrant les orga-

nisations syndicales dans la “bonne gouvernance”. Ces processus trouvent leur expression particulière dans chaque pays. On l’a vu en Italie, par exemple, avec l’appel ouvert de la direction de la CGIL à voter oui lors du référendum contre les retraites (provoquant la très importante résistance de la FIOM). On l’a vu en Grande-Bretagne avec le soutien apporté par la direction des TUC à la politique de Blair, puis Brown. On le voit en France, où le noyau regroupé autour de Bernard Thibault cherche à transformer la CGT en un instrument de colégislation et de co-gouvernance qui met directement en œuvre les plans les plus brutaux de l’impérialisme. Signalons en particulier la signature d’une “position commune” entre le patronat et la CGT, qui peut entraîner la disparition de toute représentation syndicale dans des milliers d’entreprises en même temps que la remise en cause des garanties collectives arrachées par la classe ouvrière dans le cadre de ses conventions collectives. Cette politique corporatiste du noyau Thibault constitue le principal soutien du gouvernement Sarkozy aujourd’hui. Il se traduit également dans la lutte de classe directe, par exemple, par l’intervention au premier rang de Bernard Thibault au moment du déclenchement de la grève des cheminots à l’automne 2007, pour appeler les cheminots à accepter le cadre de démantèlement de leur statut.

A ce sujet, il est important, à propos de la politique des appareils, de distinguer entre social-démocratie et réformisme. Bien qu’historiquement cela constitue deux facettes du même mouvement, dans la période actuelle, on observe que le réformisme est directement placé devant une contradiction qu’avait soulignée en son temps le camarade Lambert, encore plus sensible aujourd’hui : à savoir qu’il n’est pas de réformisme sans réforme. A l’heure où l’impérialisme exige de tous les appareils qu’ils prennent en charge la destruction de toute réforme progressiste de la classe ouvrière, le réformisme, produit organique de la classe, se trouve confronté à l’alternative : capituler et périr, ou résister, même partiellement, pour simplement survivre. Les militants de la IV^e Internationale, parce qu’ils n’ont pas d’intérêts distincts de l’ensemble de la classe ouvrière, n’hésitent pas, tout en préservant leur indépendance, à

mettre en œuvre les plus audacieuses politiques de front unique visant à conforter tout secteur réformiste qui, cherchant à rester sur le terrain des réformes, à l’époque où l’impérialisme veut les détruire, contribue de ce fait, même de manière inconséquente ou partielle, à la préservation de l’indépendance des organisations.

h. Mais, répétons-le, face à la politique des appareils, mettant au centre la destruction des organisations, la lutte de classe est amenée inévitablement à se réfracter au sein même des organisations. Une responsabilité majeure de la IV^e Internationale consiste à aider ces processus à mûrir et s’affirmer. C’est ainsi qu’en Allemagne, entre les secteurs qui veulent engager le SPD dans la prise en charge pure et simple des plans de démantèlement et les secteurs qui cherchent à rester fidèles à une ligne plus classiquement social-démocrate (ligne qui se situe historiquement sur le terrain contre-révolutionnaire de la social-démocratie, mais conjoncturellement sur un terrain de préservation de la social-démocratie comme organisation ouvrière, donc de la classe elle-même), les militants de la IV^e Internationale ne sauraient rester neutres. Leur combat, certes, ne se limite pas à une politique de front unique audacieuse, indispensable, au sein même de la social-démocratie (et c’est pourquoi, la publication régulière de la lettre de la section allemande de la IV^e Internationale, en allemand, est une question vitale sans laquelle toute politique de front unique est condamnée à se transformer en simple pression sur l’appareil). Mais cette politique audacieuse concentre aujourd’hui toute la résistance à la marche à la destruction de la classe ouvrière allemande, et donc de la nation allemande elle-même. Cette même question est posée avec force dans tous les pays. C’est, par exemple, la capacité de la section brésilienne à agir pour que la CUT, centrale syndicale née de la lutte de classe, préserve son indépendance face au gouvernement Lula. C’est la question de l’aide à l’extraordinaire résistance au sein de la CGT contre la politique destructrice de Thibault : résistance qui doit pouvoir prendre appui sur une politique d’indépendance de la classe ouvrière mise en œuvre par les militants trotskystes aussi bien dans la construction

du Parti ouvrier indépendant sur une ligne de front unique et d'aide à la lutte de classe que dans leur capacité à contribuer dans toutes les centrales syndicales à conforter tout ce qui va dans le sens de la résistance et de l'indépendance de classe.

i. A travers ces éléments, ce dont il s'agit, c'est la mise en œuvre de la ligne que nous avons appelée naguère la ligne de la démocratie, ligne qui saisit l'existence des organisations syndicales comme une question centrale, à laquelle se relie à la fois les questions de la démocratie politique et de l'existence même des nations. C'est du combat pour l'indépendance qu'il s'agit, indissociable de la rupture avec les institutions supranationales (du capital, Union européenne, FMI, Banque mondiale, Union africaine, Mercosul et tous les traités de libre commerce). Combat qui inclut la défense de tous les segments des droits et garanties de la classe ouvrière, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale (y compris les conventions de l'OIT, etc.).

j. La caractéristique générale de la lutte de classe à l'échelle internationale est d'être une lutte de classe défensive. Pour survivre comme classe — parce que son existence est menacée, et à travers elle celle de l'humanité tout entière —, la classe ouvrière est amenée à déployer la lutte de classe la plus acharnée pour se défendre, ou, plus précisément, pour tenter d'éviter la destruction totale de toutes les institutions qui la constituent comme classe.

k. Mais le passage de la lutte défensive à la lutte offensive peut parfois être franchi rapidement. Dans cette période de crise mondiale de décomposition de l'impérialisme, nous savons que le passage de l'une à l'autre peut s'opérer brutalement. Il faut à ce sujet souligner toute l'actualité de la formule du *Programme de transition*, à savoir que

“placées dans des circonstances exceptionnelles, les directions petites-bourgeoises, y compris le stalinisme, peuvent aller plus loin qu'elles ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie”.

Formule qui s'est dans la dernière période particulièrement vérifiée sur le continent sud-américain. En particulier dans la façon où, en Bolivie, au Venezuela, en Equateur, se sont développés des pro-

cessus révolutionnaires où des directions petites-bourgeoises sont effectivement allées beaucoup plus loin qu'elles ne le voulaient sur la voie de la rupture avec l'impérialisme. Et cela durablement, constituant dès lors un point d'appui pour les luttes de classe à l'échelle continentale, et même partiellement à l'échelle internationale.

Cela exige la mise en œuvre d'une audacieuse politique de front unique anti-impérialiste (laquelle ne saurait se confondre avec le “queuisme”, naguère combattu par Lénine, comme a cherché à y entraîner le groupe Serge au sein de la section brésilienne, avant de rejoindre le courant capitulaire “Militant”). Bien que dans une moindre ampleur, semblables “situations exceptionnelles” se sont aussi dessinées sur d'autres continents (voir le front unique avec le maire de Chittagong contre la privatisation du port, ou encore la situation dans plusieurs pays du continent africain, à commencer par le Zimbabwe). Mais, répétons-le, il n'est pas de politique de front unique sans indépendance de la IV^e Internationale. De ce point de vue, il faut souligner que la constitution, au milieu même du processus révolutionnaire en Bolivie, du petit noyau de la IV^e Internationale, certes, jeune et peu expérimenté, a permis de jouer dans les événements un rôle sans commune mesure avec nos forces numériques. Sans commune mesure aussi avec ce que nous aurions pu faire de l'“extérieur” sans avoir constitué ce noyau préalablement.

Il y a là, sans aucun doute, une réflexion qu'il faut généraliser : quelle que soit l'audace des tactiques de front unique mises en œuvre, elles ne sauraient conduire à des résultats durables sans la construction et l'expression indépendante, dans chaque pays, des sections de la IV^e Internationale. C'est pourquoi cette question est au centre de la discussion du Septième Congrès mondial.

6. LA IV^e INTERNATIONALE, LE COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE ET LA TRANSITION DANS LA CONSTRUCTION DU PARTI

a. Au centre de la discussion du Septième Congrès mondial de la IV^e In-

ternationale, la question suivante : la première condition d'une politique indépendante n'est-elle pas l'expression politique indépendante des sections de la IV^e Internationale ? En toute circonstance, le point de départ ne peut être autre que l'expression indépendante de la IV^e Internationale. Le Septième Congrès mondial devra clarifier cette question, non pas comme une addition de questions posées dans différentes sections, sous des formes tactiques différentes, mais d'abord comme question d'ensemble. Reliée à l'expression propre des sections de la IV^e Internationale se trouvera posée la question de l'existence même des organisations de la IV^e Internationale et de leurs politiques de renforcement. S'agissant des organisations de la IV^e Internationale comme de ses organes de presse, ils ne sauraient être confondus avec les organes d'expression de courants larges, sur une ligne de transition, organes d'expression dans lesquels, bien sûr, sous une forme appropriée, s'exprime la politique des trotskystes, laquelle ne saurait cependant s'y réduire.

b. La construction de la IV^e Internationale est indissociable de la capacité de chaque section à déployer une politique de front unique. Celle-ci, partant des besoins de la classe ouvrière et de ses revendications vitales, met au centre la défense de la classe comme classe, donc de ses organisations, de ses conquêtes, de ses droits et garanties ; elle insère cette politique de front unique dans une politique d'ensemble de défense de toutes les conquêtes de la démocratie politique, aujourd'hui menacées de disparition par l'impérialisme. Au premier rang desquelles l'existence même des nations. Le Septième Congrès mondial aura à revenir, dans une résolution particulière, à la fois sur les considérants généraux et communs d'une politique de front unique — front unique ouvrier et front unique anti-impérialiste — et sur les formes différenciées, continentales et nationales, que cette politique peut être amenée à emprunter.

c. Il nous faudra également reprendre la discussion sur la question de la transition dans la construction du parti. Nous avons, depuis plusieurs dé-

cennies, à partir de l'élaboration de la section française sur la Ligue ouvrière révolutionnaire, d'une part, et l'élaboration sur la ligne de la conférence mondiale ouverte, d'autre part, cherché à relier le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale au combat pour constituer l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Dans le même mouvement, nous avons cherché à définir pour chaque pays les formes particulières adaptées, liées aux formes de la lutte de classe nationale, de ce que nous avons appelé la transition dans la construction du parti. C'est-à-dire la compréhension de ce que si le parti révolutionnaire ne se constituera pas sur un autre programme que celui de la révolution prolétarienne cristallisé dans le programme de la IV^e Internationale, matérialisant la continuité de toutes les Internationales antérieures, il n'en découle pas que la forme organisée de ce parti révolutionnaire sera d'emblée la section de la IV^e Internationale. Et que, par conséquent, il nous faut saisir le mouvement par lequel les militants et cadres ouvriers intermédiaires cherchent plus ou moins consciemment, inconsciemment, semi-consciemment, à rester sur le terrain de classe, malgré et en dépit de la politique du sommet des appareils. Il nous faut chercher à saisir ce mouvement, chercher à lui donner une forme organisée, cristallisée par la construction du parti. Toutefois, cette ligne de transition dans la construction du parti revêt des formes nécessairement différentes selon que la classe ouvrière étant organisée majoritairement dans un parti ouvrier de masse, lié généralement au mouvement syndical, cela nous amène à combattre au sein d'un tel parti (Angleterre, Allemagne, etc., sous une autre forme le Brésil), ou selon que nous cherchions par notre propre activité à dégager les éléments d'un parti ouvrier large, dans lequel la IV^e Internationale est une composante et sans que ce parti soit sur le programme de la IV^e Internationale (France, sous une autre forme Afrique du Sud, ou d'autres formes encore...). Dans la dernière période, des pas en avant ont été opérés, sur lesquels il nous faudra discuter pour tirer les leçons pour toute l'Internationale.

Où va l'Afrique du Sud ?

Par François Forgue

Il va y avoir quinze ans que, sur le terrain institutionnel, le régime de l'apartheid s'effondrait. En avril 1994, pour la première fois dans son histoire, le peuple noir d'Afrique du Sud pouvait, dans sa totalité, voter dans son propre pays — accompagné par ceux que le système de l'apartheid avait classés comme “coloured” (métis) ou “asiatiques”. Pour la première fois, la grande majorité de la population d'Afrique du Sud, 90 % environ, accédait à la citoyenneté.

Les images d'alors restituent la gravité avec laquelle se déroulèrent ces premières élections au suffrage universel qui virent la victoire du parti de Nelson Mandela, l'African National Congress (ANC), identifié avec le combat contre l'apartheid et avec cette première victoire. Jour de fierté aussi pour tous les peuples d'Afrique que de voir ébranlée jusque dans ses fondations la forteresse du racisme et du colonialisme sur tout le continent. Chacun ressentait, en Afrique du Sud même, comme sur tout le continent, que cette première victoire avait été arrachée non comme conséquence des pieuses résolutions de l'ONU, des sanctions sélectives ou de l'hypocrite condamnation de l'apartheid par ceux-là mêmes qui en profitaient, comme les grandes multinationales qui n'ont jamais cessé de coopérer avec le régime de Pretoria. Elle était le résultat de la mobilisation du peuple noir et, en particulier, de la classe ouvrière noire, d'années de luttes intenses et difficiles.

Pourtant, quinze ans plus tard, dans les banlieues les plus misérables de Johannesburg, des affrontements ont opposé des Noirs sud-africains à des immigrés du Mozambique, du Zimbabwe et d'autres

pays d'Afrique. Le correspondant du journal londonien *The Financial Times* écrivait qu'il s'agissait là non d'une manifestation de xénophobie, mais d'une “conséquence de l'extrême pauvreté”.

Pourquoi cette “extrême pauvreté” de la grande majorité de la population, c'est-à-dire, d'abord, du peuple noir ? Pourquoi, quinze ans après la liquidation légale de l'apartheid, cette majorité voit-elle sa situation empirer ? Pourquoi le chômage dépasse-t-il — officiellement — les 26 % de la population active et se situe-t-il en réalité autour de 40 % ?

Ces questions, qui sont au cœur de la situation présente de l'Afrique du Sud, ont une portée qui dépasse les limites de ce pays. Non seulement parce que l'Afrique du Sud, première puissance économique du continent, y occupe une position centrale, mais parce que l'expérience et les luttes du prolétariat noir d'Afrique du Sud, industrialisé et concentré, constitue un élément majeur de la lutte des classes à l'échelle de tout le continent africain et à l'échelle mondiale.

Pourquoi le combat révolutionnaire de cette classe qui a disloqué tout l'appareil institutionnel de l'apartheid n'a-t-il pas abouti à la réalisation des grandes revendications du peuple noir : la démocratie, c'est-à-dire le respect de la majorité — la majorité noire —, la souveraineté et l'unité du pays, le contrôle de ses richesses, le retour de la terre à la paysannerie noire ? Pourquoi le bilan du pouvoir mis en place en 1994 est-il avant tout marqué par une exploitation accrue du peuple noir ?

Pourquoi, aujourd'hui, l'ANC, le parti qui est au pouvoir et qui se réclame du mouvement de libération qui a combattu l'apartheid, se déchire-t-il avec violence autour de la question du pouvoir gouvernemental sans que ces problèmes soient pour l'heure abordés ? Cette crise se noue autour de la succession du président Mbeki, contraint à la démission, et de Jakob Zuma, le nouveau président de l'ANC. Les partisans de Zuma, et en particulier le Parti communiste, proclament qu'ils sont prêts à "mourir et à tuer" pour Zuma, qui, de son côté, assure que rien ne sera changé à la politique économique suivie jusqu'à présent.

Pourquoi la question du Zimbabwe et les menaces d'intervention impérialiste sont-elles devenues un facteur essentiel de cette crise ? La direction de l'ANC et du PC sud-africain, avec l'appui de la direction confédérale de la COSATU, alors même que, regroupée autour de Zuma, elle passait à l'attaque contre Mbeki, n'a élevé aucune protestation face aux menées impérialistes à l'égard du Zimbabwe.

Cela, précisément, à un moment où Mbeki, comme président de l'Afrique du Sud, ne répondait pas aux attentes que l'impérialisme plaçait en lui : plutôt que de peser dans le sens d'un isolement de Mugabe, facilitant une éventuelle intervention militaire, il poussait à une solution négociée au Zimbabwe même.

A juste titre, le Socialist Party of Azania (Parti socialiste d'Azanie, SOPA) écrivait, dans une déclaration faite au lendemain de la démission de Mbeki :

"Il nous faut reconnaître que Mbeki a fait du bon travail concernant l'Afrique et surtout le Zimbabwe. Nous savons que, par cette politique, il s'est fait beaucoup d'ennemis, surtout l'impérialisme occidental, qui voulait une intervention militaire de troupes étrangères, et nous avons là des gouvernements et des personnages qui seront très heureux de le voir partir, tout en espérant que notre pays sera dirigé par des gens qui se plieront à leurs volontés."

Ces questions, les luttes de la classe ouvrière d'Afrique du Sud les posent avec de plus en plus de force. Quelles sont les réponses qui peuvent ouvrir une issue au peuple sud-africain ?

Cet article commence à aborder ces questions, en s'appuyant notamment sur les

positions du SOPA (dont on a cité plus haut l'extrait d'une déclaration) et de la section de la IV^e Internationale en Azanie, dont les militants sont partie prenante de la construction du SOPA et publient un bulletin d'information et de discussion, *The Azanian Newsletter*.

Le SOPA a ses origines dans le Mouvement de la conscience noire, dont Steve Biko était le principal dirigeant, et dans le parti politique qui avait émergé de ce mouvement, l'Azanian People Organization (AZAPO). Ce mouvement employait le mot Azanie pour désigner le pays que les colonialistes avaient baptisé d'une simple indication géographique, Afrique du Sud. Comme cette appellation est passée dans le langage courant, nous l'employons dans cet article en même temps que le nom Azanie.

The Azanian Newsletter, dans son numéro d'août 2008, écrivait :

"La crise de l'ANC est en elle-même révélatrice du système capitaliste. La question n'est pas seulement qui dirige, mais qui dirige, sur la base de quel programme et dans le cadre de quel système. Remplacer Mbeki par Zuma, qui s'est engagé à poursuivre la même politique, voire l'aggraver, ne peut rien changer d'essentiel. En fait, la crise dans son ensemble procède de ce que Trotsky avait affirmé : la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire."

L'Afrique du Sud a constitué l'un des cas les plus extrêmes de colonialisme et d'oppression, puisque la majorité de la population était non seulement soumise à une exploitation forcenée, mais qu'elle se voyait dénier tout droit dans son propre pays. Dès la constitution de l'Union sud-africaine, en 1910, cette réalité s'inscrivait dans les lois du nouvel Etat comme dans la vie quotidienne. Rosa Luxemburg, dans son ouvrage sur l'accumulation du capital, revient sur cet aspect à propos des conséquences du conflit entre les Boers (paysans descendants des colons hollandais) et l'impérialisme britannique :

« Un million d'exploiteurs blancs des deux nations scellèrent leur alliance fraternelle et touchante au sein de l'union en privant de leurs droits civils et politiques cinq millions de travailleurs de couleur. Ce ne furent pas seulement les Noirs des républiques boers qui sortirent les mains vides : les indigènes de la colonie du Cap, à qui le gouvernement britannique avait à

un certain moment accordé l'égalité politique, furent aussi privés de quelques-uns de leurs droits. Et ce noble travail, culminant sous la politique des conservateurs dans une oppression ouverte, devait en fait être achevé par le Parti libéral lui-même, sous les applaudissements frénétiques des "crétins libéraux d'Europe", qui avec une fierté sentimentale prirent comme preuve de la toujours plus grande vigueur créatrice et de la grandeur du libéralisme anglais le fait que l'Angleterre eût accordé l'autonomie gouvernementale et la liberté complète à une poignée de Blancs en Afrique du Sud.»

Lorsque le régime de l'apartheid fut institué en 1948, l'ensemble de ses éléments était déjà constitué. Ce caractère particulier du colonialisme en Afrique du Sud, son intensité, combinés avec le fait que les besoins de l'exploitation capitaliste s'étaient traduits par le développement d'un prolétariat industriel concentré, avait été souligné par Trotsky, qui, dans une discussion avec les militants trotskystes d'Afrique du Sud, insistait sur le fait que la question nationale et la question sociale étaient indissolublement liées dans le combat des masses exploitées et opprimées d'Afrique du Sud :

« Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne ne constituent un "dominion" que du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une colonie esclave.

Aucune révolution sociale – et au premier chef aucune révolution agraire – n'est concevable avec le maintien de la domination de l'impérialisme britannique sur le dominion sud-africain. La lutte pour chasser l'impérialisme britannique, ses instruments, ses agents, s'inscrit ainsi nécessairement dans le programme du parti prolétarien de l'Afrique du Sud.

La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes, leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur personnalité, le développement de leur culture. Dans ces conditions, la République sud-africaine deviendra avant tout une république "noire" : cela n'exclut, bien entendu, ni une complète égalité de droits pour les Blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des Blancs). Mais il est absolument évident que la majorité écrasante de la population, affranchie de la dépendance servile, marquera l'Etat d'une empreinte déterminante.

*Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national » (Léon Trotsky, *Le Problème national et les tâches du parti prolétarien*, 20 avril 1935).*

L'Afrique du Sud, qui faisait partie de l'empire britannique, était un pays colonial, où la bourgeoisie blanche profitait pleinement du fait que l'absence de tout droit démocratique pour l'écrasante majorité noire de la population lui permettait d'extorquer une plus-value considérable.

Ce sont ces particularités qui donnaient un caractère direct au lien entre la question nationale et la question sociale. C'est à partir d'une analyse de cette forme concrète du colonialisme — donc de la manière dont fonctionnait le capitalisme en Afrique du Sud — que Trotsky dégagait le mot d'ordre de la République noire comme axe du combat pour l'émancipation nationale, comme mot d'ordre transitoire vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière noire, seule classe à même de mener jusqu'au bout le combat pour la souveraineté nationale et la démocratie.

Il ne s'agit pas ici du simple rappel d'une analyse et d'une polémique qui n'aurait d'importance aujourd'hui que comme référence méthodologique. Au contraire, dans les circonstances actuelles, marquées par la détérioration incessante de la situation de la majorité noire en Afrique du Sud, la crise politique, qui s'intensifie dans le pays, ne peut trouver d'explication en dehors de ce point de départ donné par l'analyse marxiste.

DANS QUELLES CONDITIONS LE RÉGIME DE L'APARTHEID S'EST-IL POLITIQUEMENT EFFONDRE ET COMMENT LES FONDAMENTS DE L'APARTHEID ONT-ILS ÉTÉ PRÉSERVÉS ?

Qu'est-ce que l'apartheid ? Littéralement, l'expression veut dire "développement séparé". Dans le cadre de l'Etat sud-africain,

cain, tel qu'il s'était pleinement constitué en 1948, différentes "communautés raciales" définies par la loi (Blancs, Asiati-ques, Métis, Noirs) étaient complètement séparées, chacun y était enfermé, de sa naissance à sa mort, maternités, écoles hôpi-taux, cimetières... Bien évidemment, ces "communautés" n'étaient pas placées dans une situation d'égalité les unes par rapport aux autres.

Seuls les Blancs (9 à 10 % de la popula-tion) participaient à un Parlement détenant le pouvoir législatif. Il en allait de même pour tous les aspects de l'existence sociale : revenu, éducation, santé. Le régime de l'apartheid avait constitué des "bantous-tans", prétendus Etats indépendants, que le gouvernement sud-africain était le seul à reconnaître. En fait, il s'agissait de réserves qui permettaient au gouvernement de consi-dérer comme des travailleurs étrangers la majorité de la main-d'œuvre noire.

Ce système correspondait à une forme particulière de l'exploitation capitaliste où les facteurs sociaux et raciaux étaient imbri-qués de telle manière que la classe domi-nante, c'est-à-dire les détenteurs des moyens de production, s'identifiait essen-tiellement avec la minorité blanche. Ce capitalisme d'apartheid bénéficiait de conditions d'exploitation qui lui étaient par-ticulièrement favorables, du fait de la situa-tion d'oppression dans laquelle était placée l'écrasante majorité de la classe ouvrière (c'est-à-dire la classe ouvrière noire, privée de tout droit). Les salaires des travailleurs noirs, donc de l'immense majorité des sala-riés, étaient en moyenne huit fois inférieurs à ceux des salariés blancs.

Le capitalisme d'apartheid était, d'une part, directement lié au capital financier international et à ses expressions les plus développées (multinationales), notamment dans le secteur minier (Anglo-American Corporation), et assurait le maintien d'un secteur manufacturier "protégé" dans les conditions de l'apartheid. Ce système repo-sait également sur la propriété de la terre : l'un des actes constitutifs de la colonisation, le Land Act de 1913, remettait 84 % des terres cultivables entre les mains de proprié-taires blancs.

Le développement de la lutte pour l'émancipation du peuple noir d'Afrique du Sud, c'est la lutte pour la constitution de la

nation, pour que le peuple noir accède à la souveraineté nationale. En ce sens, la révo-lution en Afrique du Sud, qui a une dimen-sion nationale, ne peut être accomplie en dehors de l'établissement d'un régime de la majorité noire, de la République noire. C'est là un impératif démocratique élémen-taire. La croissance et la concentration d'un prolétariat noir ont fait que celui-ci s'est trouvé à la tête du combat pour l'émanci-pation nationale, pour la majorité noire, combinant d'emblée, et de la manière la plus directe, les mots d'ordre procédant de ce combat national et démocratique avec les mots d'ordre sociaux résultant de la lutte contre l'exploitation.

Les lois de la lutte des classes se sont appliquées aux prolétaires d'Afrique du Sud comme à tous. Leur rassemblement, leur concentration pour les besoins de la produc-tion capitaliste, même si cela se faisait dans les pires conditions, aboutissaient à ce que ces travailleurs s'organisent pour arracher de meilleurs salaires, pour améliorer leurs conditions de travail, commençant, malgré la répression, à constituer leurs organisa-tions syndicales. Ce faisant, ils se heurtaient directement aux lois de l'apartheid.

Le mouvement révolutionnaire du peu-ple noir, avec à sa tête la classe ouvrière, qui se développe en particulier à partir de 1960, pour culminer dans la vague révo-lutionnaire qui aboutira à l'abolition légale de l'apartheid, est d'abord un mouvement pro-létarien. Prolétarien par ses mots d'ordre, par sa composition, par ses formes d'orga-nisation. Cette réalité s'impose particulière-ment à partir des grandes grèves de Durban en 1973. Comités de grève et organisations syndicales noires apparaissent dans le cours même de la lutte.

La situation est telle que les capitalistes et le régime d'apartheid sont obligés de trai-ter : alors qu'il n'est même pas reconnu aux Noirs leur qualité de citoyens, les autorités sud-africaines sont contraintes, en contra-diction avec les lois mêmes de l'apartheid, de reconnaître de fait les organisations syn-dicales noires, puis de leur reconnaître léga-lement le droit de négocier, c'est-à-dire de représenter les travailleurs et de signer des conventions collectives. Ce bouleversement — qui, répétons-le, est contradictoire aux principes mêmes de l'apartheid — est imposé après le soulèvement de Soweto, en 1976, et ses prolongements. Le gouverne-

ment met en place une commission, la commission Wiehahn, qui, face à la situation, préconise la légalisation des organisations syndicales noires.

Ce n'est pas le but de cet article de revenir sur l'ensemble des luttes. Il est en revanche nécessaire de situer la place, les positions et la trajectoire de certaines des organisations les plus importantes.

LES ORGANISATIONS DU PEUPLE NOIR ET LEUR POLITIQUE

L'African National Congress (ANC) a été constituée en 1913. Elle s'est imposée comme organisation nationale, représentative du peuple noir, avec une direction constituée à partir des restes des anciennes couches dirigeantes traditionnelles et de l'élite très étroite qui avait pu se développer au sein du colonialisme. Le Parti communiste sud-africain, qui est resté subordonné et fidèle à la bureaucratie stalinienne jusqu'à l'explosion de celle-ci, a joué, en particulier à partir des années 1960, un rôle considérable dans l'encadrement de l'ANC et dans sa direction. C'est lui qui a fourni une justification idéologique à toutes les tentatives destinées à trouver un accommodement avec l'impérialisme, par la théorie dite des deux étapes de la révolution : d'abord, l'étape démocratique, devant aboutir à une Afrique du Sud multiraciale, et c'est seulement lorsque ce cadre serait établi que pourrait se poser la question de l'élimination de l'exploitation capitaliste. Dans la mesure où le PC sud-africain est incorporé à l'ANC, lorsqu'on parle des positions fondamentales de l'ANC, ce sont aussi celles du PC sud-africain.

Cette position ne signifiait pas seulement remettre à un avenir plus propice la question du socialisme, elle signifiait également, dans les faits, abandonner la lutte pour la constitution de la nation, pour la souveraineté et l'unité du pays. En effet, la "Charte de la liberté" adoptée en 1985, comme document de référence définissant les objectifs de l'ANC, fait des différentes composantes raciales ou ethniques de l'Afrique du Sud, telles qu'elles avaient été définies par le régime de l'apartheid, (Noirs, Métis, Asiatiques et Blancs), les composantes d'une nation déjà constituée, au sein de

laquelle il s'agirait simplement de procéder à une redistribution du pouvoir et des richesses sur la base de l'égalité des droits.

Le Mouvement de la conscience noire, constitué sous la direction et l'inspiration de Steve Biko, avait donné naissance à un parti politique, l'Azanian People Organization (AZAPO), pour lequel il existait, en Afrique du Sud, un peuple, le peuple noir, auquel appartenaient tous ceux qui étaient brutalement opprimés par la domination coloniale et par l'apartheid (Métis, Asiatiques, en fait tous ceux qui n'appartiennent pas à la minorité blanche), peuple qui veut se constituer en nation. Et il y a la minorité blanche, installée par la colonisation, détenant tous les pouvoirs dans le cadre de l'apartheid, qui est la base sociale de l'Etat exploiteur et raciste.

L'axe de ce combat était donné par le mot d'ordre : "*One people, one Azania, one Nation*" (un peuple, une Azanie, une nation).

Contrairement à une histoire officielle et fabriquée après 1991, le mouvement de libération ne s'est jamais composé de la seule ANC.

Au contraire, dans les années de pire répression et de déchaînement du régime de l'apartheid, alors que les organisations noires existant auparavant avaient été dissoutes et que l'essentiel de leur direction se trouvait à l'étranger, ce sont les jeunes militants de l'AZAPO qui ont maintenu la continuité du combat à l'intérieur du pays, après s'être trouvés au premier rang de l'immense mobilisation révolutionnaire de la jeunesse, commencée en 1976 à Soweto.

L'histoire du mouvement syndical est elle aussi beaucoup plus complexe que celle d'une création soudaine de la COSATU, qui aurait ensuite connu une progression linéaire.

Les organisations syndicales noires sont nées dans les luttes ouvrières. Elles étaient diverses, comme la FOSATU, l'AZACTU, la NACTU, etc. A l'intérieur de ces organisations, s'opéraient d'ailleurs des différenciations qui recoupaient sur le terrain syndical les clivages évoqués plus haut au sujet des organisations politiques noires.

La direction de l'ANC, utilisant le PC sud-africain, cherchait à imposer à toutes les organisations syndicales la reconnais-

sance de la Charte de la liberté, tandis que d'autres militants défendaient l'indépendance des organisations syndicales.

Les divergences existant au sein du mouvement noir ont conduit, à l'instigation notamment du PC sud-africain, à de violents affrontements, ce dernier cherchant à interdire par la violence l'existence, au sein du mouvement national, de courants opposés à sa politique. Cette "exclusivité" donnée à l'ANC a été un moyen indispensable à la préparation de ce qui a été appelé les accords de Kempton Park.

Dans un rapport de juin 2004, un responsable du secrétariat international de la IV^e Internationale définissait la situation en Afrique du Sud dans les termes suivants :

"Le régime de l'apartheid est tombé sous l'assaut des masses noires d'Azanie. C'est le résultat du mouvement révolutionnaire des masses azaniennes elles-mêmes. Mais cette révolution a été trahie ou au moins confisquée (...).

Quelle est la situation en Azanie aujourd'hui ? Il n'y a pas de pouvoir de la majorité noire ; le pouvoir qui est toujours explicitement maintenu, c'est le pouvoir d'une étroite minorité blanche qui concentre entre ses mains les capacités productives du pays et ses richesses, utilisant des masques noirs en façade comme un instrument pour maintenir sa domination, en maintenant en réalité la forme de domination qui existait sous le régime de l'apartheid (sauf bien sûr une égalité formelle pour les Noirs, ce qui n'est pas secondaire) (...). La vie quotidienne ne s'est pas améliorée, elle s'est en fait aggravée dans les dernières années" (La Vérité, n° 40, octobre 2004).

C'est le mouvement révolutionnaire des masses noires, et d'abord celui de la classe ouvrière, qui a entraîné la dislocation du régime de l'apartheid tel qu'il existait depuis 1948.

C'est contraints et forcés que les dirigeants de l'apartheid ont libéré Nelson Mandela et ont accepté d'entamer des négociations avec lui, et qu'ils ont finalement dû se résigner à l'instauration du suffrage universel, contraire à tout le système politique de l'apartheid.

Si, comme il est expliqué dans le rapport de 2004 cité ci-dessus, c'est la même classe possédante blanche, la classe dirigeante du système de l'apartheid, qui contrôle l'essentiel des richesses du pays et si les quinze

ans qui ont suivi l'abrogation politique de l'apartheid ont mené à une aggravation de la situation du peuple noir sur tous les terrains, c'est que l'accord signé entre le gouvernement de l'apartheid et la direction de l'ANC (avec notamment le soutien du PC sud-africain) ne mettait pas en cause les fondements mêmes du système de l'apartheid.

LES ACCORDS DE KEMPTON PARK

Quel était le contenu des accords signés en 1993 ? Les accords établissaient ceci :

- la nouvelle Constitution reposerait sur le principe du suffrage universel (une personne, une voix) indépendamment de l'appartenance à une "communauté" ou à une autre ;

- la propriété privée serait protégée dans la Constitution provisoire comme dans la Constitution définitive ;

- l'ANC renonçait aux nationalisations comme solution aux problèmes économiques ;

- le partage du pouvoir entre les mouvements de libération et les partis politiques de l'apartheid devait aboutir à la formation d'un gouvernement national d'unité pour une période de cinq ans ;

- le résultat des élections ne pourrait pas modifier la manière dont le pouvoir était partagé ;

- amnistie pour les militaires et les policiers du régime de l'apartheid ;

- intégration des forces armées, des mouvements de libération au sein de l'armée régulière (c'est-à-dire l'armée de l'apartheid).

Un responsable de la IV^e Internationale commentait en novembre 1993 ces accords dans les termes suivants :

« Cet accord permet-il le transfert de la souveraineté de la minorité blanche à la majorité noire ? Non. Certes, les premières "élections générales" auxquelles participeront les Noirs sont convoquées en Afrique du Sud pour avril 1994 afin d'élire une Assemblée. Signe particulier de cette "Assemblée" : la future Constitution sera signée avant même les élections. C'est-à-dire que "l'Assemblée" ne sera instituée

*que pour ratifier la Constitution déjà élaborée... Cette Constitution divise l'Afrique du Sud en régions fortement autonomes. Les unes regrouperaient des millions et des millions sur les terres les plus pauvres ! Il s'agit des régions où les Noirs seraient majoritaires. D'autres, beaucoup plus petites, situées dans les régions riches du point de vue des terres et des ressources minières, seront occupées par une majorité blanche » (Miguel Cristobal, *La Vérité*, n° 614).*

Depuis la fin légale de l'apartheid, l'ANC n'a cessé d'occuper le pouvoir gouvernemental et de renforcer sa domination politique. A partir de 1999, Thabo Mbeki devient président (la Constitution sud-africaine confère au président les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement). De 1999 à 2008, le président sera aussi le président de l'ANC, il sera réélu en 2004. Les élections législatives et municipales qui se tiennent en 2004 et 2006 donnent également une large majorité à l'ANC. Cette continuité des succès électoraux de l'ANC ne signifie pas que ses relations avec la masse des travailleurs noirs ne se soient pas modifiées : la montée de l'abstention (environ 50 % aux dernières élections) est un signe de la défiance accrue des masses à l'égard de ceux qui prétendent parler en leur nom. L'aile du Parti national (le parti de l'apartheid) qui a accepté les négociations de Kempton Park, passée la période d'installation des nouvelles institutions, renonçait aux responsabilités gouvernementales et s'installait dans l'opposition.

Ainsi l'ANC, tout en maintenant son "alliance" avec la direction de la COSATU (la principale organisation syndicale) et le Parti communiste sud-africain, continuait à se présenter comme le mouvement de libération nationale et exerçait seule les responsabilités politiques. Mais au compte de qui ? Et pour appliquer quelle politique ?

Le gouvernement n'est que la branche exécutive d'un Etat. L'Etat est celui de la classe dominante. Le gouvernement peut être contrôlé par un parti ou un autre, ce qui n'est pas sans importance, mais l'Etat demeure défini par les rapports de propriété qu'il défend. Il peut s'agir de partis différents de la bourgeoisie. Il peut aussi s'agir de cas où ce sont des partis constitués par l'action de la classe ouvrière, mais dirigés par un appareil subordonné à l'impérialisme (partis ouvriers-bourgeois), qui assu-

rent les fonctions gouvernementales et "gèrent" l'Etat pour le compte de la classe dominante.

Pour le compte de quel Etat l'ANC assure-t-elle les fonctions gouvernementales ? Sur la base de quelle politique, et donc des intérêts de quelle classe ?

QUINZE ANS APRÈS KEMPTON PARK : QUEL BILAN ?

Pour répondre à ces questions, il faut partir des faits et des résultats de près de quinze ans de gouvernement de l'ANC et de la politique qui a été suivie.

Il y a quelques mois encore, la Banque mondiale donnait une appréciation positive de la situation économique et sociale de l'Afrique du Sud. L'économie sud-africaine demeure la plus importante économie du continent africain avec un PIB de 225 milliards de dollars. Pour la Banque mondiale, l'Afrique du Sud se porte bien et les choses vont dans le bon sens : taux de croissance d'environ 5 %, "*redressement notable de la productivité grâce à une meilleure intégration avec le reste du monde ; abaissement des tarifs douaniers, etc.*".

Pourtant,

"la performance à l'exportation reste globalement décevante, les exportations en pourcentage du PIB se situent autour de 25 % ce qui est relativement faible, tandis que les exportations par habitant sont à peine supérieures à celles enregistrées en 1960".

Qu'est-ce que cela signifie ? Que le secteur exportateur demeure essentiellement celui des matières premières (mines, etc.), que la stagnation de la consommation n'a pu entraîner un développement des importations. Les sommets décisifs de l'économie sud-africaine, la fraction qui était déjà parfaitement liée au capitalisme financier international, maintiennent leur contrôle ; les privatisations et les entrées de capitaux étrangers se sont déroulées en laminant les secteurs qui fonctionnaient dans le cadre du relatif système d'autarcie qu'imposait le régime de l'apartheid, en liquidant avant tout les emplois. C'est de là que viennent les gains de productivité dont parle le rapport de la Banque mondiale.

Depuis, l'économie capitaliste mondiale est plongée dans une crise sans précédent, à laquelle, pas plus qu'aucun autre pays, l'Afrique du Sud n'échappera. La marche de l'économie sud-africaine dont se réjouissait la Banque mondiale reposait notamment sur l'afflux de capitaux spéculatifs, dont la crise entraînera le départ.

La situation des secteurs exportateurs déjà en difficulté ne peut que s'aggraver brutalement. Déjà, le rand a perdu 30 % de sa valeur vis-à-vis du dollar.

En Afrique du Sud comme ailleurs, mais sous une forme dictée par le maintien des bases du capitalisme d'apartheid, le capitalisme cherchera à faire payer aux travailleurs le prix de la crise. Et ce, dans des conditions où, au cours des années précédentes, le chômage n'a fait que croître : 40 % de la population active sont privés d'un véritable emploi.

Le rapport de la Banque mondiale indiquait :

“L’Afrique du Sud est caractérisée par d’énormes disparités sur le plan du revenu de la richesse. 13 % de la population vivent dans les conditions dignes d’un “pays industrialisé”, alors que 56 % de personnes vivent dans les mêmes conditions qu’un pays en voie de développement (...). Dans ce dernier groupe, seul un quart des foyers ont accès à l’électricité et à l’eau courante, la moitié seulement a suivi un enseignement primaire et plus d’un enfant sur trois souffre de malnutrition chronique.”

Pendant cette même période, dans le classement effectué selon les critères du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Afrique du Sud a reculé de 35 places, résultat de l'appauvrissement constant de l'immense majorité de la population, donc du peuple noir, et de la croissance dévastatrice du Sida. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté a doublé en dix ans, passant de 1,9 à 4,2 millions, soit près de 9 % de la population totale. Plus de 43 % de la population vivent avec moins de 3 000 rands (260 euros) par an, c'est-à-dire environ 22 euros par mois.

Ces résultats accablants sont dus non seulement aux salaires extrêmement bas et à la montée du chômage, mais à la situation de la masse de la paysannerie noire. A la base des accords de Kempton Park, il y a la

protection de la “propriété privée”. Cela signifie préserver le monopole de la terre pour les grands propriétaires blancs issu du pillage et la violence de la conquête coloniale, en d'autres termes, maintenir la répartition des terres consacrées par le Land Act de 1915. Depuis 1994, seuls 3,6 % des terres ont été redistribués, alors qu'environ 60 000 fermiers blancs possèdent toujours plus de 80 % des terres cultivables.

LA CLASSE DIRIGEANTE, C'EST CELLE DU CAPITALISME D'APARTHEID

L'ANC fait valoir que, depuis 1994, les gouvernements ont pratiqué une politique d'“affirmative action” (discrimination positive) visant à promouvoir une représentation plus équitable de la majorité noire dans les différents secteurs (administration, services publics, sociétés nationalisées et privées), mais cette politique n'a fait que séparer de la classe ouvrière noire une étroite minorité dont la position est directement dépendante de ses liens avec le pouvoir politique et entraîner le développement d'un clientélisme sans limites.

Dans ce contexte, des Noirs (qui fréquemment avaient auparavant une fonction politique ou syndicale) sont devenus hommes d'affaires, voire milliardaires.

Dans le système de l'apartheid, il existait des “Blancs pauvres”, mais pas une classe exploitée et opprimée blanche. Il y avait certes une fraction de la classe ouvrière sud-africaine, extrêmement minoritaire et concentrée dans les emplois les plus qualifiés et l'encadrement, qui était blanche, mais ces ouvriers blancs ne pouvaient agir et se défendre comme composante de la classe exploitée qu'en faisant leurs les objectifs démocratiques nationaux de la majorité noire.

Actuellement, il existe des privilégiés, des spéculateurs, des bourgeois noirs, mais il n'existe pas, en dehors des liens avec le pouvoir politique, une classe dominante capitaliste noire. Il ne s'est pas constitué dans le cadre du régime hérité des accords de Kempton Park une bourgeoisie nationale noire participant à la gestion capitaliste de l'économie.

Quand la direction de la COSATU déclare que le risque est de passer d'un système d'exploitation déterminé par une "classe d'exploiteurs capitalistes blancs" à une exploitation "multiraciale", elle masque la réalité qui est celle du maintien du capitalisme d'apartheid.

L'économie sud-africaine — et donc la société sud-africaine — est une économie capitaliste intégrée au marché mondial, mais les conditions historiques ont fait que la classe dirigeante de ce système est "blanche", c'est-à-dire formée à partir de la colonisation. Le maintien du système d'exploitation capitaliste signifie le maintien au pouvoir de cette classe. C'est elle qui détient et contrôle tous les ressorts de l'économie.

Il n'y a pas aujourd'hui, dans le contexte du déclin et du pourrissement de l'impérialisme, la possibilité d'un nouveau développement capitaliste qui permettrait, dans le cadre des rapports de production capitalistes à l'échelle internationale, comme en Afrique du Sud même, l'émergence et la constitution d'une nouvelle classe dominante, la bourgeoisie noire. Au contraire, et cela est largement renforcé par l'explosion de la crise mondiale, le maintien du système fondé sur la propriété privée des moyens de production menace l'Afrique du Sud de dislocation.

Cette menace se nourrit d'ailleurs des conséquences politiques de la crise actuelle de l'ANC, dans laquelle la course au pouvoir conduit, par exemple, Jakob Zuma à jouer de l'identité zoulou : dans ses meetings, ses partisans se sont rassemblés avec des tee-shirts "100 % Zoulous".

Face à cette situation, les justifications idéologiques dont la direction de l'ANC — alimentée sur ce terrain par le Parti communiste sud-africain — se sert pour donner une apparente cohérence à sa politique sonnent de plus en plus creux. "Nous sommes une organisation multiclassées", répètent les dirigeants de l'ANC. « Nous sommes engagés encore dans la révolution démocratique. Dans cette révolution démocratique, nous devons maintenir le cap à "gauche" en y faisant respecter les intérêts de la classe ouvrière. »

C'est toute la base de sa politique que l'ANC dénonce elle-même. Elle admet en effet que sa présence au pouvoir n'a pas

réalisé "la révolution démocratique qu'elle prônait", et donc il faut toujours s'en tenir à la réalisation de cette première étape qui s'éloigne comme un mirage. Mais ce n'est pas la question de la cohérence qui est essentielle. Il faut voir ce que vise exactement cette argumentation.

En justifiant le maintien du système capitaliste, cette politique assure la perpétuation du capitalisme d'apartheid, c'est-à-dire la surexploitation et la dégradation du peuple noir et, par là même, renforce les obstacles à la constitution d'une nation azanienne unie et souveraine.

En ce sens, toute la situation présente en Afrique du Sud repose avec une acuité sans précédent les problèmes de la révolution azanienne tels qu'ils ont été caractérisés au début de cet article, c'est-à-dire que la révolution azanienne, qui n'est pas achevée, qui a été pour un temps confisquée, se poursuit, qu'elle met à l'ordre du jour la réalisation des objectifs démocratiques et nationaux qui ont toujours été les siens : République noire, gouvernement de la majorité noire. République noire, traduction concrète de l'exigence qui était à l'origine de l'AZAPO : "Une Azanie, une nation", dans des conditions qui rendent encore plus clair le fait que seule la classe ouvrière, parce qu'elle n'a aucun lien avec le système d'oppression et d'exploitation, est la seule à pouvoir mener ce combat jusqu'au bout.

Comme il était affirmé dans le rapport de 1994,

"aucune possibilité n'existe pour la majorité noire de prendre réellement le pouvoir entre ses mains sans combiner les revendications nationales et les revendications économiques et sociales, c'est-à-dire sans que soit soulevée dans le cours même de la lutte la question de la propriété des moyens de production".

Lybon Mabasa, dans une interview du 11 octobre 2007, dont des extraits ont été publiés dans *Informations ouvrières*, définissait pour sa part cette situation dans les termes suivants :

"Les traits principaux de la situation en Azanie aujourd'hui ne peuvent être analysés sans retourner aux accords de Kempton Park de 1993, accords qui contenaient certains points essentiels, et, parmi les plus importants, celui concernant la propriété qui, en fait, donnait à la minorité blanche, aux anciens conquérants coloniaux, un

droit absolu à maintenir entre leurs mains la propriété qu'ils détenaient, qui, la plupart du temps, avait été arrachée au peuple noir par les moyens les plus violents, par les guerres, les assassinats, la répression. Cette clause niait les luttes historiques du peuple noir, qui peuvent être définies comme étant le combat pour le pouvoir de la majorité noire, le combat pour instaurer une République qui représente la nation, la République noire, agissant pour le retour à la nation de la richesse du pays qui, depuis des années, était confisquée par la minorité blanche comme l'ensemble des richesses du sous-sol, dont l'or et le diamant."

LA PLACE DE LA COSATU

Lybon Mabasa revenait ensuite sur la question de la COSATU :

"Il faut commencer par le fait que la majorité des travailleurs d'Afrique du Sud qui sont organisés le sont au sein de la COSATU et de ses syndicats. Et ces travailleurs, qui sont affiliés à la COSATU, ont été à l'avant-garde des luttes revendicatives. En effet, la réalité est que, même si la direction de la COSATU est liée à la politique du gouvernement et de l'ANC, la situation à laquelle les travailleurs font face existe aussi pour les adhérents de la COSATU. Je pense que cette pression venant des travailleurs eux-mêmes a contraint la COSATU comme organisation à prendre parfois des positions qui déplaçaient à la direction, mais qui tendaient à correspondre à la volonté des travailleurs défendant leurs intérêts (...). C'est pourquoi des organisations comme le Parti socialiste d'Azanie (SOPA), dont je suis un dirigeant, ont soutenu chaque pas positif de la COSATU comme confédération syndicale contre les privatisations et contre les licenciements."

Cette interview était donnée au cours de l'année qui marque le trentième anniversaire de l'assassinat de Steve Biko. A la question : *"L'héritage de Steve Biko est-il présent dans les luttes actuelles ?"* Lybon Mabasa répondait :

« Le Mouvement de la conscience noire dirigé par Steve Biko avait été capable de mettre en avant les problèmes qui sont aujourd'hui au centre de la lutte (...). Célébrer la mémoire de Steve Biko ne voudrait rien dire si nous ne replaçons pas au centre la manière dont il posait la question

d'une véritable démocratie, du pouvoir de la démocratie noire. La base d'une véritable république, de la République noire, était définie par Steve Biko de la manière suivante : "Si la base économique sur laquelle repose le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, la base capitaliste, n'est pas transformée en un autre cadre de relations, un cadre socialiste, le peuple ne pourra régler les inégalités essentielles du régime de l'apartheid (...)."

Si les réunions de commémoration ont vu se rassembler des milliers de personnes, c'est parce que dans le peuple lui-même on se dit : si Steve Biko avait vécu, comme son programme reposait sur le changement des conditions de la vie matérielle du peuple noir, nous connaîtrions des conditions meilleures. »

Lybon Mabasa se réfère aux nombreuses grèves d'un secteur ou parfois de grèves nationales que la COSATU a organisées contre la politique économique de privatisation et de "libre marché" menée par le gouvernement que la COSATU soutient et dont elle est en fait partie prenante.

Cette contradiction marque tout le développement des luttes sociales en Afrique du Sud dans les dernières années. Le plus récent exemple en est la grève du mois d'août 2008 contre la hausse des prix, la désorganisation du secteur de l'énergie. Cette grève a présenté la particularité d'être, d'une part, largement suivie par les secteurs les plus divers de la classe ouvrière et, d'autre part, d'aboutir à un échec relatif des meetings que la COSATU avait organisés.

La raison est que la grève avait été appelée sur la base de mots d'ordre correspondant aux besoins les plus immédiats des masses exploitées, tandis que les meetings se déroulaient sur la base du programme politique de la direction de l'ANC et du Parti communiste sud-africain, c'est-à-dire que les thèmes qui y étaient traités étaient tout autant le soutien à Zuma contre Mbeki dans la lutte interne pour le pouvoir au sein de l'ANC que la dénonciation du régime Mugabe au Zimbabwe, au moment où l'impérialisme envisageait une intervention contre ce régime.

La contradiction entre le succès de la grève et le peu d'empressement des travailleurs à se rendre aux meetings se relie à la profondeur de la crise qui déchire aujourd'hui les sommets de l'ANC et démontre en même temps que le risque, pour

la stabilité de l'ordre existant en Afrique du Sud, c'est que cette crise nourrisse la volonté de secteurs grandissants de la classe ouvrière noire de trouver une solution politique à l'impasse dans laquelle le pays est maintenant enfermé.

La crise au sein de l'ANC, qui procède fondamentalement du fait que l'ANC et les forces qui lui sont alliées gouvernent dans le cadre du maintien de la protection de la base économique et sociale de l'apartheid, a été accélérée et approfondie par les développements au Zimbabwe, par la montée du mouvement des paysans noirs, décidés à reprendre les terres qui étaient restées entre les mains des propriétaires blancs.

Mugabe, le président du Zimbabwe, est alors devenu l'homme à abattre pour l'impérialisme, non pas à cause de manquements à la démocratie, dont tout le monde s'accommodait très bien tant que son gouvernement appliquait les plans du FMI, mais à partir du moment où les terres — jusqu'alors restées propriétés des colons britanniques — étaient saisies par les paysans noirs.

C'est cette remise en cause qui était inadmissible et qui, par ailleurs, ne pouvait que provoquer une onde de choc en Afrique du Sud où la situation était similaire.

LE ZIMBABWE ET LA CRISE EN AFRIQUE DU SUD

Compte tenu de sa place à l'échelle du continent africain, le régime de Pretoria était appelé à jouer un rôle majeur dans l'organisation de l'isolement du gouvernement du Zimbabwe, prélude à une intervention directe si celle-ci devenait nécessaire.

Comme cela a déjà été souligné, le président Mbeki ne répondit pas aux attentes qui étaient placées en lui, puisqu'il chercha à trouver une solution négociée au Zimbabwe même. Pour l'impérialisme, le sort de Mbeki, pourtant jusqu'alors présenté de manière positive pour son rôle stabilisateur en Afrique en général et sa conduite des affaires en Afrique du Sud, était scellé. Dès avril 2006, l'hebdomadaire financier britannique *The Economist* constatait que "le Zimbabwe constituait le plus grand échec de M. Mbeki".

Au sujet des événements du Zimbabwe, le SOPA publiait en août 2008 un communiqué déclarant :

« Le Socialist Party of Azania est très concerné par les récents développements dans la région et plus particulièrement concernant le Zimbabwe. Bien que nous soyons concernés par la situation, nous notons cependant que, malgré toutes les difficultés, l'intégrité du Zimbabwe a été préservée, que ses principales institutions continuent de fonctionner, que ses richesses (platine, gisements de pétrole récemment découverts, uranium et autres minerais) ont été préservées. C'est pour cela que les appels à une intervention armée, en particulier des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, nous paraissent extrêmement préoccupants.

Les Etats-Unis sont connus pour affirmer qu'ils "n'ont pas d'amis, seulement des intérêts". C'est pourquoi la seule question qui mérite d'être posée à propos du Zimbabwe, c'est : puisque ce pays n'est pas leur ami, quels sont leurs intérêts au Zimbabwe ? Les pays africains et leurs dirigeants ne doivent pas se laisser contraindre à accepter des plans visant en définitive à détruire l'Afrique et ses peuples.

Nous disons "non" à toute intervention militaire au Zimbabwe, nous disons "non" à toute intervention impérialiste et étrangère au Zimbabwe. Une intervention militaire n'a jamais aidé aucun pays où que ce soit dans le monde, hormis de nouvelles souffrances.

Hier, c'était la Somalie, qui a été complètement disloquée et détruite, l'Irak, littéralement en voie de destruction, le Soudan, en proie à une crise mortelle, et ce serait demain le tour du Zimbabwe si l'intervention militaire devenait réalité. Rappelez-vous : demain, ce sera le tour de l'Afrique du Sud.

Contre une intervention militaire conduite par les impérialismes américain et britannique et par l'OTAN, nous sommes du côté du peuple du Zimbabwe et de Mugabe.

Nous en appelons à tous les travailleurs et à leurs organisations, à notre peuple, à la jeunesse et à toutes les organisations pour organiser une campagne contre les menaces d'intervention contre le Zimbabwe et sommes prêts à travailler avec quiconque se prononce pour défendre la terre, le peuple et la souveraineté du Zimbabwe, la paix et la stabilité. Nous en appelons à tous les travailleurs et leurs organisations, en Afrique du Sud et sur le plan international, à soutenir cet appel. »

La Constitution sud-africaine ne permettant pas à Mbeki de briguer un troisième mandat, la forme prise par la crise de l'ANC a été d'abord la question de la succession de Mbeki, puisque c'est en 2009 que doit avoir lieu l'élection présidentielle. Jusqu'en 2005, le candidat probable était Jacob Zuma, vice-président de l'ANC, qui avait donc pendant des années été associé à la mise en œuvre de la politique du gouvernement, tout particulièrement dans le domaine économique.

A la suite d'une affaire de corruption, éclaboussant tout le gouvernement (pots-de-vin considérables lors d'une vaste acquisition d'armes par le gouvernement sud-africain), Zuma était écarté de son poste.

En 2007, lors d'une conférence de l'ANC à Polokwane, Zuma était désigné comme président de l'ANC contre Mbeki. Il bénéficiait alors d'un soutien fermement affirmé de la direction de la COSATU et du PC sud-africain, qui saluait en Zuma l'homme qui réaliserait les aspirations populaires, se démarquant de la politique "trop libérale" de Mbeki. En fait, l'affrontement se jouait aussi sur la question du Zimbabwe. Au moment où les impérialismes américain et britannique multipliaient les menaces, ni Zuma, ni la direction de la COSATU, ni le PC sud-africain ne faisaient entendre la moindre protestation, mais concentraient en revanche leurs attaques contre le régime de Mugabe.

Depuis, les choses se sont précipitées. L'instruction entamée contre Zuma pour corruption a abouti à une décision d'un juge portant sur la procédure et non sur le fond de l'affaire, décision dans laquelle il est explicitement affirmé que Mbeki avait utilisé sa position présidentielle pour influencer le cours de la justice en ce qui concerne Zuma.

Rapidement, un comité central de l'ANC déclarait que l'on ne pouvait attendre les élections de 2009 et que Mbeki devait immédiatement démissionner. Ce n'est donc pas le Parlement qui a décidé de ce renvoi prématuré, mais le comité central du parti. En d'autres temps, la grande presse internationale se serait sans aucun doute indignée de ce "coup d'Etat constitutionnel" et aurait déploré la marche vers le "parti unique". Il n'en a rien été. Résumant l'opinion générale, *The Economist*, de

Londres, écrivait : "*Mbeki s'en va, c'est une bonne chose.*" Le secrétaire général de l'ANC était ensuite élu président intérimaire, ce qui évitait de procéder à des élections anticipées.

Au moment de la démission de Mbeki, le SOPA publiait le communiqué suivant :

"Le renvoi du président Thabo Mbeki suscite l'inquiétude dans nos rangs, ainsi que chez des millions de Sud-Africains, en grande partie parce qu'il résulte de querelles internes au parti plutôt que de problèmes qui concernent tous les Sud-Africains. Mbeki est le président du pays et nous pensions que c'était ceux qui l'avaient élu qui devaient juger sa manière de diriger le pays, ou plutôt son absence de direction, et non le parti politique qui est responsable et coupable des souffrances de la majorité du peuple, et surtout du peuple noir.

Aux yeux de la majorité des gens, les querelles intestines au sein de l'ANC n'ont rien à voir avec la manière plus ou moins satisfaisante avec laquelle on sert le peuple, mais plutôt avec une lutte pour se saisir des leviers du pouvoir au gouvernement et perpétuer la corruption et la déliquescence qui prévalent à l'heure actuelle. La faillite du président Thabo Mbeki est une parfaite illustration de la faillite de la politique de l'ANC, complètement alignée sur le marché. Peu importe en fait qui est en charge de la nation, que ce soit le président Mbeki ou M. Zuma, tant qu'ils continueront la même politique, ils obtiendront les mêmes résultats. M. Zuma s'est engagé à poursuivre sans défaillance la même politique, donc nous savons que notre peuple n'aura aucun répit."

L'éviction rapide de Mbeki, suivie de la mise en place d'un président intérimaire, n'a pas réglé la crise au sein de l'ANC elle-même. M. Lekota, qui était ministre de la Défense nationale dans le gouvernement Mbeki, a quitté l'ANC et proclamé son intention de constituer un nouveau parti. Il a été suivi par d'autres personnalités, dont Willie Madisha, dirigeant syndical, qui fut longtemps président de la COSATU et responsable du syndicat des enseignants.

Le Parti communiste sud-africain a alors publié un communiqué intitulé : "*La bête est sortie de sa tanière.*" La direction de l'ANC a fait savoir qu'elle ne tolérerait aucune mise en cause de la stabilité et de l'unité du parti. Au-delà du bruit et de la fureur, quelle est la réalité ?

LES PROBLÈMES DANS L'ALLIANCE DIRIGEANTE

Lybon Mabasa, dans un article publié dans *The Azanian Newsletter*, d'octobre 2008, intitulé "Les véritables problèmes au sein de l'alliance dirigeante", écrit :

« A juste titre, la plupart des gens considèrent que les luttes intestines dans l'ANC n'ont rien à voir avec la façon dont le mandat a été rempli, mais qu'elles sont motivées par la volonté de contrôler tous les rouages du gouvernement afin de perpétuer la corruption à laquelle nous assistons depuis des années. On ne peut pas considérer la faillite visible du président Thabo Mbeki comme un phénomène isolé parce qu'elle est tout à fait représentative de la faillite de l'ANC, le parti dirigeant qui s'est totalement subordonné à la politique du marché. Donc, dans ce contexte, peu importe que ce soit l'ancien président, Thabo Mbeki, ou l'actuel président ANC, Jacob Zuma, qui soit en position de responsabilité. Tant qu'ils poursuivent la même politique, ils auront les mêmes résultats. M. Zuma a pris l'engagement de poursuivre sans relâche la politique de ses prédécesseurs et nous comprenons donc que notre peuple n'aura aucun répit (...).

Le problème ne réside pas tant dans la façon dont l'ancien président Thabo Mbeki a dirigé le pays, mais bien dans le système existant durant sa présidence. On a dit à d'innombrables reprises que le système capitaliste ne connaît qu'une seule sorte de "démocratie", la "démocratie" qui voit une minorité, la classe des riches, ceux qui possèdent les moyens de production, diriger la société. Dans une société comme la nôtre, tout est fait pour faire avancer les intérêts de cette classe. Cependant, on croit à tort que cette classe désire élargir sa base, mais en fait rien n'est plus loin de la réalité que cette affirmation. Cette idée est largement répandue pour tromper et endormir le commun des mortels. Il est dans la nature de ce système d'être élitiste. Car tant que le pays perpétue le cadre économique dans lequel nous sommes, les choses ne vont pas s'améliorer, mais bien au contraire s'aggraver. Les choses ne s'améliorent pas vraiment pour les travailleurs et les pauvres dans la société capitaliste ; en fait, les choses empirent et ces derniers se retrouvent dans des situations plus difficiles, nous pouvons l'attester après quatorze ans de "notre démocratie". Il existe actuellement plus de gens désespérément

pauvres, plongés dans la misère, surtout parmi la majorité noire. Cependant, pour l'élite peu nombreuse des Noirs qui ont fait fortune, en liaison avec la bureaucratie stalinienne de renégats, la situation n'a jamais été aussi brillante, jusqu'à présent, ils jouissent d'une richesse faramineuse (...).

C'est par pure naïveté que les gens s'imaginent que les problèmes actuels peuvent être résolus dans le cadre de la politique capitaliste, bien qu'il faille admettre que c'est le cadre capitaliste qui les a créés. La paix et la justice n'existeront jamais tant que le peuple ne recouvrera pas la richesse du pays. Remplacer le président Thabo Mbeki par un autre partisan du système de l'économie de marché, que ce soit le vice-président de l'ANC, Zuma, ou quelqu'un d'autre, ne permettra pas d'aller à l'encontre de la marche accélérée vers la barbarie, ce sera simplement la même personne dans un costume différent. Le système avare du capitalisme est la source de tous nos problèmes aujourd'hui. Ce n'est pas l'ambition ardente de servir qui mène les gens et les dirigeants, mais plutôt l'ambition de diriger et de regarder les autres de haut, ainsi que ce qui va avec : s'enrichir. Les dirigeants politiques considèrent le peuple comme une source de richesse pour eux (...).

Les dirigeants politiques actuels n'ont pas fait preuve d'un grand courage pour traiter les problèmes auxquels est confronté l'ensemble de la population, surtout les Noirs. Ils ont la faveur des impérialismes dirigeants dans le monde par leur attitude prudente et servile et, en conséquence, on les a gratifiés du titre de "chefs politiques" en Afrique. Ils jouent souvent le rôle qui devrait normalement être joué par l'ONU, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et d'autres puissances de cette sorte. On peut leur confier ces responsabilités parce qu'ils ne posent strictement aucun problème à l'impérialisme. Ils ne prônent pas de bons gouvernements qui s'occupent du peuple, mais la bonne gouvernance, cet euphémisme pour l'obéissance aux exigences de l'impérialisme, y compris le remboursement de l'odieuse dette externe, en échange d'aléatoires investissements étrangers.»

QUELLE ISSUE ?

En conclusion, il revient sur la seule issue positive pour le peuple noir d'Afrique du Sud :

« Il n'existe véritablement aucune solution pour notre peuple sans un contrôle réel sur ses ressources nationales. La véritable solution est la clé du problème. Il faut que nous récupérions nos mines, notre production électrique, nos communications, nos moyens de transports et toutes nos institutions financières. C'est seulement à ce moment-là que nous verrons la différence.

Il ne faut pas que nous acceptions le système qui ne peut prospérer que grâce l'exploitation de notre peuple. Une véritable direction n'émergera pas à partir d'un système basé sur la propriété privée des moyens de production, une direction qui respecte le "caractère sacré de la propriété privée". Seuls peuvent vraiment diriger ceux qui veulent combattre sur un programme basé sur les principes suivants :

- *Combat pour l'annulation inconditionnelle de la dette de l'apartheid, parce que ce n'est pas la dette de notre peuple. C'est une dette qui va vers l'exploitation politique économique et sociale, et l'oppression du peuple noir.*

- *Combat pour la reconquête de la terre, pour la reprendre à la minorité blanche, qui possède encore 80 % de la terre en Afrique du Sud. La lutte ne peut pas finir en Afrique du Sud sans que le peuple noir ne soit propriétaire de sa terre. Il faut que la terre revienne à son propriétaire légitime, la majorité noire.*

- *Combattre pour la renationalisation de toutes les richesses privatisées. Sans aucun doute, la privatisation amène la pauvreté et la misère. Il faut mettre un coup d'arrêt immédiat. Il n'existe pas de "bonne privatisation". Les dirigeants qui soutiennent et mettent en œuvre la privatisation ne peuvent être de bons leaders.*

- *Le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières par rapport aux organisations et aux alliances avec les*

grandes entreprises (le patronat) et aussi le gouvernement. Les organisations du mouvement ouvrier et populaire doivent avoir la possibilité de combattre sur un programme indépendant qui représente exclusivement les intérêts et les aspirations de leurs adhérents, et qui défende en tout temps les droits démocratiques qui ont été arrachés dans de durs combats. »

Ces mots d'ordre constituent l'axe du combat pour la République noire. L'Afrique du Sud est à la croisée des chemins. Le maintien du système d'exploitation capitaliste est inséparable de la forme particulière constituée par ce que les mouvements de libération noirs ont appelé le "capitalisme d'apartheid". Le maintien de ce système, dans les conditions de décomposition du capitalisme à l'échelle mondiale, ne peut qu'entraîner les pires catastrophes pour le peuple d'Afrique du Sud.

La manière dont l'impérialisme a traité la question du Zimbabwe, son intrusion à peine masquée dans les affaires sud-africaines à cette occasion, la situation désastreuse, et qui va s'aggravant, de la grande masse indiquent que l'impérialisme est prêt à recourir, en Afrique du Sud-Azanie, aux moyens qu'il a employés dans d'autres parties du monde et du continent : la dislocation sanglante de l'Afrique du Sud comme moyen d'interdire au peuple noir l'établissement de sa souveraineté est à l'ordre du jour, parce que celle-ci est contradictoire à la continuation du pillage impérialiste.

En même temps, pour se défendre, pour survivre, la résistance du peuple et des travailleurs noirs pose à nouveau la question qui était au centre de son combat : "One people, one Azania, one Nation."

François Forgeu

Crise financière, crise du capital et actualité de la révolution

Par Daniel Gluckstein

A l'heure où ces lignes sont écrites, nul ne peut dire jusqu'où ira la crise de décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. La crise financière a cédé la place à la crise tout court : économique, sociale, politique, institutionnelle et mondiale. En un mot : la crise d'un régime social failli. Dans le monde entier, elle débouche sur de premières vagues massives de suppressions d'emplois.

“UN 11 SEPTEMBRE DE LA FINANCE” ...

Le Royaume-Uni annonce prévoir d'atteindre les 3 millions de chômeurs dans les prochains mois. Aux Etats-Unis, 760 000 emplois ont été détruits en neuf mois et le nombre de chômeurs officiel dépasse désormais les 9 millions (à quoi s'ajoutent plus de 6 millions de salariés à temps partiel contraint) ; un million de personnes y ont perdu leur logement dans les deux dernières années, et l'on évalue à un million supplémentaire celles qui devraient perdre leur logement dans les prochains mois ; plus de 3 000 milliards de dollars épargnés par les travailleurs

américains pour leur plan de retraite sont partis en fumée au cours des seuls quinze derniers mois. Mais la crise est désormais étendue au monde entier, en Amérique latine, en Afrique, en Asie. Jour après jour, des nouveaux pays viennent demander “l'aide” du Fonds monétaire international. La Chine, naguère présentée comme le modèle d'un développement nouveau du capitalisme, est frappée à son tour : on y liquide les entreprises par dizaines de milliers. Le 20 octobre, le Bureau international du travail (BIT) a annoncé que 2009 verra le nombre de chômeurs dans le monde augmenter de 20 millions en conséquence de la crise. Jean Ziegler, ex-rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, rappelle, dans un entretien à l'AFP (16 octobre), que,

“depuis 2000, les Etats les plus riches n'ont pas trouvé les 82 milliards de dollars par an pendant cinq ans nécessaires pour atteindre les huit objectifs du millénaire, notamment la fin des épidémies ou de la faim”.

Mais, parallèlement, depuis début septembre, des milliers de milliards de dollars ont été brûlés dans la crise financière. Le journal français *Le Monde* titre en “une” (26 octobre) : “25 000 milliards de dollars évanouis : les grandes places fi-

nancières ont perdu presque la moitié de leur capitalisation depuis le début de l'année." On y lit ceci :

"Les chiffres donnent le vertige. Depuis le début de l'année, les grandes places boursières internationales ont perdu presque la moitié de leur capitalisation. Cela signifie qu'environ 25 000 milliards de dollars sont partis en fumée, soit près de deux fois le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis. Certaines places ont presque disparu du paysage. La Bourse de Reykjavik a perdu 94 % de sa valeur, Moscou 72 %, tout comme Bucarest.

Rien n'y fait. Ni la mise en œuvre de gigantesques plans de sauvetage bancaires ni l'annonce de plans de relance économique massifs ou les appels au calme lancés par les dirigeants politiques et monétaires ne parviennent à enrayer la chute des Bourses. Les investisseurs sont de plus en plus convaincus que l'économie mondiale n'échappera pas à une récession longue et douloureuse.

Le dernier espoir qui subsistait, celui que les pays émergents résistent à la crise, est en train de s'envoler. En Chine, le marché immobilier donne des signes de craquement, ce qui risque de fragiliser l'ensemble du système bancaire. Les fermetures d'usines se multiplient, les entreprises se trouvant privées de leurs débouchés dans les pays occidentaux. En Russie et dans tous les pays producteurs de pétrole, les revenus tirés des ventes de brut fondent au fur et à mesure que le prix du baril s'écroule."

La crise financière est un "11 septembre de la finance", déclare la responsable du patronat français, M^{me} Parisot.

... QUI "FAIT TACHE D'HUILE DANS L'ÉCONOMIE RÉELLE"

Après avoir tenté, des semaines durant, de travestir la réalité — la crise n'était que "financière", le risque de récession était inexistant, etc. —, gouvernants et commentateurs ont fini par reconnaître, début octobre, du bout des lèvres, que "la crise financière fait tache d'huile dans l'économie réelle". Y a-t-il lieu de s'en étonner ? Ce qu'on nous avait présenté comme une crise financière est bien la crise d'un système. Il ne s'agit pas ici de minimiser

l'ampleur sans précédent de la crise financière. De fait, les montants de la spéculation atteignent des sommets inconnus jusqu'à présent. Le vice-président de la commission trilatérale Europe indique dans *Les Echos* (3 octobre) qu' "en décembre 2007, les encours globaux de l'ensemble des produits dérivés dépassaient le million de milliards de dollars". Un chiffre faramineux à comparer à la valeur totale des richesses produites chaque année par l'économie mondiale (environ 50 000 milliards de dollars) et à la valeur de toutes les actions et obligations estimée à 100 000 milliards de dollars... avant la crise.

UN MILLION DE MILLIARDS DE DOLLARS : D'OÙ VIENNENT-ILS ?

Mais d'où viennent-ils, ces centaines de milliers de milliards de dollars qui, ne parvenant pas à se valoriser dans la production et la vente des marchandises, nourrissent la spéculation et se nourrissent d'elle, circulant d'un bout à l'autre de la planète à la recherche éperdue de moyens de valorisation qui surmonteraient l'étroitesse du marché ? Le phénomène n'est pas nouveau. En ce mois d'octobre 2008, on apprend que le livre magistral de Marx, *Le Capital*, connaît dans plusieurs pays — à commencer par son Allemagne natale —, une spectaculaire augmentation des ventes. Cela n'est pas étonnant. Les mécanismes fondamentaux qui conduisent à l'actuelle crise y ont été analysés avec pertinence il y a près d'un siècle et demi. Dans le chapitre du *Capital* intitulé "Crédit et capital fictif" (1), Marx cite un banquier du Yorkshire, qui, à propos des traites en circulation sur la Banque de Londres, écrit :

"Il est impossible de décider quelle fraction de ces traites proviennent d'affaires réelles (par exemple d'achats et de ventes effectifs) et quelle fraction en est constituée artificiellement (fictitious) consistant seulement en traites de cavalerie, procédé où une traite est tirée pour reprendre, avant une échéance, une autre traite en circulation, de façon à constituer un capital fictif par la création de simples moyens de circulation."

(1) Livre III, chapitre 25.

Plus loin, Marx cite un auteur britannique :

“Le but des banques est de faciliter les affaires. Tout ce qui concourt à ce but facilite en même temps la spéculation. Affaires et spéculation sont en bien des cas si étroitement liées qu’il est difficile de dire où cesse l’affaire et où commence la spéculation. Partout où il y a des banques, l’obtention du capital est plus aisée et moins chère, le bon marché du capital incite à la spéculation tout comme le bon marché de la viande et de la bière incite à la voracité et à l’ivrognerie.”

Marx cite encore un autre auteur, qui, sur la base d’un examen des faits, conclut :

“Il est tout à fait possible que les 9/10^e de tous les dépôts en Angleterre n’aient aucune existence en dehors de celle qu’ils revêtent dans les livres de comptes des banquiers, qui s’en portent garants, chacun pour leur part.”

On le voit : les capitaux fictifs n’ayant aucune autre existence en dehors de celle qu’ils revêtent dans le livre de comptes des banquiers sont des phénomènes aussi vieux que le capitalisme. *“Le bon marché du capital incite à la spéculation tout comme le bon marché de la viande et de la bière incite à la voracité et à l’ivrognerie”* : la note de Jean-Claude Bercé (publiée en annexe de cet article) montre que l’enflamment considérable de ces capitaux spéculatifs et investissements hasardeux (dont la crise dite des “subprimes” n’est que l’expression emblématique) a bénéficié de mesures très précises, prises en particulier par la Réserve fédérale des États-Unis et visant par le développement des capitaux à bon marché à trouver substitués et subterfuges à la crise de valorisation du capital.

Dans *Le Capital*, toujours, Marx résume en ces termes la racine de cette situation :

“La cause fondamentale de toutes les crises reste, en fin de compte, la pauvreté et la sous-consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives, comme si, seule, la capacité de consommation absolue de la société en constituait la limite.”

Et dans le Livre IV (*“Théories sur les plus-values”*), il précise :

“Les conditions d’exploitation directe et de sa réalisation ne sont pas identiques (...). Les unes sont limitées seulement par la capacité de production de la société et les autres par la proportionnalité des différentes branches de la production et par la puissance de consommation de la société. Mais cette dernière n’est déterminée ni par la puissance de production absolue ni par la puissance de consommation absolue, mais par cette dernière sur la base de rapports de distribution antagonistes, qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum qui ne se modifie que dans des limites plus ou moins étroites.”

Que veut dire *“rapports de distribution antagonistes”* ? La société est divisée en classes antagoniques. Comme l’explique Marx dans le Livre III,

“le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on y produit que ce qui peut être produit avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit”.

Le profit procède de la plus-value. La tendance du système capitaliste au développement illimité de la production est d’abord et avant tout la recherche de l’extraction de la plus-value. Mais cela exige qu’en permanence la classe capitaliste cherche à abaisser le “coût du travail”. Il y a donc une contradiction entre le développement illimité de la production et sa réalisation dans l’écoulement des marchandises, qui, elle, est bornée par la division en classes de la production, de la répartition, et donc de la “consommation absolue de la société”.

“La limite du capital, c’est le capital lui-même”,

dit Marx. L’apparente contradiction entre la vague de licenciements et de restructurations à l’échelle mondiale, entraînant *de facto* une paupérisation accrue de l’humanité, et les appels à la “relance de l’économie” par la consommation n’en est pas une. Marx définit l’économie capitaliste comme anarchique. A son stade impérialiste, c’est une anarchie destructrice de toute l’humanité. Répétons-le, ce qui guide la production capitaliste, ce n’est pas l’équilibre entre production et consommation, c’est d’abord et avant tout la recherche de la production de la plus-value. Celle-ci n’est possible que par l’ex-

ploitation du travail salarié. Celui-ci n'est pas une matière morte, mais c'est une classe sociale, qui, du fait des conditions de l'exploitation, doit, pour vivre, lutter en permanence contre la tendance inhérente au capital à la surexploiter.

La "consommation" de la grande masse de l'humanité exprime la nécessité pour la classe exploitée de reproduire sa force de travail. Cette reproduction n'est pas un "minimum" fixé éternellement. Elle est conditionnée d'abord et avant tout par les rapports entre les classes et par la lutte de classes, qui permet aux exploités d'assurer la reproduction de leur force de travail dans des conditions élargies de satisfaction de besoins sociaux, culturels, etc.

On pourrait s'étonner de ce que chaque capitaliste isolé, en cherchant à diminuer la part du travail salarié pour réduire ses coûts de production, crée une situation où, de ce fait même, il contribue à réduire les capacités de consommation, donc d'absorption du marché. Mais cette contradiction est consubstantielle au mode de production capitaliste.

UNE CONTRADICTION CONSUBSTANTIELLE AU CAPITALISME

Bien que le profit total procède de la plus-value totale, chaque capitaliste, considéré isolément, cherche à réduire le nombre des ouvriers occupés par son entreprise en remplaçant le travail humain par des machines. De ce fait, il réduit la somme de la plus-value, puisque celle-ci n'est produite que par l'exploitation de la force de travail. Mais le capitaliste isolé, qui ne prend pas en compte tous les mécanismes véritables de l'économie capitaliste, cherche avant tout à répondre à la pression de la concurrence. Pour lui, les dépenses en salaire font partie du coût de production, au même titre que les autres éléments (matières premières, machines, etc.). C'est pourquoi, dès qu'il a la possibilité de réduire le coût de production, il remplace les ouvriers par des machines. Ainsi, l'intérêt de chaque entreprise capitaliste qui cherche, en réduisant son coût de production, à s'approprier une plus

grande part du profit total est en contradiction avec l'intérêt de la classe capitaliste dans son ensemble, qui, elle, a intérêt à la mise en valeur la plus haute possible de l'ensemble du capital. De plus, chaque entreprise capitaliste qui diminue la somme des salaires contribue ainsi à réduire la capacité d'absorption des marchandises par le marché, donc à rendre plus difficile encore la réalisation de la plus-value (donc du profit), laquelle exige la consommation des marchandises produites. D'où la contradiction soulignée par Marx plus haut entre "*les conditions d'exploitation directe et de sa réalisation*", à savoir l'écart grandissant entre la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives et la capacité de "*consommation de la société*", laquelle, "*sur la base de rapports de distribution antagonistes*", tend à être réduite "*à un minimum*".

Cette concurrence entre capitalistes individuels ne peut être saisie que dans un rapport d'ensemble de la classe capitaliste, c'est-à-dire de la loi sur la baisse tendancielle du taux de profit. Loi qui rétablit les rapports de classes et l'unité de classe des capitalistes. C'est ainsi que nous devons comprendre l'intervention des Etats bourgeois prenant en charge la défense de toute la classe capitaliste.

LA "FINANCE" NE TOMBE PAS DU CIEL

Ainsi donc, la crise financière ne tombe pas du ciel. Certes, les mesures de déréglementation financière prises dans les vingt dernières années ont facilité à l'extrême la constitution de la bulle spéculative et son éclatement. Mais toutes ces mesures ne font que découler de cette situation où s'enflent de manière illimitée les capitaux disponibles, sans commune mesure avec la progression limitée (voire la stagnation) de la capacité de consommation.

La "finance" est le produit logique de la décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Tous les fonds — de pen-

sion, d'investissement... — ne sont que les excroissances de cette immense accumulation du capital, qui, produit de l'exploitation de la force de travail, parvient de plus en plus difficilement à se valoriser dans la sphère de la production. D'où les "bulles" spéculatives, dont le gonflement, puis l'éclatement, précipitent la marche à la destruction des forces productives. Depuis que le capitalisme a atteint son stade impérialiste, il est dominé par la finance. Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine a analysé cette réalité en établissant que le capital financier — produit de la fusion du capital industriel et du capital bancaire, sous la domination de ce dernier — a pris définitivement le contrôle de l'économie capitaliste.

La "crise" est donc bien, sous sa mince écorce financière, une crise du capital lui-même, c'est-à-dire d'un rapport social d'exploitation ayant, depuis belle lurette, épuisé tout rôle historique progressiste. Aux yeux des masses opprimées et exploitées du monde entier, elle tend à mettre à nu la responsabilité du système lui-même. La crise accuse le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Elle met à l'ordre du jour sa liquidation pure et simple.

**"LE PLAN VISE À PRÉSERVER
LA LIBRE ENTREPRISE..."**

Représentant les intérêts bien compris de la bourgeoisie aux États-Unis (bien qu'en crise), Bush a, à sa manière, reconnu cette réalité. Dans sa déclaration du 15 octobre, il met les points sur les "i" :

"Il est très important que les Américains sachent que le plan vise à préserver la libre entreprise et non à remplacer la libre entreprise."

Le 17 octobre, il enfonce le clou :

"Nous ne devons jamais perdre de vue les énormes avantages procurés par le système de la libre entreprise. Il permet aux individus de s'élever aussi haut dans la société que leur talent et leur ambition le permettent, il reconnaît le travail dur, la prise de risques intelligente et l'esprit d'entreprise dans le monde entier. Les politiques de libre marché ont élevé des millions de gens hors de la pauvreté, leur

ont donné la possibilité de bâtir une vie pleine d'espoir" (sic).

Pourtant, hormis Bush et quelques représentants sans complexe du capital financier américain, ce qui semble dominer dans les discours officiels, c'est la mystification à laquelle se livrent ceux qui dirigent le monde et tous ceux qui soutiennent ce régime social. L'humanité tout entière est frappée d'un mal qui la menace dans son existence même. A son chevet, se penchent les bons docteurs de l'économie mondiale. Tous observent une forte fièvre. Les uns recommandent de l'aspirine à forte dose, d'autres des antibiotiques, d'autres, d'autres médications. Mais la fièvre n'est qu'un symptôme. La fièvre, c'est la crise financière, et l'éclatement des bulles spéculatives. La cause profonde, le cancer qui ronge l'humanité, c'est le régime capitaliste failli, fondé sur la propriété privée des moyens de production. L'un et l'autre sont indissociables. Mais il est frappant de constater que, tant du côté des dirigeants capitalistes et des gouvernements et institutions internationales que de ceux qui, en principe, issus du mouvement ouvrier, devraient s'opposer à cette politique, un consensus se dégage sur un constat partagé : c'est une crise financière, il faut réguler, réglementer, moraliser... pour finalement revenir à un capitalisme plus propre, plus moral, plus industriel, moins spéculatif.

**"NOUS RISQUONS
D'ÊTRE CONFRONTÉS À LA RÉVOLTE
DES MASSES POPULAIRES"**

Le président français, Nicolas Sarkozy, s'est posé comme l'un des plus acharnés à pourfendre les "excès du capitalisme". Dans son allocution du 13 octobre, il prévient "ceux qui ont fauté" qu'ils "seront sanctionnés". Il propose de "refonder le capitalisme, un capitalisme d'entrepreneurs pour poser les bases d'un autre système financier". Le 14 octobre, Sarkozy demande "à la communauté financière d'assumer toutes ses responsabilités", précisant que, désormais, "les conseils d'administration des banques et compagnies d'assurances adopteront dans les plus brefs délais le code de bonne conduite

proposé par le Medef” (c’est-à-dire l’organisation du patronat).

Le plan d’aide aux banques, précise Sarkozy, s’appliquera en échange de contreparties, et ces “obligations porteront d’abord sur l’éthique” pour ne pas reproduire “les dérives scandaleuses constatées ces dernières années”. Quelques mois plus tôt, déjà, le ministre français des Finances, Christine Lagarde, en avait appelé à un “examen de conscience” de la finance mondiale, dénoncé “l’effet de lucre” et exigé une certaine “moralisation” de la vie financière (*Les Echos*, 14 avril). De son côté, le 25 septembre, le ministre allemand des Finances, M. Steinbrück, appelait à “reciviliser” les marchés financiers, tandis que, le même jour, les dirigeants de l’Eglise anglicane dénonçaient les “voleurs de banques et pilleurs d’actifs”.

Ce n’est pas nous qui contesterons l’immoralité des dirigeants du capitalisme mondial. Tous les travailleurs ont en mémoire les chiffres faramineux des parachutes dorés et autres primes versés aux dirigeants des multinationales. Pour ne citer qu’un chiffre : durant les cinq années qui ont précédé l’éclatement de la crise des “subprimes”, les dirigeants des cinq premières banques de Wall Street ont touché, à titre de rémunération, 3 milliards 100 millions de dollars.

Mais ceux qui pourfendent l’immoralisme des spéculateurs ne viennent-ils pas de verser des centaines de milliards à des banques qui viennent d’en perdre autant au casino de la spéculation, et qui parfois, même... reconnaissent n’en avoir pas besoin ? C’est ainsi que sur les 9 banques américaines bénéficiant chacune de 25 milliards de dollars de fonds du gouvernement, 3 ont annoncé des profits nets réalisés au troisième trimestre 2008. Parmi elles, JP Morgan, dont le président, ayant déclaré un milliard 640 millions de dollars de profits pour le troisième trimestre, a expliqué au *Financial Times* ne pas avoir la moindre hésitation à empocher les 25 milliards de dollars du gouvernement, car “ce qui est bon pour le système est bon pour JP Morgan”.

Disons-le : lorsque patrons, banquiers et représentants des gouvernements capitalistes parlent de morale ou d’éthique, les travailleurs ont intérêt à mettre leur main

à la poche pour voir combien ils leur ont déjà volé dans leur porte-monnaie. Conseiller spécial du président Sarkozy, Henri Guaino (*Les Echos*, 27 octobre) affirme :

“Le capitalisme financier a perverti le capitalisme et détruit le système de valeurs qui, depuis toujours, lui donne sa vitalité et sa puissance créatrice. L’enjeu, aujourd’hui, c’est de revenir aux sources éthiques du vrai capitalisme, celui de l’entrepreneur, de la récompense de l’effort et du mérite, et de la responsabilité.”

“Le système de valeurs qui donne sa vitalité et sa puissance créatrice au capitalisme” ? Il n’y en a qu’un : c’est le droit imprescriptible, pour celui qui possède le capital, de réaliser du profit en exploitant la force de travail de l’ouvrier. Et quand il n’y parvient pas, ou quand il y parvient difficilement, son “éthique”, c’est son droit imprescriptible, par tous les moyens, à valoriser le capital. Guaino et consort peuvent proclamer tout ce qu’ils veulent sur le retour aux sources éthiques du vrai capitalisme d’entrepreneur. Mais l’éthique du capitalisme entrepreneur, c’est la valorisation de son capital. Entre l’éthique du capitaliste entrepreneur et l’éthique du capitaliste spéculateur, il n’y a pas l’épaisseur d’une feuille de papier à cigarettes. D’ailleurs, tout cela n’est pas fait pour le seul amour de la morale.

“Il ne s’agit pas de faire des cadeaux aux banquiers, il s’agit de faire en sorte que les consommateurs, les investisseurs puissent continuer à fonctionner d’une façon rationnelle”,

déclare le président de l’Eurogroupe et Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, le 13 octobre (AFP). Autrement dit, c’est pour le bien de l’humanité qu’il faut renflouer les banques ! Le *Financial Times* (13 octobre) le dit clairement :

“Quand un patient est en train de mourir d’une attaque cardiaque, il n’est plus temps de discuter si sa maladie est due à un mauvais régime, au manque d’exercice ou à un cœur trop faible ; il n’est pas davantage possible de discuter de plan alternatif pour un rétablissement à long terme ; ce qui est nécessaire, c’est de permettre au cœur de démarrer à nouveau. Le cœur du système financier mondial a cessé de battre, il doit être redémarré. Le défi pour les docteurs est aussi simple et aussi immense que cela.”

C'est apparemment d'une logique implacable : puisque le cœur du système mondial, c'est les banques, en relançant les banques, on va relancer l'ensemble de la machine économique et sociale, et toute l'humanité va aller de l'avant.

Cette construction a une fonction politique essentielle : tenter de prévenir la révolte des masses exploitées en forgeant les politiques d'union sacrée, que, partout dans le monde, les tenants du système capitaliste veulent mettre en œuvre pour faire passer leurs plans. Sarkozy ne s'en est pas caché, déclarant le 23 octobre :

“Nous risquons d'être confrontés partout à la révolte des classes populaires et des classes moyennes, qui rejeteront une mondialisation qu'elles ne vivent plus comme une promesse, mais comme une menace.”

Pour contenir cette “révolte des classes populaires”, Sarkozy n'hésite pas à dénoncer “l'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique”, à l'encontre de tout ce qu'il a fait et prôné auparavant. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : la classe capitaliste peut, selon les circonstances, être tantôt hostile et tantôt favorable à l'intervention de l'Etat. Tout dépend de ses besoins du moment, dictés à la fois par la crise de son système économique et par la menace qu'elle perçoit : celle de la révolte des masses, mettant à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Sarkozy donne ici leur véritable contenu à l'altermondialisme et à l'antilibéralisme d'Attac et autres forums sociaux : sauver le régime de la propriété privée des moyens de production... par l'union sacrée corporatiste.

UNION SACRÉE...

Le 30 septembre 2008, le quotidien du capital financier français *Les Echos* titre “Crise : pour une union sacrée européenne.” Aux Etats-Unis, même l'adoption du plan Paulson (700 milliards de dollars pour les banquiers et les spéculateurs, qui, s'ajoutant aux sommes précédentes, constitue en réalité un plan de 1 300 milliards de dollars) n'a été possible que parce que les représentants du Parti démocrate (et singulièrement leur candidat,

Barack Obama) ont mené campagne pour le faire passer. Or Barack Obama est soutenu par les dirigeants des organisations syndicales américaines. Comme l'expliquent des militants de la section des Etats-Unis de la IV^e Internationale :

« Juste avant le vote par le Congrès, le 3 octobre, du plan Paulson, les dirigeants officiels de l'AFL-CIO et de la coalition “Change to win” se sont adressés au gouvernement pour lui demander de renflouer à la fois Wall Street et Main Street. Working America, la publication en ligne de l'AFL-CIO, a demandé que “tout paquet de mesures de renflouement que le Congrès adopte soit équilibré pour aider aussi bien Main Street que Wall Street”. C'est cette position, bien sûr, qui a permis à Pelosi (la présidente démocrate du Congrès — NDLR) et aux démocrates de mettre en avant leur engagement favorable aux entreprises. C'est une illusion dangereuse de croire que, pour tout dollar qui va renflouer Wall Street, il y aura de manière correspondante un dollar pour renflouer le peuple travailleur d'Amérique. Un mois après que le plan de renflouement a été approuvé, la seule chose que l'on puisse attendre du plan Paulson, c'est plus encore de pertes d'emplois tandis que les entreprises ferment dans tout le pays, plus de coupes dans les budgets et plus d'attaques intolérables contre le peuple travailleur et les opprimés. Avec seulement quelques miettes jetées au peuple travailleur au nom d'un paquet de mesures d'encouragement. Chaque dollar qui va aux spéculateurs est un dollar en moins pour reconstruire l'économie et pour permettre à des millions de gens de retourner au travail à travers un programme massif de travaux publics. Les spéculateurs ont joué, ils ont parié, ce sont des parasites, leurs profits devraient être confisqués. Il ne devrait y avoir aucune tolérance pour eux au nom d'aider Wall Street, les renflouer ne résoudra pas la crise financière, au contraire cela ne peut qu'approfondir le problème. C'est pourquoi le mouvement ouvrier des Etats-Unis doit refuser d'accompagner ce plan de renflouement guidé par les intérêts des capitalistes. L'existence même du mouvement syndical, les conditions d'existence du peuple travailleur dans ce pays sont en jeu (...). Pour mettre pleinement en œuvre le plan Paulson, la classe dominante des Etats-Unis doit détruire l'indépendance des syndicats et exiger des syndicats qu'ils accompagnent

*ce consensus de renflouement et qu'ils disciplinent leurs membres pour accepter cette pilule empoisonnée. Ainsi intégrés, les syndicats seraient dans l'impossibilité de défendre les emplois, les salaires, les avantages acquis, les conditions de travail du peuple travailleur. Les syndicats, les seules organisations de masse de la classe ouvrière des Etats-Unis aujourd'hui qui soient constituées sur des bases de classe, doivent rompre avec les démocrates et engager la lutte contre le renflouement capitaliste. Ils doivent mobiliser leurs membres et engager l'ensemble des travailleurs à exiger du nouveau Congrès, du nouveau président qu'ils stoppent ce processus » (extrait de *The Organizer*, numéro spécial "Election du 4 novembre").*

Mais cette politique par laquelle les dirigeants, en dépit de la résistance de larges secteurs du mouvement ouvrier, cherchent à sceller l'union sacrée aux Etats-Unis et à enchaîner le mouvement ouvrier à cette politique ne règle rien. Car aux Etats-Unis, plus encore en cette période d'élection, la "crise économique" est crise de domination politique du capital. A la veille de l'élection présidentielle, nos camarades de Socialist Organizer écrivaient :

« Bien que nous ne soutenions pas Obama, The Organizer prend position inconditionnellement contre toute forme de fraude électorale. Tous les travailleurs et tous les jeunes ont à cœur de défendre les droits électoraux et la démocratie politique. Au moment où nous mettons sous presse, il est impossible de savoir ce qui va se passer le 4 novembre (...). La fraude massive a eu lieu en 2000 et en 2004, elle pourra avoir lieu à nouveau (...). Si McCain est élu, il y aura nécessité pour le mouvement ouvrier, les organisations noires et latinos de rejeter la fraude et de mobiliser par millions (...) pour remettre en cause cette fraude. Si Obama est élu, une situation nouvelle et contradictoire sera ouverte (...). Si Obama est élu, ce sera le résultat de ce que des millions de gens, et particulièrement des Noirs, des Latinos, des syndicalistes, des jeunes, se seront emparés du mot d'ordre de "changement". Tous ceux-là exigeront que ce soit Wall Street qui supporte le fardeau de la crise financière. Tous ceux-là exigeront des mesures d'urgence pour interdire tous les licenciements, empêcher les expulsions immobilières, finir la guerre en Irak, défendre la sécurité sociale, les retraites et tous les services publics (...). Nous ne

*savons pas à quoi ressemblera le paysage politique le 5 novembre. Mais nous savons ceci : une nouvelle situation politique sera ouverte dans ce pays avec l'élection et le krach financier de 2008 » (extrait de l'éditorial de *The Organizer*).*

En Europe, la fort mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) a salué (communiqué du 15 octobre) l'octroi par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement des 1 700 milliards d'euros aux banquiers et spéculateurs : "*La CES accueille avec satisfaction les initiatives prises la semaine passée afin d'apporter une réponse politique commune à la supra nationale*", l'assortissant de cette proposition typiquement corporatiste : "*La CES propose la création d'un Conseil européen des partenaires sociaux au sein de la Banque centrale européenne*" !

En France, le plan de renflouement des 360 milliards d'euros a été voté avec l'abstention bienveillante des dirigeants du Parti socialiste, dont le premier secrétaire s'est même déclaré favorable au vote "pour".

Pour le Parti communiste français, "*on ne peut contester l'urgente nécessité de sauver les institutions financières et les banques*" (*L'Humanité*, mardi 14 octobre). Quant à la LCR, elle déclare (*Rouge*, 9 octobre) qu' "*il n'y a pas lieu de s'opposer sur le principe au sauvetage des banques*".

En France, comme dans la plupart des pays d'Europe, ce consensus a pour socle l'acceptation du cadre de l'Union européenne : les dirigeants du Parti socialiste sont partisans des traités de Maastricht et de Lisbonne ; ceux du Parti communiste français lancent un appel à "*redéfinir le statut et la mission de la BCE, qui doit être réorientée au service des intérêts des populations*" (*L'Humanité*, vendredi 3 octobre) et à "*modifier les critères*" de Maastricht (et non les abroger) ; ceux de la LCR proposent de "*mettre à l'échelle européenne un service public bancaire unifié dirigé par la population et les salariés du secteur*" (*Rouge*, 16 octobre).

Finalement, un seul parti, en France, avance le mot d'ordre "*Retrait du plan de sauvetage des 360 milliards offerts aux spéculateurs*", c'est le Parti ouvrier indépendant (POI) (au sein duquel militent les militants de la IV^e Internationale). Et cette exigence de retrait du plan s'appuie sur le

fait que le Parti ouvrier indépendant (POI) est également le seul parti qui se prononce pour la rupture avec l'Union européenne.

**... POUR "REFONDER
LE CAPITALISME" ?**

"Cette crise est la crise de trop. Il faut refonder le système. Cette refondation doit être globale. Il faut fonder un nouveau capitalisme sur des valeurs qui mettent la finance au service des entreprises et des citoyens, et non l'inverse."

Ces propos de Sarkozy introduisant les débats au conseil européen sur la crise financière de Bruxelles, le 15 octobre, constituent une plate-forme commune à l'union sacrée que les dirigeants terrorisés cherchent à dresser contre la résistance des masses. Le spectaculaire ralliement de Sarkozy and Co aux thèses de l'altermondialisme — ralliement déjà amorcé depuis des années, et qui est à la base de sa complicité publique avec Besancenot (2) — a une explication politique et un contenu social. Explication politique : il faut faire barrage à la révolution qui menace. Ce n'est pas nous qui le disons. Le grand patron des banques et ami intime de Sarkozy, Pebereau, a lui-même posé la question : "A quand l'étincelle de la révolution ?", affirmant : "Nous sommes, à n'en pas douter, dans une période pré-révolutionnaire au sens de 1789" (*Le Monde*, 16 septembre). Donc, contre la menace de la révolution, dresser l'apparence d'une réforme énergique châtiant les coupables et relançant l'économie, et, par ce biais, tenter de contenir l'angoisse et l'indignation des travailleurs. Contenu social : l'improbable "refondation du capitalisme" rétablissant "la finance au service des entreprises", c'est, par définition, la survie du système d'exploitation enveloppée dans un verbiage directement issu des forums sociaux.

Rappelons que, quelque mois plus tôt, le prix Nobel d'économie et dirigeant altermondialiste Joseph Stiglitz avait formulé (*Les Echos*, 29 avril 2007) "le besoin d'une plus grande régulation du secteur financier". Sur cette base, Sarkozy avait confié au dénommé Stiglitz la responsabilité d'une "commission de mesure de la performance économique et du pro-

grès social". Ce qui est logique : illusoire "régulation" du capitalisme et tentatives d'intégration corporatiste vont de pair.

On remarquera que, ce même 15 octobre, un communiqué d'Attac France se revendique du même Joseph Stiglitz et réclame que "la finance soit un instrument au service de la justice sociale, de la stabilité économique et du développement durable". Ce sont les termes, mot pour mot, de Sarkozy. Sur ce même terrain, François Hollande devait, dans une intervention à l'Assemblée nationale le 8 octobre, définir la crise en cours comme

« l'effondrement d'un système lui-même. Ce système, il s'appelle "économie d'endettement sans contrôle", "dérégulation sans limite", "déréglementation sans objectif autre que celui de l'augmentation du profit, de la spéculation". »

Plus nettement, Ségolène Royal indique le 15 octobre :

"Si la crise peut déboucher sur quelque chose de positif, c'est-à-dire une réactivité beaucoup plus forte pour que la finance soit au service de l'économie et non pas, comme aujourd'hui, au service d'elle-même..."

"On n'abrogera pas le capitalisme, mais on doit le guérir, offrir une alternative à la finance folle",

résume cet autre dirigeant "socialiste" français, Manuel Valls (*Le Journal du dimanche*, 19 octobre).

Au moment même où Sarkozy se porte en avant comme le plus ardent défenseur des thèses altermondialistes, la LCR n'y renonce pas pour autant. Elle appelle (*Rouge*, 9 octobre) à "freiner les spéculations financières" par "l'instauration d'une taxe dissuasive sur toutes les transactions boursières", à "mettre un terme au droit divin lié à la propriété capitaliste" et à "donner aux travailleurs de véritables pouvoirs dans l'entreprise, et pour cela modifier le droit de propriété, par exemple par la participation d'une représentation des salariés au pouvoir de décision". La LCR appelle cela "le partage du droit de propriété", arguant qu' "une nouvelle répartition des richesses est nécessaire". Toujours dans l'hebdomadaire de la LCR, le coprésident

(2) Lire dans le précédent numéro de *La Vérité* l'article de Dominique Ferré.

d'Attac et président d'université Jean-Marie Harribey déclare :

“L'enjeu est de savoir qui va payer la crise, en partie les riches, si la pression sociale monte, sinon les couches pauvres et moyennes.”

Et de proposer de *“rétablir des contrôles stricts sur les mouvements de capitaux, notamment par des taxes”*, ou encore d'*“inscrire dans les Constitutions que le supplément de richesse qui va aux travailleurs (...) ne soit jamais inférieur aux gains de productivité”*. Bref, freiner la spéculation, taxer un peu le capital, partager un peu mieux la propriété et les richesses, et, au nom de cela, intégrer les organisations ouvrières elles-mêmes et les travailleurs à la gestion des entreprises (3). En un mot : le corporatisme. On retrouve ici le thème cher à de Gaulle de l'association capital-travail remis à la mode depuis de nombreuses années par les associations altermondialistes, les forums sociaux de Porto Allègre et ailleurs, Attac, et la LCR et le Secrétariat unifié (4).

SOUS LE “CAPITALISME D'ENTREPRENEURS”...

La formulation de Sarkozy, prônant le retour à un capitalisme “d'entrepreneurs” opposé au capitalisme de la “finance”, ne fait donc qu'emprunter une enveloppe idéologico-théorique dont le contenu réel est le corporatisme. Au nom d'une “autre répartition des richesses du système capitaliste”, il s'agit d'ouvrir la voie à l'instauration d'un ordre corporatiste. Le gouvernement Sarkozy, en même temps qu'il parle de la “moralisation” du capitalisme, tient fermement le cap de toutes les contre-réformes engagées dans tous les domaines contre la classe ouvrière. En pleine crise financière, son Premier ministre, François Fillon, réaffirme :

“Nous nous sommes engagés à tenir les dépenses publiques strictement (...), ce qui compte pour nous, c'est de tenir les dépenses, on sera intraitables sur les dépenses.”

Plus que jamais, donc, l'offensive la plus brutale et la plus violente contre la classe ouvrière !

(3) Infléchissant leurs déclarations au fur et à mesure de l'avancée de la crise, les pablistes n'hésitent plus à parler aujourd'hui de “nationalisation”, de “socialisation”... Tout en maintenant, on l'a vu, la ligne de “réglementation” du capital. C'est une constante de leur politique que le ralliement ouvert et maintes fois exprimé au régime de la propriété privée des moyens de production, qu'il faudrait “moraliser”, “humaniser”, “réglementer”. Tout cela habillé d'une “découverte” théorique du Secrétariat unifié, à savoir que *“la mondialisation, le libéralisme impérialiste, est une nouvelle phase du développement du capitalisme”* (Critique communiste, n° 175, printemps 2005). Un nouveau “développement” au centre des thèses du congrès mondial du SU en 2003, qui constataient *« une nouvelle restructuration du monde par les classes dominantes, dite “globalisation capitaliste”, une nouvelle dégradation du rapport de force de la classe ouvrière, et, suite à l'écroulement de la bureaucratie stalinienne et la restauration du capitalisme à l'est, une crise sans précédent de la conscience de classe »*. Un “développement” capable de provoquer l'émergence de nouvelles puissances impérialistes “concurrentes” de l'impérialisme américain comme... l'Union européenne (Inprecor, novembre 2003). Ce qui amenait les pablistes à, là encore, se poser en “conseillers” d'une meilleure organisation des institutions européennes. Michel Husson, alors dirigeant de la LCR et l'un de ses principaux “économistes”, se faisait l'avocat, dans la revue *Politix* (23 juin 2005), d'une “stratégie altereuropéenne” : *“L'essentiel est ici l'extension du budget européen, afin de soutenir une relance coordonnée, ainsi que l'harmonisation sociale. Quant à l'euro, il est urgent de mettre en place un système monétaire européen garantissant des taux de change fixes révisables entre la zone euro et les treize pays de l'Union européenne qui n'en font pas partie, et de doter cette monnaie commune d'une politique de change avec le dollar.”* A l'origine de ces “théories” fumeuses, le ralliement ouvert du SU au régime de la propriété privée des moyens de production après la chute de l'Union soviétique en 1991. Ce que le SU consignait dans le “Manifeste programmatique” de son congrès mondial de 1992 : *“Le système capitaliste (...) semble moins contesté dans son ensemble qu'il ne l'était depuis des décennies. L'idée qu'il a remporté définitivement la victoire sur le socialisme faussement identifié avec les sociétés sous domination bureaucratique en URSS et en Europe de l'Est est largement répandue. Cela est avant tout dû à la crise de crédibilité du socialisme en tant qu'objectif social global aux yeux des masses.”* Une “crise de crédibilité du socialisme” dont l'origine était ainsi qualifiée : *“La longue expansion économique après la deuxième guerre mondiale dans les métropoles et ses retombées partielles dans des pays dépendants semi-industrialisés ont été marquées par une expansion de la consommation de biens durables des classes moyennes et des couches supérieures du prolétariat.”* Ces lignes ont été écrites quelques mois après que l'Irak a été “ramené à l'âge de pierre” par l'intervention militaire américaine, où le niveau de vie des masses en ex-Union soviétique plongeait, où le traité de Maastricht (1992) annonçait en Europe une vague de désindustrialisation sans précédent. Mais le SU y voyait un développement du capitalisme et du niveau de vie des masses.

Le jour même où les premiers milliards sur les 360 étaient distribués par le gouvernement français aux banquiers et aux spéculateurs, on annonçait les premières vagues de licenciements massives dans tous les secteurs de l'industrie, et le Parlement adoptait la loi de démantèlement-privatisation des hôpitaux publics et de la Sécurité sociale. En même temps que le ministre de l'Éducation confirmait dans une conférence de presse son intention dès la prochaine rentrée de démanteler le baccalauréat comme examen national, permettant ainsi "l'économie" de dizaines de milliers de postes de professeurs. Et Sarkozy lui-même, installant en pleine crise (21 octobre) une commission chargée de démanteler les institutions de la République, commission consensuellement coprésidée par un ancien Premier ministre de droite, Balladur, et un ancien Premier ministre socialiste, Mauroy, déclare :

"La crise que nous traversons ne doit en rien retarder les réformes. Elle doit au contraire les accélérer."

Et tout cela, répétons-le, sous le vernis de la "moralisation" du capitalisme, de "l'éthique" du retour au "capitalisme d'entrepreneurs", auquel se prête toute l'union sacrée institutionnelle de l'extrême droite à l'extrême gauche pro-européenne, jusques et y compris Besancenot, qui va répétant qu' "on ne peut pas par principe s'opposer au sauvetage des banques".

... LE VISAGE HIDEUX DU CORPORATISME

Il y a quelques années, deux chercheurs français, Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, ont publié un livre intitulé *Les dérives du capitalisme financier*. Dans la présentation de leur livre, ils écrivaient :

"Fondement du capitalisme financier, le postulat selon lequel l'entreprise doit diriger dans le seul intérêt de ses actionnaires est précisément son talon d'Achille."

Leur proposition ?

"L'entreprise doit être dirigée comme une institution où s'élabore une finalité commune à l'ensemble de ses parties prenantes, et non comme un objet de droit de propriété."

"Une finalité commune à l'ensemble de ses parties prenantes" ? N'est-ce pas la définition exacte du corporatisme ? Quelle "finalité commune" entre le patron, qui cherche à extorquer le plus de plus-value possible en exploitant la force de travail du prolétaire, et ce dernier, qui n'a d'autre choix que de s'organiser pour résister à l'exploitation ? La question clé n'est-elle pas justement celle de la propriété : qui possède les moyens de production et qui ne les possède pas ? Rebérioux et Aglietta critiquent "la perversité d'une régulation du capitalisme dans laquelle les marchés boursiers sont prépondérants". Ils y opposent une autre régulation, posant "le problème de la gouvernance des entreprises, résultant de la séparation de la propriété et du contrôle". A "ceux qui prônent le contrôle exclusif des actionnaires", ils opposent un autre principe :

"Celui de l'élaboration de nature politique des finalités de l'entreprise au sein du conseil d'administration considéré comme une instance médiatrice entre les dirigeants et les parties prenantes internes et externes de l'entreprise."

Il s'agit donc, écrivent-ils, d' "une autre conception de la gouvernance des entreprises fondée sur l'idée de démocratie économique". Et de préciser :

"Le fait que l'entreprise ait pour objet de maximiser son profit n'implique pas que l'entreprise devait diriger dans l'intérêt exclusif de ses actionnaires, que le profit n'est pas réservé à leur seule rémunération. En d'autres termes, le principe de maximisation du profit n'est par lui-même porteur d'aucun critère de répartition entre les différents constituants, actionnaires, salariés ou entreprise elle-même."

Autrement dit, il s'agit, à travers la "moralisation" du capitalisme, de permettre un meilleur partage du profit, une meilleure répartition entre les "différents constituants".

CORPORATISME OU LUTTE DE CLASSE ?

Une telle théorie nie les faits. Comme s'il était possible, à partir de la production

(4) Thèses dont la critique a déjà été à l'époque développée dans *Lutte des classes et mondialisation*, notamment p. 421 et suivantes.

de richesses, de “discuter” éventuellement de leur répartition ! Cela supposerait de séparer les conditions de la production de la plus-value des conditions de sa répartition. Or cela n’est pas la réalité. Contrainte au travail salarié, la classe ouvrière vend sa force de travail comme une marchandise à la classe capitaliste, parce que, en régime capitaliste, elle n’a pas d’autre choix. La classe capitaliste, propriétaire des moyens de production (des usines, des machines et de l’usage de la force de travail), amalgame le tout dans le processus même de la production où le travail, mis en mouvement, valorise le capital et crée ainsi une valeur plus grande que les valeurs englouties dans le processus de production. Par définition, cette valeur appartient aux possesseurs des moyens de production. Ceux-ci n’ont investi dans la production que dans le but de dégager cette plus-value, dont ils sont par avance les propriétaires. Tout le mode de production capitaliste vise à cette extorsion de la plus-value. Pour que la valeur ne soit plus possession des propriétaires des moyens de production, il faut tout simplement que ceux-ci ne possèdent plus les moyens de production et qu’ils soient socialisés.

Ce qui nous ramène au combat pour en finir avec le régime d’exploitation capitaliste, combat pour le socialisme et la révolution prolétarienne, dont le document adopté par le conseil général de la IV^e Internationale et publié dans ce numéro de *La Vérité* souligne la brûlante actualité. Malgré la sainte alliance qui prône les vertus du capitalisme “moralisé” dans le monde entier et en dépit de tous les obstacles dressés sur leur route, les masses cherchent à s’opposer aux plans qui distribuent par centaines les milliards aux banquiers et capitalistes, et réservent à l’immense majorité de l’humanité un avenir de déchéance, de misère, de guerres et de précarité. En France,

« nous sommes entrés dans une situation politique que l’on peut qualifier de prérévolutionnaire. Le seul facteur qui empêche pour l’heure le passage à une situation révolutionnaire — où, pour reprendre la formule de Lénine, “en bas, on ne veut plus être gouverné comme avant, et en haut, on ne peut plus gouverner comme avant” —, c’est le soutien apporté par les appareils au régime en crise de décomposition » (résolution adoptée par la direction nationale du CCI, section

française de la IV^e Internationale, le 19 octobre 2008).

C’est un fait que les masses résistent, cherchent à surmonter les obstacles de ceux qui, contre leur lutte de classe, sont candidats à forger les unions sacrées au nom du nécessaire sauvetage des banques de la crise financière. C’est pourquoi, du point de vue de l’indépendance de classe, il est important d’affirmer avec la plus grande rigueur, en se basant sur le marxisme, vérifié par les faits, que cette crise n’est pas seulement ni principalement une crise financière. Sous l’écume financière, c’est à la crise de décomposition du capital que la classe ouvrière et ses organisations sont confrontées. Les organisations ouvrières perdraient leur raison d’être à s’accoquiner, sous quelque forme que ce soit, aux plans de sauvetage des banques et des spéculateurs. C’est pourquoi, déterminante est l’action politique ouvrière indépendante qui dit “*Non au plan, retrait des plans*” et met en avant les légitimes revendications de survie de la classe ouvrière, qui refuse d’être sacrifiée sur l’autel du capitalisme pourrissant. Pour illustrer cette démarche, nous publions, dans ce numéro de *La Vérité* un peu exceptionnel, des extraits de déclarations des différentes sections de la IV^e Internationale ou d’organisations politiques ouvrières indépendantes à la construction desquelles participent les militants de la IV^e Internationale. L’union sacrée n’est ni une obligation, ni une nécessité, ni une fatalité. Le fait est d’ailleurs que la résistance de la classe et de ses organisations, d’ores et déjà, en pleine crise, a mis à mal, sous des formes qui diffèrent, mais qui finalement ont un même contenu, les combinaisons d’union sacrée.

Face à la crise de décomposition du capital, l’alternative reste plus que jamais : socialisme ou barbarie, révolution ou contre-révolution. Le dénouement de cette contradiction pose tout le problème de l’indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations, laquelle passe par le refus de toute forme d’union sacrée. Nous aurons l’occasion, dans un prochain numéro de *La Vérité*, de revenir sur ces questions.

**Daniel Gluckstein,
29 octobre 2008**

ANNEXES

Quelques éléments sur la crise actuelle

I. Le basculement généralisé de la situation mondiale s'inscrit dans le cadre des événements majeurs qu'a connus l'économie mondiale depuis 1945.

— En 1945, la seconde guerre impérialiste prend fin par les plus gigantesques destructions et le plus grand génocide jamais connus au cours de toute l'histoire de l'humanité (déclaration du bureau politique de l'OCI, 20 août 1971).

— Le **“boom”** que marque la période de reconstruction de l'économie **s'achève dès 1949**, et il faudra la guerre de Corée de 1950 pour que l'économie américaine redémarre et, partant, l'économie mondiale.

— De 1950 à 1971, l'impérialisme va de crise en crise, qui s'expriment notamment au plan monétaire par la remise en cause de la place du dollar et du privilège exorbitant que les Etats-Unis ont obtenu lors de la conférence monétaire de Bretton Woods, en 1944. **L'impérialisme**, dans cette période qu'il est convenu d'appeler les 30 glorieuses, va **chercher à surmonter la crise du profit en jouant à plein sur l'effet d'entraînement de l'économie que permet un développement sans précédent de l'économie d'armement.**

— **Le 15 août 1971**, le président américain, Richard Nixon, **sonne le glas du système monétaire international** en décrétant l'inconvertibilité du dollar. Cela ouvre un cycle de crises monétaires et une période monétaire où le dollar devient pour l'impérialisme américain *“notre monnaie, votre problème”*.

— **De 1979 à 1999, la politique monétaire devient un outil majeur de la politique économique.** Il s'agit, parce que le lien entre la monnaie et l'or a été rompu en 1971, d'utiliser la politique monétaire pour restaurer des conditions acceptables pour la formation du profit ; c'est ce qui a été appelé par l'impérialisme, pendant

plus de 20 ans, la lutte contre l'inflation. Concrètement, en portant les taux d'intérêt à des niveaux élevés, les banques centrales vont dissuader entreprises et ménages de trop investir ou de trop dépenser. Cela afin d'éviter que les entreprises **“tournent à plein”** et que se forment des conditions trop favorables aux revendications. En effet, une économie qui **“tourne”** en dessous de son régime **“possible”** laissera un niveau de chômage suffisant pour décourager les salariés de revendiquer. **C'est ce que Marx expliquait lorsqu'il parlait de l'armée permanente des chômeurs.** La prépondérance de la politique monétaire, cette véritable dictature des taux d'intérêt, ne va cependant pas empêcher les crises (voir *Lutte des classes et mondialisation*, pages 187 à 207), mais elle va donner un cadre global d'intervention pour l'impérialisme pendant près de 20 ans.

— Les années 1999 à 2001 sont marquées par **“la bulle Internet”**. Durant cette période, **la banque centrale américaine**, et principalement Alan Greenspan, son président, **vont estimer que la “net-économie”** (nouvelles technologies de l'information et de la communication, appelé NTIC), **qui permet de restructurer** les appareils de production, de développer les délocalisations, la sous-traitance, la flexibilité du travail et des salaires, **va aussi permettre de changer de politique monétaire en desserrant l'arme des taux d'intérêt.** L'impérialisme américain estime ainsi que l'attaque **“directe”** contre la classe ouvrière afin de modifier les conditions d'extorsion de la plus-value est possible et préférable à l'utilisation de la politique monétaire, qui intervient indirectement en contribuant à créer une armée permanente de chômeurs. **Ces nouvelles technologies ne pourront pas contenir l'afflux massif de capitaux cherchant à s'investir dans ce nouvel eldorado et cette “bulle” explosera avant les événements du 11 septembre 2001.** Évène-

ments qui seront pour l'impérialisme américain le déclencheur d'une attaque frontale contre la classe ouvrière, et en premier lieu la classe ouvrière américaine.

— **De 2001 à 2006**, poursuivant l'abandon des politiques monétaires restrictives conduites depuis 1979, Alan Greenspan, le président de la banque centrale américaine, **face à la crise** ouverte par l'éclatement de la bulle "Internet" et la récession mondiale qui frappe à la porte, **va même pour la première fois de l'histoire baisser 13 fois de suite le niveau des taux d'intérêt américains en l'espace de 18 mois**. Il s'agit de tenter de stimuler avec une force jamais mise en œuvre la conjoncture afin d'éviter la récession et de provoquer une relance. L'économie américaine va mettre beaucoup de temps avant de répondre à cette stimulation. En effet, **l'impérialisme cherche à jouer sur tous les tableaux : améliorer les profits en délocalisant les activités, et notamment en Chine, mais aussi développer la consommation et l'investissement notamment immobiliers des ménages en leur ouvrant tout grand le chemin de la dette.**

— **En 2007**, effrayée par la montagne de dettes qu'à provoquée cette politique monétaire particulièrement agressive, **par les risques d'inflation qui feraient fondre les profits, la banque centrale américaine va interrompre la baisse des taux d'intérêt, va même enclencher un cycle de hausse**, qui va toucher de plein fouet une économie en cours d'épuisement des capacités de stimulation de la dette. **Le retournement de conjoncture qui a suivi a mis en plein jour l'incapacité totale de remboursement de leurs dettes pour les emprunteurs les plus fragiles du marché immobilier (les subprimes), la saturation dans les bilans bancaires par ces crédits non ou peu solvables, et le château de cartes a commencé à s'effondrer.**

II. Trois premières caractéristiques du basculement en cours

Un gigantesque basculement généralisé de toute la situation mondiale est en cours. **L'implosion du système financier international est aujourd'hui suivie de près par la récession économique, qui a**

déjà commencé à frapper à la porte des États-Unis et des pays européens. Cette entrée en récession s'accompagne déjà par des premiers plans massifs de licenciements dans de nombreux pays.

Trois composantes principales de ce basculement apparaissent clairement :

1. Une crise de liquidité générale de tout le système financier international.

Depuis plus de 13 mois, les banques centrales du monde entier, et au premier chef la banque centrale américaine (la FED) et la banque centrale européenne (la BCE), **injectent par centaines et centaines de milliards des liquidités dans le système bancaire.** Cette crise de confiance entre les acteurs financiers, et avant tout entre les banques elles-mêmes, a atteint un tel sommet qu'elles refusent purement et simplement de se prêter de l'argent entre elles et n'acceptent plus que de la monnaie venant des banques centrales. **Cela fait 13 mois que les banques centrales se substituent ainsi totalement au fonctionnement du marché interbancaire, le marché de l'argent entre les banques, sans apaiser du moins du monde cette crise de confiance.** Ces injections de liquidités sont des prêts accordés par les banques centrales aux banques contre des titres, en garantie de ces opérations. Relevons que plus la crise de liquidité perdure, plus la qualité des titres remis en garantie aux banques centrales par les banques se dégrade, laissant ainsi présager la mise en cause future de la solidité même des banques centrales. Relevons aussi que ces injections de liquidités, prêt de monnaie des banques centrales aux banques commerciales, sont des opérations de création monétaire, c'est-à-dire que les banques centrales ne possédant aucune liquidité, elles les créent par un simple jeu d'écritures comptables. **Ces prêts devront bien évidemment être remboursés un jour**, même s'il s'agit concrètement de prêts à court terme, en permanence renouvelés, et donc apparemment jamais remboursés.

2. **Cette crise de liquidité entraîne à son tour une crise de solvabilité, qui se généralise au sein du système financier et se traduit par une vague de faillites de banques et de compagnies d'assurances.**

Au cœur même du capitalisme américain, les vieilles banques d'affaires et banques d'investissement ont été rayées de la carte, soit par la faillite directe (cessation de paiement), soit par la reprise par d'autres établissements (fusion-absorption), soit par le changement de statuts en banque de dépôt, seul statut permettant de bénéficier des prêts des banques centrales. **Cette crise de solvabilité a dépassé rapidement le cercle des banques d'affaires américaines** pour toucher les compagnies d'assurances, à l'exemple d'AIG, la première mondiale, **et se répandre dans le monde entier**, touchant les banques européennes, en premier lieu aujourd'hui celles dont l'activité touche aux opérations immobilières. Ces faillites en chaîne provoquent l'effondrement de la valeur boursière des banques et de l'ensemble des acteurs financiers, entraînant dans ce mouvement celle des autres entreprises. Les chutes des indices boursiers rappellent depuis plusieurs semaines celles des effondrements majeurs des Bourses de 1929. Constatons que **le plan Paulson** de reprise des actifs bancaires non "revendables" à hauteur de 700 milliards de dollars **apparaît dès aujourd'hui totalement insuffisant, l'effondrement sans précédent des Bourses mondiales a montré le niveau de méfiance et de panique de tous les acteurs financiers in-**

ternationaux. Il est nécessaire d'ajouter que la crise de solvabilité des acteurs financiers renforce encore, s'il en était besoin, en boucle permanente, la crise de liquidité : "prêteurs en dernier ressort", les banques centrales prêtent des liquidités... qu'elles créent par une simple écriture comptable, continuant ainsi et dans des proportions jamais vues à faire grandir le château de cartes...

3. La troisième caractéristique de ce basculement généralisé est que des centaines de millions d'hommes et de femmes sont en train de se forger la conviction que la récession économique sera d'une ampleur jamais connue depuis l'après-guerre.

Chacun acquiert, progressivement et jour après jour, la certitude que nul ne sera à l'abri de la tempête qui commence. La mise en avant de plans d'urgence, de plans de protection et de défense est en passe de devenir la question centrale pour chacun, question mettant aussi à nu la "déqualification" complète et totale des équipes au pouvoir et la faillite du système économique lui-même. **Ces éléments caractérisent une situation prérévolutionnaire.**

Jean-Claude Bercé,
lundi 6 octobre 2008

Extraits de déclarations de sections de la IV^e Internationale

Etats-Unis

La crise actuelle qui balaie Wall Street, et qui a vu la Maison-Blanche se ruer au secours des spéculateurs à hauteur de 1 300 milliards de dollars (incluant les prêts et plans de sauvetage précédents relatifs à la faillite due aux crédits hypothécaires), n'est pas une simple "correction du marché" ou bien un accident de parcours causé par l'avidité de quelques brebis galeuses disséminées au milieu d'un troupeau par ailleurs tout à fait sain. Elle est l'expression de la faillite et de l'agonie d'un système écono-

mique de "marché" basé sur la propriété privée des moyens de production.

(...) Le système capitaliste, incapable d'assurer le développement des forces productives de l'humanité, ne peut survivre que sur la base d'une économie de guerre permanente et de la prolifération d'une "économie fictive" où les énormes profits sont réalisés par la spéculation en dehors de la sphère de la production. La guerre et la spéculation sont devenues le principal volant d'entraînement d'une économie dont la dette

atteint le chiffre astronomique de 53 000 milliards de dollars (...).

Une résolution adoptée le 22 septembre par le conseil exécutif du travail (AFL-CIO) de San Francisco s'adressait au Congrès des Etats-Unis, demandant "*de s'opposer au plan de renflouement de la dette pourrie de l'industrie bancaire*".

Entre autres, la résolution indiquait :

"Le résultat du projet de renflouement va amener les mêmes spéculateurs à profiter du sauvetage financé par le contribuable, tandis que de simples citoyens américains continuent à être confrontés aux faillites et aux saisies immobilières — à la perte de leur emploi, de leurs revenus et de leur maison (...). Ceux qui sont à la tête de cette économie s'opposent à une aide gouvernementale même minimale pour les populations, mais, pour eux-mêmes, ils réclament que le gouvernement leur verse des milliards d'aide pour les sortir du mauvais pas dans lequel leur propre voracité les a mis."

C'est vrai. Quand, en 2007, plus d'un million de gens aux Etats-Unis se sont vu saisir leur logement, le gouvernement n'a rien fait. Les familles aux abois n'ont reçu aucune aide d'urgence. On leur a dit que les lois du "marché" ne pouvaient permettre une telle intervention du gouvernement, et que, de plus, l'argent manquait pour leur venir en aide. Mais maintenant, quand ce sont les gros capitalistes de Wall Street qui sont menacés, c'est une urgence, il faut une intervention du gouvernement et l'on trouve mille trois cents milliards de dollars.

Quand on a abandonné à leur sort des centaines de milliers de gens — Noirs pour la plupart — à La Nouvelle-Orléans pendant et après l'ouragan Katrina, et quand ils ont demandé des fonds fédéraux pour la reconstruction afin de pouvoir revenir chez eux, dans leurs quartiers, non seulement on les a ignorés, mais on les a embarqués dans des trains et des autobus, et on leur a dit de ne pas revenir. Il y a plus de 250 000 personnes qui ont survécu à l'ouragan et qui sont maintenant exilées (...).

Avec ce renflouement, ce gouvernement, acoquiné avec le Parti démocrate, se rue à nouveau pour voler encore des milliards de dollars de fonds publics pour les transférer à ceux qui ont des fortunes afin qu'ils ne soient pas perdants. Pendant ce temps, les banques alimentaires n'ont plus de nourriture à distribuer aux travailleurs pauvres et il

est maintenant impossible de se soigner (...).

Une question centrale se trouve donc posée : le mouvement ouvrier aux Etats-Unis n'a-t-il pas la responsabilité majeure de s'attaquer à cette offensive conjointe contre les travailleurs ? Et si c'est le cas, que faut-il faire ?

Il faut que le mouvement ouvrier rompe avec le Parti démocrate et organise la mobilisation de masse contre le plan de renflouement des banques. Aujourd'hui, le Parti démocrate se met en tête pour obtenir le vote d'urgence au Congrès de la loi de renflouement des banques. C'est Nancy Pelosi qui, parmi les députés des deux bords, agit au compte de Paulson et Bush.

Pelosi et Obama, tous deux maîtres d'œuvre de ce consensus, vont nous dire que grâce à leur détermination et à "de profonds changements", le plan initial de renflouement, qui posait beaucoup de problèmes, a été transformé, et que, désormais, les travailleurs peuvent lui apporter leur soutien.

Il ne faut pas que les dirigeants des syndicats — l'AFL-CIO et Change to win — se laissent convaincre par ces boniments. Il en va de l'existence du mouvement syndical, de la vie de millions de travailleurs de ce pays.

Les syndicats, la seule expression organisée dont dispose la classe ouvrière aux Etats-Unis aujourd'hui, doivent rompre avec les démocrates et se porter à la tête du combat contre le consensus sur le renflouement des banques. Il faut qu'ils mobilisent leurs adhérents pour mettre un coup d'arrêt à ce casse du siècle.

Denis Mosgofian, directeur juridique et spécialiste du droit du conseil du travail de San Francisco, a fait parvenir un courrier e-mail sur le site de l'AFL-CIO pour demander à la confédération de prendre fermement position contre le plan de renflouement de Paulson. Voici ce qu'il écrit :

"Dans cette (nouvelle) situation, l'AFL-CIO doit se placer comme une gigantesque force représentant des millions de gens en colère. Nous sommes en colère et nous n'avons personne d'autre au pouvoir qui nous représente. Mettez-vous à notre tête ! Agissez. L'AFL-CIO pourrait lancer le mot d'ordre de grève générale d'une heure sur tout le territoire des Etats-Unis et les travailleurs suivraient, et le gouvernement ne pourrait pas faire

grand-chose parce qu'il y a beaucoup de gens qui en ont ras-le-bol."

Socialist Organizer se joint à l'appel des dirigeants syndicaux qui demandent de rompre avec cette subordination au Parti démocrate dans ces circonstances cruciales dans lesquelles se trouvent les travailleurs. Il faut que le mouvement syndical prenne la tête du plus puissant front uni dans la rue pour s'opposer au plan de renflouement des banques. C'est la tâche la plus urgente du moment !

(...) Des lecteurs peuvent ne pas nécessairement être d'accord avec notre appel pour un Parti ouvrier et un Parti de la reconstruction (...). Mais une chose est sûre : il n'est pas possible d'accepter le renfloue-

ment des spéculateurs et des banques proposé par Pelosi-Bush. Tout doit être fait aujourd'hui pour arrêter cette attaque de grande ampleur contre tous les travailleurs — contre nos droits, nos acquis et même nos moyens d'existence.

Pour notre part, à Socialist Organizer, nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider à construire le plus puissant mouvement de résistance dirigé par des travailleurs pour arrêter cette offensive patronale. Ce qui est en jeu, c'est le sort de millions de travailleurs chez nous et dans le reste du monde.

**Socialist Organizer,
section des Etats-Unis
de la IV^e Internationale**

Brésil

Le capitalisme mène le monde à l'impasse.

Au Brésil, la Bourse a chuté de 20 % en une semaine — des dizaines de milliers de milliards se sont évaporés ! —, tandis que le réal s'est dévalué de 30 % en quatre semaines. Subitement appauvrie, la nation a été durement atteinte par la crise économique mondiale. Ce sont les faits (...).

Non ce n'est pas "normal" que, comme le veulent les capitalistes, les milliards qui manquent pour créer des emplois, récupérer les services publics et en finir avec la faim et la misère, soient consumés pour sauver les banques. Cette spirale sans fin dure déjà depuis un an, et la crise ne fait que s'accroître !

Et qui va payer ces milliards ? Les budgets publics en taillant dans les dépenses sociales ? Les emplois détruits par les entreprises qui spéculent ? Les nations sans crédit qui privatisent davantage ?

Non, les travailleurs ne doivent pas payer la facture !

(...) Les employés des banques (*au Brésil*) ont raison, eux qui n'ont pas cessé de lutter à cause de la crise, en grève nationale depuis une semaine. La fédération patronale des banques dit que "*ce n'est pas l'heure de faire grève, avec la crise, tous doivent s'unir*" ! Pendant des décennies, les gains n'ont été que pour eux, et maintenant, ils veulent "l'union nationale" pour les sauver ? Aucune "union nationale" pour sauver les banques, ni avec la Febraban au Brésil ni avec Bush et le FMI à Washington !

Dans la crise, la responsabilité du gouvernement Lula, élu par les travailleurs, c'est de protéger la nation et les familles travailleuses, non pas la spéculation (...).

**Courant O Trabalho du PT,
section brésilienne
de la IV^e Internationale**

Portugal

Selon le journal anglais *Financial Times* (2 octobre), "*l'Europe continentale est sur la voie d'une récession encore plus profonde que celle des Etats-Unis*". N'est-ce pas là le résultat de la politique de l'Union européenne, qui — rien que ces quinze derniers jours — a injecté 931 milliards d'euros dans les circuits financiers ?

(...) Ils nous ont imposé la destruction de la production agricole, ils nous ont obligés à importer la plus grande partie du poisson, ils ont détruit l'industrie, ils nous baissent le pouvoir d'achat avec l'euro, ils nous ont imposé un Code du travail qui détruit tous nos droits du travail — le code de Durao Barroso-Bagao Félix (...).

Dans la région de Marinha Grande — zone à forte implantation industrielle —, on vit déjà des moments extrêmement difficiles : mais la poursuite de cette politique et l'accélération de la crise financière peuvent balayer des secteurs entiers d'industries traditionnelles, comme le verre, les moules et les plastiques. Dans la ville proche d'Alcobaça, le nombre d'entreprises de céramique, avec diffusion internationale, déjà fermées, et la menace qui plane sur toute une série d'autres font que l'on prévoit qu'à court terme, nous pouvons être confrontés dans cette zone à une véritable situation de "terre brûlée", avec les conséquences que l'on connaît de chômage et de dégradation des conditions sociales d'existence de la majorité de la population.

La fermeture, en un peu plus d'un an, d'entreprises du secteur de la verrerie manuelle — comme la Damaso, la Marividros, la Canividro et la Vitroibérica, jetant au chômage direct des centaines de travailleurs et menant à la fermeture de petits ateliers de décoration et de finition — a réduit ce secteur à sa plus simple expression, le menaçant d'extinction (...).

Loin d'être irrémédiable, la situation peut être inversée. Le POUS s'adresse à tous les partis politiques qui se réclament de la défense des droits des travailleurs, à tous les syndicats : il faut que nous nous mettions d'accord sur **un plan d'urgence pour sauver le pays !**

**Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS),
section portugaise de la IV^e Internationale**

Allemagne

L'inconcevable, qu'on croyait surmonté pour toujours, menace de redevenir réalité : les peuples du monde vont-ils à nouveau être entraînés dans une spirale de destruction ?

Redoutant l'effondrement menaçant de l'ensemble du système financier, la chute de l'ensemble de l'économie mondiale, mais aussi sous la pression de leur crise de domination politique, le trio dirigeant de la "grande coalition", les Merkel, Steinmeier et Steinbrück, s'est vu maintenant contraint à un "programme de sauvetage" pour les banques, qui, avec ses 500 milliards de garantie de l'Etat et ses injections directes de capital, fait dépasser par ses dimensions tout ce qui a été atteint jusqu'ici.

Comme plusieurs fois déjà à des moments historiques décisifs de l'histoire allemande, la bourgeoisie doit s'appuyer sur la politique de l'appareil SPD comme force politique la plus importante pour la défense du système capitaliste. Il s'agit d'empêcher à tout prix que la classe ouvrière se saisisse de ses organisations comme instruments de sa lutte (...).

Est-ce que les réponses qui furent données par le mouvement ouvrier allemand dans les moments difficiles des crises du XX^e siècle ne se pressent pas dans notre mémoire ? Ne pouvons-nous pas nous appuyer sur elles ? (...) Le premier congrès de la social-démocratie allemande, le 11 mai 1946, formulait dans sa déclaration : nous revendiquons "la socialisation des richesses

minières et de l'industrie des matières premières (...), des mines, de la production du fer et de l'acier. La plus grande partie de l'industrie chimique et des grandes entreprises des industries de transformation doivent devenir propriété collective... L'ensemble du transport et les systèmes fiduciaire et de crédit, le système d'assurances sont à organiser dans le cadre d'une planification socialiste."

Cette position avait déjà été exprimée par l'impressionnant manifeste des socialistes démocratiques du camp de concentration de Buchenwald, le 13 avril 1945, et leur voix est encore aujourd'hui convaincante :

"Convaincus que la cause décisive de cette guerre, la pire jamais connue, réside dans la nature rapace de l'économie capitaliste de l'impérialisme de la finance (...), nous exigeons qu'il soit mis fin définitivement aux crises sociales par une économie socialiste."

Et encore plus loin, ils exigent "une socialisation des banques et des compagnies d'assurances sous la direction d'instituts bancaires publics", ainsi que "des mines, de la production d'énergie, de l'industrie lourde et du transport".

(...) Est-ce qu'il n'y a pas d'alternative — comme l'affirme en accord avec tous les défenseurs du système la nouvelle direction du SPD — aux gigantesques programmes de sauvetage des banques, et en plus à faire payer à la société les coûts de ce sauvetage des profits et des actions ?

Il y a une alternative : un programme de mesures de protection de la population travailleuse et de la jeunesse, ainsi que de la démocratie, face à la crise (...).

Le mandat de la population travailleuse pour un gouvernement qui réaliserait un tel programme de protection de ses intérêts vitaux s'adresse au parti traditionnel de la majorité des travailleurs, au SPD. Les travailleurs ont besoin du SPD, qui doit revenir à et s'engager sur ses positions de 1945-1946.

Ainsi s'ouvre la perspective d'une mobilisation des travailleurs et de la jeunesse pour un tel gouvernement du SPD s'appuyant sur le DGB (...).

La construction et le renforcement de la section allemande de la IV^e Internationale constitue la nécessaire contribution au renforcement du combat d'ensemble pour aider la classe ouvrière à ouvrir une issue positive à la crise de la société.

**ISA, section allemande
de la IV^e Internationale**

France : "L'heure de la IV^e Internationale a sonné"

Nous sommes, après les crises de 1914, 1929, etc., une nouvelle fois entrés dans une crise majeure de dislocation de tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production : une crise dont l'ampleur et la forme, inédites, dépassent tout ce que l'humanité a connu. Une crise qui remet au premier plan, de façon urgente, la solution positive à l'alternative "socialisme ou barbarie". Précisément ce que tous ont voulu définitivement effacer après la chute de l'URSS, provoquée par la bureaucratie stalinienne usurpatrice (...).

Militants de la IV^e Internationale, nous rejetons l'explication selon laquelle il s'agirait de la crise du "libéralisme" et de la "spéculation". C'est le système capitaliste lui-même qui est touché et qui, dans sa décomposition, risque d'entraîner toute l'humanité dans la barbarie.

Ce système en crise mortelle, cherchant encore à se survivre, doit détruire massivement l'industrie, l'agriculture, les femmes et les hommes qui produisent ; il s'engage dans une nouvelle phase de destruction massive des forces productives de l'humanité.

Dans cette situation, une profonde angoisse étreint les travailleurs du monde entier. En même temps, la révolte instinctive de la population contre ce cours destructeur sourd de tous les pores de la société (...).

Militants de la IV^e Internationale, tous les développements en cours et la crise attestent que nous sommes fondés à dire que la période ouverte par la révolution d'octobre 1917 n'est pas close. 70 ans après la proclamation de la IV^e Internationale, nous sommes fondés à ancrer notre élaboration politique et notre action pratique dans le fait que "la situation mondiale dans son ensemble se caractérise par la crise de l'humanité, qui est la crise de

la direction révolutionnaire du prolétariat", comme l'établit le programme adopté en septembre 1938 lors du congrès de fondation de la IV^e Internationale.

Là réside la ligne de démarcation, la ligne de classe, entre trotskysme et pablisme. Derrière le refus de "sortir de l'Union européenne" se trouve posée la matérialisation, à un moment donné, de l'abandon complet de la lutte des classes par le Secrétariat unifié et la LCR.

Eux-mêmes ont voté dans un congrès une résolution soulignant que "la période ouverte par 1917 est close". Au Brésil, puis en Italie, leurs dirigeants ont franchi la ligne rouge, prenant en charge l'Etat bourgeois, manifestant ainsi ouvertement leur ralliement au capitalisme (voir les trois derniers numéros de La Vérité).

Un ralliement qui les amène aujourd'hui à être un vecteur ouvert de la décomposition et de la lutte contre ce qu'ils appellent "le vieux mouvement ouvrier" (...).

Militants de la IV^e Internationale en France, nous combattons à égalité avec les militants d'origines politiques diverses qui se rassemblent pour constituer un parti ouvrier indépendant, pour avancer — nécessité vitale pour la classe ouvrière, du point de vue de la IV^e Internationale — dans la voie de la résolution de la "crise de la direction" (...).

La direction nationale de la section française de la IV^e Internationale s'adresse à tous les militants du CCI : en accomplissant les tâches politiques que nous avons librement décidées, construire le POI, intervenir dans la lutte des classes, nous démontrerons que "l'heure de la IV^e Internationale a sonné".

**Adresse de la direction nationale de la
section française de la IV^e Internationale,
(Courant communiste internationaliste
du POI)**

France : communiqué du POI

Le Parti ouvrier indépendant (POI) a été fondé les 14 et 15 juin 2008 par des militants ouvriers et des élus issus de tous les courants du mouvement ouvrier démocratique en France. Le Parti ouvrier indépendant (POI) n'est pas fondé sur le programme de la IV^e Internationale. Les militants de la IV^e Internationale, dans le respect des décisions et des instances souveraines de ce parti, participent à sa construction. Compte tenu de la place occupée par Sarkozy et le gouvernement français dans la crise en cours, il nous semble important, à titre d'information, de porter à la connaissance des lecteurs de *La Vérité* des extraits de la déclaration des quatre secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant (POI).

Pour le gouvernement, il serait impossible de répondre aux besoins de la population, qui subit de plein fouet les conséquences de la crise du régime capitaliste. Il n'y aurait qu'à poursuivre et accélérer les "réformes" dictées par l'Union européenne.

Et tout cela pour détourner 360 milliards de fonds publics au bénéfice des spéculateurs et des banquiers !

Alors que des dizaines de millions de travailleurs rencontrent des difficultés de plus en plus grandes à boucler leur budget et sont saisis d'angoisse pour leur emploi et l'avenir de leur famille...

Alors que se multiplient les annonces de suppressions d'emplois dans l'automobile, les chantiers navals, l'aéronautique, le bâtiment...

Alors que des millions de retraités s'inquiètent pour leur pension et leurs maigres économies...

Le gouvernement ose, sous les applaudissements des banquiers et des spéculateurs, faire voter au Parlement un plan de renflouement des banques, alimenté par le pillage du budget des hôpitaux, du logement, de l'instruction publique.

Ce plan s'inscrit dans celui de la Banque centrale européenne : 1 700 milliards pour les banques !

Ils osent présenter ce plan de pillage comme une mesure de sauvetage de "l'intérêt général". Quel "intérêt général" ?

Quoi de commun entre le postier victime des "réorganisations" de services et Nicolas Sarkozy, l'ami affiché des grands patrons et des banquiers, le vibrant défenseur des valeurs de l'économie capitaliste en plein effondrement ? Il défendrait un "intérêt général", ce gouvernement entièrement dévoué au monde de la finance, auquel mille et un liens

le relie ? Les travailleurs et le peuple de ce pays sont en état de légitime défense (...).

Comment le Parlement peut-il se prétendre représentation démocratique du peuple alors qu'il vote ce plan de spoliation de l'immense majorité de la population ?

Comment les députés du PS, un parti qui se prétend socialiste, peuvent-ils s'abstenir ?

Comment le PCF, dont les députés ont voté contre, peut-il prétendre défendre les intérêts populaires en soutenant "*l'urgente nécessité de sauver les institutions financières et les banques*" (*L'Humanité*, 14 octobre) ? Position partagée par la LCR de Besancenot, pour qui "*il n'y a pas lieu, sur le principe, de s'opposer au sauvetage des banques*" (*Rouge*, 9 octobre).

Le gouvernement, le Parlement de la V^e République, comme tous les gouvernements inféodés à l'Union européenne, n'ont qu'un mot d'ordre, orchestré depuis Bruxelles : union nationale !

Non à l'union nationale !

Retrait de l'Union européenne !

Les travailleurs et le peuple de ce pays sont en état de légitime défense. Unité pour le retrait de ce plan !

(...) C'est le sens de l'invitation à préparer ensemble la conférence nationale de délégués pour l'unité du 7 décembre 2008.

C'est le sens de l'appel du POI à sortir de l'Union européenne, soumis à la signature massive des travailleurs et des jeunes.

Rejoignez le Parti ouvrier indépendant !

Paris, le 19 octobre 2008

**Les quatre secrétaires nationaux
du POI :**

**Gérard Schivardi, Claude Jenet,
Jean Markun, Daniel Gluckstein**

En finir avec la partition de la Palestine : actualité du combat pour un seul Etat

Par François Lazar

Soixante ans après la “Nakba” (1), quinze ans après les accords d’Oslo, huit ans après l’élection de Bush à la présidence américaine, un constat s’impose : c’est la même politique de purification ethnique, entamée en 1947 par le vote de la partition de la Palestine par l’Assemblée générale de l’ONU et par la création de l’Etat hébreu, le 14 mai 1948, qui se poursuit. De la “feuille de route” à la conférence d’Annapolis, en décembre 2007 (qui annonçait à grand renfort médiatique la perspective d’un Etat palestinien fin 2008), le garrot n’a cessé de se resserrer autour des revendications nationales démocratiques du peuple palestinien, dont la première est celle du droit au retour. Ni les Etats-Unis, ni Israël ne cherchent de nouvelles solutions, mais l’anéantissement de toutes les bases qui font qu’une population existe. Droit au retour des réfugiés et de leurs familles, reconstruction des villages détruits : n’est-ce pas ce droit qu’il faut anéantir ?

Depuis les résultats électoraux du “mid-term”, en novembre 2006, marqués par l’élection d’une majorité démocrate au Sénat américain, qui exprimait un profond désaveu populaire de l’administration Bush, le gouvernement américain — reprenant pour le coup les propositions des démocrates — a commencé à modifier la

forme de sa stratégie. L’objectif prioritaire de Bush, McCain et Obama reste le contrôle du Moyen-Orient et de ses richesses. Mais aujourd’hui, face au désastre de l’intervention militaire en Irak, avec son cortège de morts et d’actes barbares, la politique américaine de pillage des ressources énergétiques du Moyen-Orient, à l’origine du processus de décomposition en cours, se trouve plongée dans une situation de crise dont elle ne peut sortir par ses propres moyens. Il s’agit d’impliquer jusqu’au cou les partenaires “arabes modérés” et européens dans la réalisation des mêmes objectifs. L’intervention militaire en Afghanistan, la tension avec le Pakistan, les menaces contre l’Iran, cette situation d’état de guerre en permanence impliquent pour se poursuivre une réorientation.

Cette politique passe par la destruction de tous les cadres nationaux existants et la mise au pas de la résistance des peuples, à l’image de celle scientifiquement organisée de la composante arabe de la Palestine. Cela exige d’Israël une subordination complète à Washington. L’impasse produite par ce chaos antidémocratique n’est-elle pas complète, totale ? Au terme de son mandat, et cherchant à préserver l’ave-

(1) La “catastrophe” en arabe.

nir, l'administration Bush, avec l'accord du Sénat américain, a mis tout son poids dans la perspective de la constitution d'un Etat palestinien à l'horizon 2008. Le seul progrès notable est celui de l'aggravation du vol des terres de Cisjordanie par les sionistes. L'impasse est totale, parce que, tous le savent, il n'y aura jamais, il ne peut y avoir d'Etat palestinien, parce qu'un tel Etat nécessiterait l'évacuation d'une grande partie des colonies de Cisjordanie, le dégagement d'une partie de Jérusalem, donc l'écrasement d'une partie de la "société" israélienne. Demandes incompatibles avec le sionisme, qui, par essence, et c'est le cas dans les faits depuis 1948, prône l'expulsion complète des Palestiniens de la terre de Palestine. Demandes qui renforcent, jour après jour, les menaces de guerre civile entre Juifs israéliens. A moins d'appeler Etat une zone économique spéciale constituée d'une addition d'enclaves-prisons, reliées par des tunnels et évitant l'étouffement grâce à l'aide internationale. Nous ne reviendrons pas sur le détail des plans et propositions de l'impérialisme sur la forme que pourrait prendre un pseudo-Etat palestinien. Cette proposition, qu'elle qu'en soit la forme, n'a qu'un objectif : donner un sursis à l'Etat d'Israël et en finir avec la question des réfugiés. La vocation d'un tel Etat Palestinien ne serait autre que d'instrumentaliser le mouvement national palestinien pour soutenir la politique américaine.

La politique de l'impérialisme provoque des contradictions insurmontables : l'Etat d'Israël est incapable de mettre en œuvre la moindre concession à moins de conduire à sa propre perte. Mais aujourd'hui, le "Nouveau Moyen-Orient" américain implique la mise au pas de tous les peuples, y compris des populations juives qui vivent dans l'Etat hébreu. De plus, la résistance des peuples, à commencer par la résistance du peuple palestinien, arc-bouté sur ses revendications, à commencer par celle du droit au retour, plonge l'Autorité palestinienne, devenue une institution américaine, dans la déroute.

Israël est en crise profonde. L'échec militaire israélien dans la guerre menée contre le Liban en août 2006 a remis en cause certaines certitudes de l'impérialisme quant à la capacité de l'Etat hébreu

d'être le principal facteur d'ordre dans la région. L'impérialisme ne veut plus dépendre d'Israël seul. Il reprend des contacts avec la Syrie, cherche à constituer une Union méditerranéenne, entreprend secrètement des discussions avec l'Iran (tout en maintenant ses menaces d'intervention militaire). Aujourd'hui, il n'a plus besoin de l'Etat d'Israël de la même façon. Quant à lui, Abbas, président de l'Autorité palestinienne, est devenu une pièce maîtresse de la politique américaine au Moyen-Orient, mais n'a pas les moyens de la mettre en œuvre. La crise se développe et touche d'ores et déjà Israël à l'intérieur de ses frontières.

En avril 1948, alors que les combats faisaient rage dans la Palestine mandataire sous occupation britannique et que les troupes paramilitaires sionistes s'approprièrent à prendre le pouvoir, le Deuxième Congrès mondial de la IV^e Internationale adoptait la résolution suivante :

“La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution “sioniste” à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu’il est profondément réactionnaire d’exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l’immigration d’opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l’immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu’après l’expulsion de l’impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale.”

Cette appréciation, synthétisant l'acquis de l'élaboration du mouvement ouvrier sur la question nationale, partait du fait irrévocable qu'un peuple qui opprime un autre ne saurait être un peuple libre. En 1946-1947, la IV^e Internationale, qui a toujours condamné les persécutions et la destruction physique des Juifs d'Europe perpétrées par le régime nazi, rejette l'instrumentalisation des populations juives d'Europe par le sionisme et appelle à la création d'un seul Etat, démocratique et laïque, dans lequel toutes les composantes auraient les mêmes droits. Et au-

jourd'hui ? Force est de constater que, soixante ans après la partition de la Palestine, acte quasi fondateur de l'ONU et qui en préfigure bien d'autres aussi dévastateurs, la situation n'a jamais été à ce point catastrophique. Comment un démocrate cohérent peut-il contester cela ?

Malgré la publication de dizaines d'ouvrages sur le sujet, le consensus autour de la création d'Israël maintient l'idée que cet Etat était une "victime innocente de l'hostilité implacable et de l'agressivité des Arabes" (2). Sur la base des faits, il convient à nouveau ici de contredire cette affirmation.

LA PARTITION DE LA PALESTINE À L'ORIGINE DU CHAOS ANTIDÉMOCRATIQUE DANS LEQUEL SE TROUVE PLONGÉ LE MOYEN-ORIENT

Les travaux d'Ilan Pappé, historien israélien, l'ont conduit à rompre avec le sionisme et approfondir la recherche de la vérité historique. Dans son dernier ouvrage (3), Pappé indique que

"si la partition du pays — très largement palestinien — en deux parties égales s'est révélée aussi désastreuse, c'est parce qu'elle a été décidée contre la volonté de la population indigène majoritaire. En claironnant leur intention de créer des entités politiques juive et arabe égales en Palestine, les Nations unies violaient les droits fondamentaux des Palestiniens et ignoraient totalement la solidarité inquiète de l'ensemble du monde arabe avec la Palestine, au plus fort de la lutte anticolonialiste au Moyen-Orient (...), la partition signifiait l'affrontement final. Le chaos qui suivit provoqua la première guerre israélo-arabe. Le nettoyage ethnique des Palestiniens avait commencé."

Pappé démontre, documents à l'appui que ce "nettoyage" était une entreprise très précisément préméditée, qui n'attendait qu'un feu vert officiel pour démarrer. Le sale travail sera réalisé en quelques mois. Rappelant les chiffres du désastre : de 750 000 à 800 000 Palestiniens expulsés, plus de 500 villages détruits, Ilan

Pappé note que "la moitié de la population indigène qui vivait en Palestine a été chassée, la moitié de ses villes et villages ont été détruits, et seuls un tout petit nombre d'expulsés ont réussi à revenir", subissant la loi martiale israélienne jusqu'en 1966.

Pendant l'année 1948, la Palestine a connu une transformation profonde et radicale. Au début de l'année 1948, les Arabes représentaient plus des deux tiers de la population et possédaient plus de 90 % des terres privées de Palestine. Dès la fin de l'été, ils étaient devenus une minorité meurtrie.

Le sociologue israélien Baruch Kimmerling a écrit (4) :

"J'ai trouvé, sur de seules sources israéliennes, qu'environ 350 villages arabes avaient été "abandonnés" et que leurs 325 000 hectares de terres agricoles avaient été confisqués et étaient devenus, après plusieurs étapes, la propriété de l'Etat Israélien ou du Fonds national juif. J'ai également trouvé que Moshé Dayan, étant ministre de l'Agriculture, avait révélé qu'environ 700 000 Arabes, qui avaient "quitté" les territoires, avaient possédé 400 000 hectares de terres. »

Jusqu'en 1947, les sionistes n'avaient pu acheter que 7 % des terres situées dans la Palestine sous contrôle britannique. Le projet sioniste s'est donc très vite heurté au problème de la possession de la terre. Et c'est grâce à un plan militaire, en brutalisant, massacrant, faisant fuir une population essentiellement civile que l'Etat d'Israël pourra proclamer sa création sur 56 % de la Palestine mandataire.

En 1969, le général Moshé Dayan, principal chef de la guerre dite des Six Jours, déclarait — selon le journal israélien Haaretz (4 avril 1969) — lors d'une conférence à Haïfa :

"Nous sommes venus dans ce pays, qui était peuplé par les Arabes, et nous établissons un Etat hébreu, juif, ici. Dans ces zones importantes du pays, nous avons acheté des terres aux Arabes. Des villages juifs ont été construits là où étaient des villages arabes dont je ne sais

(2) D'après Avi Shlaïm, historien israélien.

(3) *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, éditions Fayard, 2008.

(4) 26 janvier 2004.

même pas le nom. Je ne vous blâme pas, car ces livres de géographie n'existent plus, mais les villages arabes ne sont pas là non plus. Nahal (le village de Dayan lui-même) a surgi là où était Mahalu, Gevat là où était Jibta, le kibboutz Sarid a pris la place d'Haneifs, et Kefar Yehoshu celle de Tel Shamman. Il n'est pas un lieu dans ce pays qui n'ait pas eu avant une population arabe."

Cette dépossession est appelée "catastrophe" nationale par les Palestiniens, "Nakba" en arabe. Dans son ouvrage déjà cité, Ilan Pappé indique qu'aujourd'hui l'évocation publique de la Nakba demeure un tabou dans l'Etat d'Israël. Les barrières idéologiques et psychologiques érigées par les dirigeants sionistes sont hissées comme des remparts quasi infranchissables. La question centrale est que la Nakba palestinienne ne s'est pas arrêtée en 1948. Il s'agit d'un processus continu lié à la nature antidémocratique et usurpatrice du sionisme.

L'historien israélien Zeev Sternhell, connu pour ses travaux sur la montée du fascisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, milite activement depuis plusieurs années contre la politique des colons de Cisjordanie, qui, brutalement, avec l'aide de l'armée, sans jamais être inquiétés par les pouvoirs publics, volent, pillent, confisquent terres et récoltes. Le journal *Haaretz* (5) a récemment publié un article de Sternhell dans lequel l'auteur défend la constitution d'un "Etat Palestinien" et

« critique la présente expansion impériale israélienne comme "une immorale et violente forme d'occupation coloniale : le régime autoritaire dans les territoires, la création de deux systèmes légaux, le positionnement de l'armée et de la police au service des implantations, le vol des terres palestiniennes. Tout cela symbolise non pas l'accomplissement du sionisme, mais plutôt son enterrement (...)". »

Sternhell, qui vient de subir un attentat contre sa personne en septembre dernier, qui aurait pu être meurtrier, représente bien ce courant de la gauche israélienne qui considère que la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza réglerait définitivement le conflit ouvert par le sionisme. Ce que dit Sternhell sur la situation en Cisjordanie est vrai et rappelle les exactions de 1947-1948 à l'intérieur de ce

qui deviendra l'Etat d'Israël. Le cauchemar pour les populations palestiniennes y est permanent. Ce territoire, d'une superficie de 5 860 km², truffé de 600 check-points et autres barrages, voit au quotidien se poursuivre la Nakba commencée il y a soixante ans. Ici, une expulsion massive n'est plus possible dans les mêmes termes qu'en 1948, alors on encercle, on emmure des populations entières. A Gaza, c'est le territoire entier qui est devenu une vaste prison à ciel ouvert.

Pour Sternhell, ces agissements sont contraires à l'image qu'il se fait du sionisme. N'en sont-ils pas l'aboutissement ? Ce qui se passe aujourd'hui en Cisjordanie et à Gaza ne renvoie-t-il pas à ce qui s'est passé en 1948 ? Quant à Ehoud Olmert, Premier ministre démissionnaire, il déclarait devant une commission de l'Assemblée nationale israélienne, la Knesset, le 21 septembre dernier, évoquant la constitution d'un Etat palestinien :

"Si nous ne parvenons pas à un accord rapide, le prix à payer pourrait être intolérable. Le prix à échanger pour des territoires égaux est moindre que ce que nous aurons à payer dans le futur."

Pour Olmert comme pour Sternhell, le futur de l'Etat d'Israël comme Etat prétendument juif serait mis en suspens par les agissements des colons.

Quant à Tzipi Livni, qui devrait devenir futur Premier ministre de l'Etat d'Israël, elle a déclaré lors des célébrations du 60^e anniversaire de l'Etat sioniste :

"Tant que les Palestiniens n'auront pas banni le mot Nakba de leur vocabulaire, il n'y aura pas de cession de territoire."

Voilà posés les véritables termes de la négociation : les Palestiniens doivent renoncer à leur histoire, à leurs droits, et une fois encore s'incliner. Pendant ces mêmes célébrations, c'est un George Bush sans retenue, emprunt d'une fervente religieuse, qui s'exprimait devant la Knesset. Parlant de "peuple élu", le président des Etats-Unis d'Amérique, grand organisateur de guerres et de coups d'Etat devant l'Eternel, oubliant l'horizon de la fin 2008 fixé à Annapolis, a indiqué que, "dans 60 ans, Israël fêtera ses 120 ans en étant

(5) 8 août 2008.

encore plus fort et les Palestiniens auront une patrie (...). Comment accorder un instant de plus la moindre validité à la prétendue solution des deux Etats ?

Reconnaître la Nakba, c'est reconnaître l'usurpation du sionisme, c'est, comme l'écrit Ilan Pappé (6), remettre *"en cause les mythes fondateurs de l'Etat d'Israël (et poser) quantité de questions éthiques qui ont des implications incontournables pour l'avenir de l'Etat"*.

LA PARTITION DE LA PALESTINE COMME PILIER DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT

Le sionisme n'a pu se réaliser et mettre en œuvre ses objectifs qu'à partir du moment où il devint partie intégrante de la politique de l'impérialisme. C'est la déclaration Balfour, constituant en 1917 un "foyer national juif" en Palestine pour le compte des intérêts britanniques, qui marque réellement l'ouverture des hostilités. Avant la constitution de l'Etat d'Israël comme après, le sionisme demeure intégralement une composante de l'impérialisme, sans que l'impérialisme ne se réduise au sionisme. Le sionisme a été utilisé à un moment donné, et à un autre il pourra ne plus correspondre aux besoins. Les deux notions sont reliées, mais distinctes : l'impérialisme correspond à un besoin du capital de trouver de nouvelles sources de profits par tous les moyens (aujourd'hui, cela passe par la destruction des nations). Cependant, aujourd'hui, il y a un toujours un obstacle, qui dure depuis 60 ans : c'est la révolution palestinienne qu'il n'arrive pas à surmonter et qui est source d'inspiration révolutionnaire dans tous les pays arabes (c'est aussi un exemple profond de revendication nationale). L'impérialisme doit tenir compte de ces éléments. Dans une interview (7) donnée en 2005, la journaliste israélienne Amira Hass notait :

"Si (notre supériorité militaire) est la seule garantie de notre maintien, de notre subsistance ici dans la région, cette garantie pourrait changer dans quelques années. Peut-être ne serons-nous plus capables de rendre les mêmes services aux Etat-Unis. Peut-être y aura-t-il un

changement en Egypte ou en Jordanie, d'autres régimes émergeront ici, qui affaibliront la position d'Israël dans la région."

La guerre menée par Israël contre le peuple libanais durant l'été 2006, qualifiée par la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, comme *"les douleurs de l'accouchement du nouveau Moyen-Orient"*, se conclura par un recul israélien sans précédent, bouleversant les plans de l'impérialisme dans la région. Aujourd'hui, l'Etat hébreu mise sur une intervention contre les installations nucléaires iraniennes pour montrer son utilité. Il fait pression, mais le camp impérialiste est divisé sur l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Iran. Le souvenir des fausses armes de "destruction massive", prétexte à l'intervention militaire contre l'Irak en 2003, donne une valeur très matérielle à l'éventualité d'une telle agression.

Le 19 janvier 2007, Henri Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain, rappelait toute l'importance que l'impérialisme accorde au Moyen-Orient :

"Les forces américaines sont indispensables. Elles sont en Irak non pas comme une faveur pour son gouvernement ni comme une récompense pour sa conduite. Elles sont là comme une expression de l'intérêt national américain pour prévenir la combinaison entre l'impérialisme iranien et l'idéologie fondamentaliste qui cherche à dominer une région d'où dépend l'approvisionnement énergétique des démocraties industrielles."

Iran, faut-il le rappeler, qui est également un des premiers producteurs de pétrole dans le monde.

Mais la situation n'est pas maîtrisée. Dans un discours prononcé le 12 janvier 2007, Condoleezza Rice indiquait l'hostilité totale de son gouvernement à engager des discussions avec la Syrie et l'Iran tant que ces Etats *"ne feraient pas de concessions explicites"*. Pourtant, trois mois après, l'administration Bush faisait connaître son accord à la participation de la Syrie et de l'Iran à la conférence régionale organisée par le gouvernement irakien *"pour mettre fin au chaos"*... dont elle est à l'origine. Contraint de répondre

(6) *Op. cit.*

(7) http://www.democracynow.org/2005/4/12/israeli_journalist_amira_hass_reflects_on

à l'aspiration ultra-majoritaire du peuple américain d'en finir avec la guerre, le changement de tactique de l'impérialisme correspondrait davantage à une réorientation pour atteindre les mêmes buts. C'est le groupe de contact du rapport Baker-Hamilton qui, en définissant les éléments pour poursuivre la politique américaine autrement, a indiqué que "l'Amérique ne peut pas indéfiniment supporter seule le fardeau militaire et l'objectif politique". L'impérialisme américain cherche par tous les moyens à se désengager du borborygme irakien en cherchant à faire prendre en charge le rétablissement de l'ordre par les pays arabes, et de gré ou de force par l'Iran.

Cependant, comme l'exprime le journal jordanien *Al Arab Al Yom* (29 septembre 2008), il est difficile de ranger les pays arabes dits "modérés" derrière des frappes contre l'Iran lorsque Israël n'obtempère pas d'un millimètre en Cisjordanie. Pour le journal jordanien,

"la colonisation israélienne est plus dangereuse que le dossier nucléaire iranien (...). Les Etats-Unis et la diplomatie internationale appliquent une pression sur l'Iran pour geler son programme nucléaire, cependant, ils évitent de prendre la moindre mesure sérieuse pour forcer Israël à geler ses programmes de colonisation dans les territoires palestiniens et dans Jérusalem occupée."

Les dirigeants israéliens, Ehoud Olmert en tête, multiplient les déclarations sur la nécessité d'accélérer le "processus de paix". Ce terme, réutilisé fréquemment depuis les accords d'Oslo en 1993, est devenu synonyme de l'aggravation des conditions d'existence des Palestiniens. Le journal français *Le Monde* (8) note que,

"depuis le coup d'envoi du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens au sommet d'Annapolis, le 27 novembre 2007, 494 Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité, et parmi eux 76 enfants (...). Au cours de ces huit mois, les permis de construire accordés aux colons ont été multipliés par trois et les appels d'offres l'ont été par seize par rapport aux sept mois précédant Annapolis (...). Aucune colonie sauvage n'a été démantelée et le nombre de check-points a augmenté de 8 %."

Cinq mois avant Annapolis, alors que les combats entre certaines factions

armées du Hamas et du Fatah dans la bande de Gaza faisaient rage, le "rapport de fin de mission" (9) d'Alvaro de Soto, ancien plus haut représentant de l'ONU dans l'Etat d'Israël, notait que

"les Etats-Unis ont clairement poussé à une confrontation entre le Fatah et le Hamas — tant et si bien qu'une semaine avant la réunion de la Mecque (février 2007), le représentant américain déclara deux fois dans une réunion diplomatique à Washington combien "j'aime la violence", se référant à la guerre civile qui percevait déjà à Gaza, dans laquelle les civils étaient régulièrement tués et blessés, parce que "cela signifie que d'autres Palestiniens résistent au Hamas" ».

Plus loin, de Soto indiquait que les conséquences de la politique du Quartette (regroupement constitué par les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU) ont été de

"retirer toute pression à Israël. Avec une concentration sur les manques du Hamas, l'entreprise d'implantations israéliennes et la construction de la barrière de sécurité ont continué sans diminuer."

Alvaro de Soto notait que les Etats-Unis avaient alors fait pression sur Abbas pour qu'il refuse l'invitation du Hamas de former un "gouvernement d'unité nationale". Allant jusqu'à expliquer que les conseillers de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, ont activement aidé et encouragé la suppression de l'aide et du siège des Palestiniens sous occupation par l'Union européenne, les Etats-Unis et Israël, mesures qui ont aggravé la déchéance de centaines de milliers de Palestiniens. Pour de Soto, les conseillers d'Abbas ont cherché à "provoquer la disparition prématurée du gouvernement (de l'Autorité palestinienne) dirigé par le Hamas".

Les hésitations de l'impérialisme sur la tactique à employer et face aux incertitudes des résultats de sa politique permettent en son sein certaines critiques. Parmi la multitude de rapports publiés par des agences et organismes officiels de l'ONU, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, qui, tous, s'accordent sur la situa-

(8) 8 octobre 2008.

(9) Rédigé en mai 2007 et publié par le journal anglais *The Guardian* le 13 juin 2007.

tion épouvantable d'asphyxie et d'écrasement des populations palestiniennes dans les territoires de 1967, celui de l'Office des Nations unies pour les affaires humanitaires (OCHA), en mai 2007, se trouve contraint de mettre en doute la possibilité d'une solution à deux Etats défendue par le gouvernement des Etats-Unis et l'Union européenne. De son côté, le rapport annuel du Bureau international du travail (BIT), qui doit être présenté pendant la session annuelle de l'OIT à Genève,

“dresse un état des lieux déplorable de la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés, qui a continué nettement de se détériorer depuis l'an dernier”.

Pour le BIT,

“le nombre de ménages vivant sous le seuil de pauvreté s'est accru de 26 % entre mars 2006 et mars 2007”,

soit 7 ménages pauvres sur 10.

Selon les calculs de l'OCHA, il ne resterait que 60 % d'une Cisjordanie de surcroît morcelée en neuf poches, soit environ 12 % de la superficie totale de la Palestine historique.

Pour le directeur de l'OCHA en Cisjordanie,

“si la situation actuelle perdure, toute tentative de créer un Etat palestinien aboutira à la naissance d'un Etat croupion voué à l'échec”.

Comment prétendre que la situation actuelle ne perdure pas, en s'aggravant, depuis des années ? En quoi une entité territoriale nommée par dérision “Etat palestinien” ne serait-elle autre chose qu'un Etat croupion sans aucune des prérogatives de tout autre Etat ? La presse et les gouvernements du monde entier parlent d'efforts de paix pendant que, sur place, les populations palestiniennes subissent la brutalité quotidienne de l'occupation militaire.

Pour Henri Siegman, ancien président du Congrès Juif Américain (10),

« le processus de paix au Moyen-Orient pourrait bien être la tromperie la plus spectaculaire de toute l'histoire diplomatique moderne. Depuis l'échec du sommet de Camp David en 2000, et en fait bien avant lui, l'intérêt d'Israël dans le processus de paix (...) a été une fiction qui a essentiellement servi à fournir une

couverture pour sa confiscation systématique de la terre palestinienne et pour une occupation dont le but, selon l'ancien chef de l'armée israélienne Moshé Yaalon, est de “marquer au fer rouge très profondément dans la conscience des Palestiniens qu'ils sont un peuple de vaincus” (...). »

Après avoir indiqué que les territoires palestiniens sont voués à devenir des bantoustans enclavés, Siegman note que

“la situation à Gaza nous montre à quoi ces bantoustans ressembleront si leurs résidents ne se comportent pas comme Israël veut”.

Récemment, c'est un éditorialiste de *Haaretz* (5 octobre 2008), Akiva Eldar, qui corroborait cette analyse en expliquant que

“l'Autorité palestinienne, qui était destinée à être un arrangement temporaire jusqu'à l'établissement d'un Etat indépendant, est devenue une feuille de vigne couvrant la nudité d'une version de luxe de l'occupation. Le contribuable européen, plutôt que l'israélien, paie les salaires des enseignants et des médecins de Cisjordanie. Et la police de Mahmoud Abbas est devenue le sous-traitant des forces israéliennes de sécurité.”

Tout cela confirmerait que le “processus de paix” actuel serait bien la continuation de la conférence d'Annapolis. Rappelons ce qu'en disaient alors des observateurs arabes : le journal égyptien *Al Ahram Weekly* (18 octobre) notait que

« Annapolis n'a jamais été en lien avec un engagement américain à conclure “le problème palestinien”. C'est une tentative naïve de vendre l'administration actuelle des Etats-Unis comme une conciliatrice à un moment où son unique objectif est de déclencher une nouvelle guerre. »

Pour le *Daily Star*, de Beyrouth (24 octobre),

“il y a une déconnection entre ce que dit l'Amérique et ce qu'elle fait. Avoir un langage fleuri à propos d'un soutien à la démocratie au Liban et en Palestine quand le gouvernement israélien commet des crimes de guerre contre leurs populations civiles n'est pas seulement la preuve d'un culot considérable : c'est aussi insulter les peuples en question et profaner la mémoire de toutes ces fem-

(10) *London review of Book*, 16 août 2007.

mes, de tous ces enfants qui ont été massacrés par la machine de guerre d'Israël, équipée par les Etats-Unis."

Ce serait cependant une erreur de sous-estimer le conflit d'intérêts qui existe entre l'impérialisme et le sionisme, bien que les deux entités soient de même nature.

L'impérialisme ne peut compter que sur Mahmoud Abbas pour écraser la révolution palestinienne et ranger les Etats arabes dits "modérés" de son côté. Cependant, donner plus à Abbas revient à réduire les aspirations sionistes. Nous arrivons à ce moment où, pour donner un "Etat" aux Palestiniens (quelle qu'en soit la forme), cela revient à réduire le sionisme, qui oscille entre accepter les conditions américaines ou les refuser radicalement. L'impérialisme, plombé par sa crise financière sans précédent, englué dans des conflits sans fin, déclenche des processus, mais sans avoir la maîtrise totale de ce qu'il fait. Il y a encore dix ans, l'élément déterminant était de contenir la situation au Moyen-Orient en agitant les prétendues perspectives d'Oslo. Aujourd'hui, l'élément déterminant est de contenir la situation mondiale à travers la politique du chaos destructeur et de la guerre en permanence.

IL N'Y A QU'UNE SOLUTION DÉMOCRATIQUE : ACTUALITÉ DU COMBAT POUR UN SEUL ÉTAT

Dans son rapport cité plus haut, Alvaro de Soto notait que *"les meilleurs jours de la solution à deux Etats sont derrière elle"*. Considérant qu'un Etat palestinien requiert à la fois un territoire et un gouvernement, et que les bases pour cela sont systématiquement sapées, un nombre croissant de Palestiniens, d'"Arabes israéliens" (c'est-à-dire de Palestiniens de l'intérieur) et même de Juifs

« croient que la seule façon à long terme de mettre fin au conflit serait d'abandonner la division de la terre, et, à la place, simplement insister pour le respect des droits civils, politiques et nationaux des deux peuples, Juifs et Arabes, qui peuplent le pays, en un seul Etat. La dénommée "solution à un seul Etat" gagne du terrain. »

Tout en soulignant que la stratégie israélienne ne vise à rien d'autre qu'à réduire la population palestinienne et à confisquer le maximum de terres supplémentaires, de Soto prévoyait :

"Que l'Autorité palestinienne passe dans le manque de cohérence ou la non-existence et que les implantations continuent à s'étendre, la solution à un seul Etat sortira de l'ombre et commencera à entrer le courant dominant."

L'ancien haut fonctionnaire de l'ONU ne remet-il pas ici en cause soixante ans de politique onusienne ? L'occupation de la Palestine n'a-t-elle pas été entérinée par le vote de la partition en décembre 1947 ?

Néanmoins, il convient d'insister sur un point : la question d'un seul Etat se pose-t-elle uniquement en raison de la faillite de l'Autorité palestinienne et de la confiscation croissante des terres de Cisjordanie ? L'Etat d'Israël a été constitué sur la base d'une politique de "purification ethnique", qui a vu l'expulsion violente de 800 000 Palestiniens entre mai 1948 et 1949, et à nouveau de 300 000 en Cisjordanie en 1967, principalement autour de Jérusalem. Peut-il y avoir de solution démocratique sans la mise en œuvre pleine et entière du droit au retour de tous les réfugiés palestiniens dans leurs villes et villages d'origine, avec la reconstruction des villages détruits et la réunification de toutes les familles ?

Le refus du peuple palestinien de se soumettre, lié aux aspirations démocratiques d'une fraction des populations juives de l'Etat hébreu, aboutit à une situation où la revendication d'un seul Etat, d'une seule Palestine laïque et démocratique demeure la seule réponse.

Au moment où était publié le rapport d'Alvaro de Soto, Danny Rubinstein, chroniqueur au journal israélien *Haaretz* (16 juillet 2007), précisait :

"En dépit du fait que les efforts d'Abou Mazen sont appréciés par les milieux internationaux et supportés par les Arabes, ses chances de réussir sont minces. La raison est bien connue : Abou Mazen et le Fatah n'ont rien à vendre au public palestinien. La vision d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale s'est graduellement dissipée durant les années du processus d'Oslo. Ce qui l'a en définitive détruit sont la violence et la terreur

continue (force est de supposer que Rubinstein parlait ici de la violence de l'occupation israélienne), le nombre de colons, qui a doublé (passant d'environ 100 000 en 1990 à 200 000 en 2000 – chiffre excluant la région de Jérusalem), et les nouvelles banlieues juives de Jérusalem et de ses environs.”

Quelle solution à cette situation profondément décomposée, issue de la partition brutale de la Palestine il y a près de soixante ans ? En concluant son article, Rubinstein notait que cette impasse conduira à

« une demande de plus en plus forte de la part des Arabes palestiniens, qui représentent plus de la moitié des habitants de ce pays, lesquels diront : “Dans ces conditions, nous ne pouvons créer notre propre Etat ; nous devons donc obtenir des droits civiques dans ce pays qui est notre patrie.” Ils s'aligneront sur les revendications des Arabes israéliens, qui demandent l'égalité citoyenne et qu'Israël soit un Etat pour tous ses citoyens, sans discrimination entre Juifs et non-Juifs. »

Cette analyse est reprise, contrainte et forcée, par certains, tels que Sariéh Nusseibeh, président de l'université Al Qods, l'un des principaux avocats de l'Autorité palestinienne et de l'orientation des deux Etats. *Le Monde* (11) rapporte que dans un entretien accordé à *Haaretz* et publié en août, Nusseibeh

« a provoqué la polémique en se prononçant en faveur de la création d'un Etat binational (...), estimant que “l'idéologie que le Fatah a adoptée il y a quinze ans consistant en la création de deux Etats est en train de s'évanouir et, avec elle, le Fatah. Les faits sur le terrain rendent la situation irréversible” ».

Dans la revue *Newsweek* (20 septembre 2008), le même Nusseibeh indiquait

« qu'il y a une autre raison pour laquelle la solution des deux Etats perd son soutien : l'attitude de Washington. Dans un récent voyage à Ramallah, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, se faisant rappeler que les Palestiniens avaient déjà fait preuve de bonne volonté en concédant 78 % de ce qu'ils considéraient comme leur territoire de plein droit à Israël, répondit : “Oubliez les 78%. Ce qui va être négocié maintenant, ce sont les 22 % restants.” Le message est clair : les Palestiniens doivent être prêts à abandonner plus de terre. »

A sa façon, Ehoud Olmert, cité par le *Times* de Londres (30 septembre), envisage la perspective de l'Etat unique, mais en la considérant comme catastrophique :

“J'ai toujours considéré que tout ce qui se trouve entre le Jourdain et la Méditerranée était à nous... Mais, finalement, après un grand conflit interne, j'ai réalisé que nous devons partager cette terre avec le peuple qui habite ici – cela si nous ne voulons pas d'Etat binational.”

Arrêtons-nous, avant de conclure, sur les formulations du chercheur palestinien Ahmad Samih Khalidi, qui analysait (12) qu'en définitive,

“en 1988, Arafat a lui-même soutenu l'idée d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 comme un compromis historique. Israël, derrière ces frontières, posséderait 77 % de la Palestine mandataire et les Palestiniens devraient se résigner aux 23 % restants. Aujourd'hui, l'Etat palestinien est essentiellement une construction punitive définie par les pires ennemis historiques des Palestiniens : Israël et ses alliés implacables, les Etats-Unis. L'intention qui figure derrière l'Etat, aujourd'hui, est de contraindre les aspirations palestiniennes dans un territoire donné, de les obliger à renoncer à leurs droits moraux, de revenir sur leur histoire et de se soumettre aux diktats d'Israël sur les questions fondamentales de souveraineté. Son noyau est l'Autorité palestinienne croupion, qui est maintenant fondamentalement soutenue par la présence de l'armée israélienne en Cisjordanie. L'Autorité palestinienne est de plus en plus transformée en un accoutrement de l'occupation israélienne ; son rôle est de servir les intérêts sécuritaires israéliens, désignés par Israël lui-même et les équipes de l'armée américaine qui ont supervisé la constitution des forces de sécurité palestiniennes.”

Khalidi interroge : comment Olmert, Bush et consorts peuvent-ils penser que les Palestiniens renonceront à leur propre histoire ? Et de conclure :

“La tentation est à dire non merci. Dans de telles circonstances, les Palestiniens peuvent simplement opter pour autre chose. Ils pourraient évoquer le pire cauchemar d'Olmert et appeler à une résolution plus juste et équitable, construite sur une base différente, celle-

(11) *Op. cit.*, 8 octobre 2008.

(12) www.counterpunch.org, 15-16 décembre 2007.

ci faite de respect mutuel, d'égalité et de réciprocité, et un sentiment de véritable partenariat dans le partage des terres. Ou bien les Palestiniens pourraient tout simplement continuer à dire non à un Etat qui ne fait rien pour répondre à leurs besoins fondamentaux. De toute façon, il est difficile de voir comment Israël peut gagner cette lutte à long terme."

Appeler une entité territoriale "Etat" reviendra à rendre obsolète la présence et l'existence de réfugiés dans les pays arabes... et d'Arabes à l'intérieur de l'Etat hébreu. Mais cette politique va-t-elle dans le sens des intérêts des populations juives qui vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël ? Dans le pays qui est récemment devenu le quatrième exportateur mondial d'armes devant la Grande-Bretagne, des fortunes considérables se sont constituées dans l'industrie de la sécurité, de la surveillance électronique, des armements sophistiqués. Pour le journal Yediot Aharonot,

"malgré cette croissance, la majorité des salariés israéliens (plus de 60 %) ont gagné moins de 1 007 euros par mois l'an passé. Une étude montre que 19 % des travailleurs vivaient en 2006 sous le seuil de pauvreté."

Servir de chair à canon pour protéger des installations militaires, voilà l'avenir réservé à la jeunesse à l'intérieur de l'Etat d'Israël.

Le terme de binationalisme a été évoqué. Il part de l'origine "ethnique" et reli-

gieuse de chacun pour définir des perspectives politiques communes. Mais la question palestinienne n'est-elle pas en elle-même une question nationale qui intègre l'égalité des droits des Juifs et des Arabes ?

En novembre 1947, l'éditorial de la revue *Quatrième Internationale* déclarait :

"La position de la IV^e Internationale vis-à-vis de la question palestinienne demeure aussi claire que dans le passé. Elle sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une Assemblée constituante (...). Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à la condition de prendre position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un Etat juif."

Un seul Etat, une seule république laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine, dans lequel toutes les composantes, arabes et juives, auraient les mêmes droits, et mettant en œuvre le retour effectif des réfugiés. Aujourd'hui, comme il y a 60 ans, il n'y a pas d'autre solution démocratique.

**François Lazar,
le 20 octobre 2008**

L'Amérique latine dans la tourmente de la crise

Offensive destructrice de l'impérialisme américain Montée révolutionnaire des masses

Par Markus Sokol

S'il est vrai que les travailleurs vivent à l'échelle mondiale une situation difficile, historiquement défensive, il est également vrai que sur le continent américain, en particulier en Amérique latine — composée d'une situation internationale complexe qui inclut la résistance du mouvement des masses opprimées et exploitées aux Etats-Unis mêmes (Noirs, Latinos, antiguerre, syndicalistes) —, il est apparu ces dernières années "au sud du Rio Grande" une combinaison particulière de révolution et de contre-révolution.

Depuis fin 2002, avec la défaite infligée par les masses au lock-out putschiste contre Chavez au Venezuela et l'élection au Brésil de Lula, dirigeant du Parti des travailleurs, apparaît une nouvelle situation qui, avec des avancées et des reculs, a constitué un point d'appui pour la lutte de classe sur le continent et au-delà. En fait, des processus révolutionnaires de masse à caractère ouvertement anti-impérialiste se poursuivent et s'amplifient, poussant les gouvernements à prendre des mesures de reprise de contrôle de la propriété des ressources naturelles (pétrole et gaz, produits

miniers, etc.) et d'entreprises publiques privatisées, au Venezuela, en Bolivie et en Equateur — voire dans d'autres pays !

L'impérialisme cherche à répondre à cette situation. Y compris militairement, par la remise en service, sous le prétexte aujourd'hui de "garantir le libre commerce", de la 4^e flotte américaine, démobilisée à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit pas de la mise en place improvisée d'une base militaire de plus, mais bien d'une décision de longue portée, qui vise en premier lieu les gouvernements tels que celui de Chavez, considéré à Washington comme la "bête noire", et, au-delà, la souveraineté de tous les peuples du continent.

L'impérialisme n'a pas pour autant renoncé au processus d'intégration politico-diplomatique des gouvernements, en s'appuyant pour ce faire sur les appareils des partis (et des syndicats) propres à ces pays ou liés à l'Internationale "socialiste" ou aux vieux Partis communistes. Un processus qui s'appuie sur l'appareil du Secrétariat unifié (SU) pabliste : du ministre Rossetto dans le gouvernement Lula, au

Brésil, dont la politique a constitué le plus sûr barrage contre la réforme agraire, à la direction de la CSA (branche américaine de la CSI) confiée à l'un des dirigeants du SU en Amérique latine, en passant par les forums sociaux répétés..., la présence du SU participe, d'un côté, au "soutien" de la politique des gouvernements, et, de l'autre à la dispersion des organisations là où il peut y avoir résistance des masses (circonstances dans lesquelles le pablisme se lie alors à toutes les variétés de centristes réactionnaires, "marquistes" du Mexique, "morenistes" dans d'autres pays, altermondialistes, indigénistes, etc.).

Chaque gouvernement répond à sa manière à la brutale pression impérialiste : d'un côté, Evo Morales et Chavez, qui ont expulsé l'ambassadeur des Etats-Unis le mois dernier ; de l'autre, Lula, qui, depuis quatre ans, commande la Minustah, la honteuse "mission" de l'ONU contre la souveraineté d'Haïti. Cette situation n'est pas secondaire, bien au contraire, tant du point de vue politico-diplomatique que militaire. C'est tout compte fait un partenariat mal camouflé qui lie le gouvernement de George Bush et toute une série de gouvernements "progressistes" de la région : l'Uruguay de Tabaré Vazquez (Front large), le Paraguay de M^{re} Lugo, le Chili de Bachelet (PS), plus l'Argentine, le Guatemala et le Pérou.

Mais, dans une région historiquement considérée comme "la chasse gardée" des Etats-Unis, théoriquement soumise à l'exigence du plus complet alignement sur la politique de sa classe dominante représentée dans les deux mandats de George Bush, cela ne peut être qu'une situation extrêmement instable.

En effet, dans plusieurs des pays du continent, les masses vivent au rythme des soubresauts, marqués par de brusques revirements qui menacent à chaque instant d'effacer ce qui a été conquis ou de remettre sur le chantier ce qui a été évité lors du précaire "équilibre" antérieur. Car il ne peut y avoir de stabilité quand il s'agit du combat pour l'émancipation nationale des peuples — que seule la classe ouvrière peut mener à bien — contre l'oppression exercée par la principale puissance impérialiste, les Etats-Unis, dont les besoins sont ce qu'ils sont.

NOUVEL IMPACT DE LA DÉCOMPOSITION CAPITALISTE

Dans ces conditions, les effets de la crise économique apparue voilà un peu plus d'un an aux Etats-Unis ne peuvent avoir dans la région que des conséquences fondamentales et dramatiques pour la lutte de classe.

En ce moment, les conséquences de la dernière vague du "tsunami" provoqué par la crise économique, crise du système de la propriété privée des moyens de production gouverné par la spéculation, déferlent sur les pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Le 12 octobre dernier, la Banque inter-américaine de développement (BID), intégrant les effets sur le continent de la crise provoquée par "*l'inflation des prix des aliments*", annonçait que, cette année, plus de 26 millions d'hommes sombreraient dans "*la pauvreté extrême*" (moins de 1 dollar US par jour pour vivre), s'ajoutant aux 71 millions déjà recensés. Cela malgré les "programmes sociaux" développés dans la région au cours de la dernière période et malgré le fait que beaucoup de ces pays sont exportateurs d'aliments.

Aujourd'hui, la situation apparaît bien plus grave. L'ensemble des nations de la région est concerné. Les deux économies les plus importantes — le Brésil et le Mexique — vacillent. Une attaque spéculative contre le peso mexicain, le 10 octobre, a été menée à la vitesse sidérale (compte tenu de la taille de l'économie en question) de 100 millions de dollars par minute, soit 6,4 milliards de dollars en un peu plus d'une heure, 9 milliards en trois jours ! Ce sont 10 % des réserves du pays qui se sont évaporées en un rien de temps. Les autorités illégitimes du gouvernement "usurpateur" de Felipe Calderon n'ont pas caché que c'était là la conséquence de l'action d'entreprises dont les trésoreries étaient tellement impliquées dans des "produits dérivés" cachés aux créanciers qu'elles se sont effondrées. A tel point qu'une grande entreprise au moins — le Réseau commercial mexicain — a fait faillite.

Pendant ce temps, au Brésil, les autorités du gouvernement Lula continuaient à nier officiellement l'existence d'un lien

entre la dévaluation du réal brésilien par rapport au dollar — 30 % en quelques semaines — et ces mêmes “produits dérivés” appartenant à quelques-uns des plus grands exportateurs du pays qui annonçaient des pertes se chiffrant par milliards de dollars. La banque centrale, aux alentours de ce même 10 octobre, déboursait au moins 3,5 milliards de ses 208 milliards de dollars de réserve pour tenter d'éviter des faillites, alors que la Bourse de Sao Paulo perdait plus de 20 % au cours de la semaine qui s'achevait le 10 octobre.

Le Mexique, plus intégré au marché nord-américain au travers du traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (NAFTA), a souffert immédiatement et directement des conséquences de la crise. Avec 90 % du système bancaire dénationalisés, il a enregistré dès août une chute de 12 % des envois de fonds d'une bonne partie de sa propre force de travail contrainte d'émigrer aux Etats-Unis, et il a vu, en août également, la fermeture de 900 entreprises. Cela dans un cadre de “crise généralisée” qui n'a fait qu'augmenter la pression impérialiste pour privatiser le pétrole nationalisé voilà 50 ans, exploitant la soumission de ce qui reste de bourgeoisie locale et de ses agents, grâce à la “réforme” de privatisation de PEMEX. Cette “réforme” est maintenant à l'étude dans les chambres (*voir ci-dessous*), dans une concertation complice entre les partis au pouvoir et l'opposition.

Mais personne sur le continent, ni le gouvernement ni la classe dominante, ne peut imaginer qu'il va échapper au choc. La diminution de la rente pétrolière et des revenus liés à certains produits agricoles tels le soja étranglerait plusieurs économies faibles et toucherait tout le monde. La chute même des envois de fonds des émigrés aux Etats-Unis (et en Europe) peut contribuer à déstabiliser quelques îles des Caraïbes, ainsi que le Pérou, l'Equateur et la Bolivie.

COMMENT SE DISPOSE L'IMPÉRIALISME

La réponse de l'impérialisme ne s'est pas fait attendre. En août déjà, le gouvernement “responsable” de Lula recevait

une dure mise en garde de Roger Noriega (jusque récemment homme fort de Bush pour le continent, secrétaire assistant d'Etat pour l'hémisphère occidental, ambassadeur à l'OEA) :

“Le ralentissement de l'économie globale menace d'éliminer les conditions extérieures positives que le Brésil croit garanties. Plus que jamais, il faut poursuivre les réformes. Des réglementations inefficaces et de lourdes charges pour financer les dépenses croissantes du gouvernement menacent d'annuler tous les progrès réalisés lors du premier mandat de Lula” (O Estado de São Paulo, 7 août).

Après l'effondrement des grandes banques américaines, le secrétaire au Commerce des Etats-Unis, Carlos Gutierrez, annonce :

“Les sociétés seront plus sélectives que jamais à l'heure de choisir les pays où elles vont investir. En ce qui concerne l'Amérique latine, il est important que les pays de cette région se rendent compte que la compétition pour les capitaux va s'intensifier. Les nations qui présenteront la plus grande transparence et les lois les plus claires pour les investisseurs seront avantagées” (AFP, 6 octobre 2008).

L'ordre est parfaitement clair !

FMI, G 20 ET BUSH : LA PLACE DES “ÉMERGENTS” DANS “L'UNION SACRÉE”

Il y a quelques semaines, Strauss-Kahn, l'ex-ministre “socialiste” français et actuel directeur général du FMI, a fait un projet d'avenir, si l'on peut dire, en formulant le besoin des banques en crise :

“Nous pouvons (sic) avoir des autorités nationales, mais il nous faut un garant global.”

Autrement dit : il peut y avoir des gouvernements, mais, en réalité, “l'institution” qui compte est autre, c'est le FMI. C'est une manière d'utiliser la fausse idée de la “réglementation du casino financier” pour avancer vers l'écrasement brutal des Etats nationaux, de façon à garantir les traites exigées par la banque internationale.

Un élément du nouveau scénario est apparu lors du week-end du 10 au 12 octobre. Réunis à l'occasion de l'assemblée annuelle du FMI à Washington, alors que se tenait la traditionnelle réunion conjointe avec la Banque mondiale (avec, cette fois-ci, les ministres du G 20, le G 7 des plus riches élargi aux "émergents"), tous se sont donné la main pour recevoir le visiteur "inattendu", George W. Bush.

De fait, le chœur a été dirigé par le président du groupe, le ministre de Lula, Mantega, qui a soutenu la nécessité "*d'une réponse rapide, large et coordonnée à la crise*", ce qui, en réalité, avait déjà été décidé la veille par le G 7, c'est-à-dire par Bush.

Et c'est à Strauss-Kahn qu'a incombé la tâche d'expliquer l'existence d'une telle réunion :

"Si l'on regarde en avant, la combinaison de la restriction du crédit, la hausse des taux d'intérêt internes et un ralentissement de l'économie mondiale peuvent restreindre l'offre de crédit et mener un grand nombre de pays émergents à ne pas honorer les traites",

a-t-il expliqué.

Donc,

« dans les pays en voie de développement, la priorité en ce moment pour les gouvernements, c'est d'équilibrer "la croissance et les risques d'inflation", tout en réalisant des ajustements pour faire face à la hausse du prix des aliments et des combustibles » (La Jornada, 13 octobre 2008).

Que cela soit le programme du FMI et des banques, c'est normal, c'est dans l'ordre naturel des choses. Mais que des gouvernants tels que Lula, du PT, élu par les travailleurs contre ceux qui "*ne savent que privatiser, privatiser*" (comme dit Lula), s'alignent sur cette nouvelle offensive contre les peuples, c'est insupportable. Chose que les masses n'accepteront pas et qui ne manquera pas de provoquer d'importants regroupements au sein de leurs organisations, à tous les niveaux.

DE L'AUDACE SUR L'HYPOTHÈSE DU PROGRAMME DE TRANSITION

Naturellement, la situation dans chaque pays a ses particularités, ses propriétés.

Mais l'intérêt des masses de se voir libérées de l'oppression impérialiste, en réalité croissante, cela ne change pas ; au contraire, cela tend à s'accroître avec le désordre capitaliste.

Ce qui ne veut pas dire que cela débouche automatiquement sur une solution positive. La crise pousse les masses à l'action — depuis "l'inflation des prix des produits alimentaires", au début de l'année, jusqu'à la faillite des banques aujourd'hui. Mais c'est là qu'elles se heurtent aux appareils contre-révolutionnaires.

C'est là que résonne le chant trompeur des sirènes de la collaboration dans la "réglementation". Toutes les pressions s'accroissent, elles dressent de fausses "alternatives" pour "corriger" les "excès néolibéraux", pavant la voie aux tentatives d'intégration des organisations syndicales et populaires dans une nouvelle vague "néo-régulationniste". Ce que mettent en avant tant les anciens libéraux reconvertis en "keynésiens" que les vieux "altermondialistes", "régulationnistes" de longue date pour barrer la voie à la lutte pour en finir avec un système condamné, qui, par lui-même, ne peut plus tenir.

Parce que l'Amérique latine a connu une montée révolutionnaire avant que la crise économique mondiale n'éclate, la question de l'indépendance de classe pour ouvrir la seule issue possible à terme, la fin du régime de la propriété privée des moyens de production, se pose ici de manière plus aiguë, et en même temps plus riche en possibilités.

Et poser la nécessité de l'indépendance de classe, c'est affirmer l'urgence de l'organisation politique indépendante des travailleurs dans chaque pays, combat que nous menons sur la base du programme de la révolution, pour nous le *Programme de transition*.

Cette situation dans laquelle tout se précipite, où les masses n'ont pas d'autre alternative pratique immédiate que d'utiliser les organisations qu'elles ont construites, où elles regardent avec angoisse les leaders qu'elles reconnaissent comme les leurs, cette situation exige une réponse audacieuse de notre part, conforme au programme :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les travailleurs et les

paysans et qui parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et s'engagent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Sur cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste.

Parallèlement, nous menons une incessante agitation autour des revendications transitoires qui doivent, de notre point de vue, constituer le programme du "gouvernement ouvrier et paysan". »

C'est là que se pose tout le problème de l'indépendance politique de la IV^e Internationale, de ses moyens propres d'organisation et d'expression (le journal), pour une aide efficace apportée aux masses.

UN CONCENTRÉ DE LA SITUATION : LA BOLIVIE

Les masses boliviennes, paysans, ouvriers et masses populaires, ont tout d'abord préservé la nation lors du référendum d'août. Ensuite, en septembre, elles ont bloqué l'offensive orchestrée par les Etats-Unis au moyen des séparatistes, portant le processus révolutionnaire, la lutte pour l'Agenda d'octobre, à un niveau supérieur. Bloquée, mais non vaincue, la contre-révolution se manifeste par la pression sur Evo Morales pour qu'il fasse des concessions aux "séparatistes" tout comme aux forces armées.

Mais, et c'est crucial, c'est par leur action que les masses ont créé la situation qui a amené Evo Morales à expulser l'ambassadeur des Etats-Unis, chose inédite en Amérique latine. Ce sur quoi elles se sont appuyées pour avancer contre la réaction, lorsque, face à la paralysie complice des forces armées, elles ont commencé à "prendre leur destin en main" en marchant sur Santa Cruz. Seule une vision gauchiste, réactionnaire, a pu amener dans un premier temps la direction de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) à refuser le front unique avec Evo Morales et le MAS pour vaincre la réaction. Problème non résolu du fait de l'absence d'une organisation politique de classe, ce qui laisse un espace pour un mélange de sectarisme et d'opportunisme dans lequel certains continuent de naviguer.

Dans le développement des faits qui se sont produits dans l'Altiplano, nous voyons s'aiguïser le choc entre la révolution et la contre-révolution. Ce choc se concentre aujourd'hui dans la situation "nationale" de la Bolivie, mais comme expression d'un mouvement à l'échelle du continent marqué par la recherche par les peuples de leur souveraineté, grâce à la récupération contre l'impérialisme du contrôle des ressources naturelles telles que le gaz et le pétrole. Tant et si bien que tous les gouvernements d'Amérique du Sud ont été contraints de prendre position. Y compris Lula, obligé de flirter dans les meetings électoraux aux municipales avec la question du contrôle par l'Etat des grandes réserves de pétrole récemment découvertes ("Pré-sal", réserves pétrolières situées dans les eaux territoriales atlantiques du Brésil).

S'est ainsi créée une situation extrême dans laquelle la IV^e Internationale et ses sections, qui défendent inconditionnellement la souveraineté des peuples et des gouvernements du Venezuela et de la Bolivie, combattent pour le front anti-impérialiste de toutes les organisations du continent.

En ce moment, on voit à nouveau, à une échelle aussi large que variée (chaque pays est un pays différent), se vérifier l'hypothèse générale du *Programme de transition* :

"Il est impossible de nier catégoriquement et par avance la possibilité théorique que, sous l'influence d'une combinaison de circonstances exceptionnelles (guerre, défaite, krach, offensive révolutionnaire des masses, etc.), les partis petit-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie."

Il n'est pas d'autre façon de décrire la politique d'Evo Morales, lequel s'est joint à la marche de 30 000 paysans, indigènes et mineurs le 13 octobre pour imposer le référendum qui doit avaliser la Constitution (avec une telle manifestation de force de la base de la société que, cette fois, la COB est amenée à en prendre la tête). C'est le même Evo qui, quelques semaines auparavant, faisait disperser au nom d'un "dialogue" avec les séparatistes la manifestation populaire se dirigeant vers le bastion séparatiste de Santa Cruz.

Toute la situation politique en Amérique latine pose la question de la rupture complète avec l'impérialisme ("gouvernement ouvrier et paysan"). Question qui, sur une ligne de front unique, se traduit aujourd'hui en Bolivie par "Unité Evo-COB pour vaincre la réaction", ouvrant la voie à une représentation politique propre des travailleurs comme aide à l'auto-organisation des masses ("cabildos", assemblées populaires, etc.).

C'est à raison que, sous le titre "Leçons de la situation. Il manque un parti ouvrier, basé sur les positions historiques de la Centrale ouvrière bolivienne (COB)", l'édition de *La Chispa*, organe de la section sympathisante de la IV^e Internationale en Bolivie, ouvre la discussion sur l'organisation politique indépendante des travailleurs :

« Les oscillations de la direction de la COB dans la dernière période, en relation, fondamentalement, avec la nécessité de forger un front unique anti-impérialiste avec l'ensemble des mouvements populaires liés au MAS, front qui ne contrevient en rien à l'indépendance de classe que doit continuer d'observer la centrale ouvrière, d'un côté, et, d'un autre, les contradictions qui traversent le MAS, que ses propres militants reconnaissent comme un mouvement hétérogène, sans programme clair orienté vers le socialisme, sont deux faces de la même médaille : l'absence d'une représentation politique indépendante de la classe ouvrière, d'un parti ouvrier indépendant des patrons et des propriétaires terriens, qui reprenne, sur un programme, les meilleurs traditions du mouvement ouvrier bolivien.

Le dernier congrès de la COB et les différentes assemblées générales ont adopté des résolutions sur la nécessité d'un "instrument politique des travailleurs", mais cette proposition n'est restée qu'intention, si ce n'est sous la forme de manœuvres électorales à courte vue, en général vouées à l'échec.

Un véritable instrument politique des travailleurs ne peut être qu'un parti de travailleurs, un parti ouvrier, qui, en même temps qu'il reprend les positions historiques de la COB, ne se confond pas avec elle, qui a sa propre réalité, car les directions de la COB peuvent être très différentes entre elles d'une période à l'autre, ce qui correspond à la nature des organisations syndicales, tandis qu'un

parti se construit sur la base de l'adhésion à un programme politique.

La Chispa ne prétend pas, bien entendu, être ce parti, qui doit naître du regroupement de militants et de cadres organisateurs de la lutte ouvrière et paysanne dans notre pays. Mais nous voulons que ce débat avance au sein de la classe ouvrière, et avec lui nous voulons collaborer à partir de l'expérience de la lutte internationale des travailleurs contre le capitalisme et pour le socialisme ! »

LA QUESTION DU PARTI : L'EXPÉRIENCE DU PÉROU

Le problème ainsi posé en Bolivie, qui ne peut être résolu en dehors d'un dialogue avec l'avant-garde ouvrière, crucial également dans chacun des pays du continent, c'est l'organisation indépendante des travailleurs en parti.

Car si pour nous, rappelons-le, le parti révolutionnaire se construira dans chaque pays et à l'échelle internationale sur la base du programme de la IV^e Internationale, vérifié par sept décennies de lutte de classes, rien ne dit que cette construction commencera dans la forme actuelle des sections de la IV^e Internationale. C'est pourquoi nous cherchons constamment à construire des formes d'organisation transitoires, en commun avec des militants et des cadres d'autres origines, dans le combat pour un véritable parti ouvrier large et représentatif, dont la IV^e Internationale est partie constitutive.

En ce sens, un pas a été fait au Pérou. Le 13 septembre dernier, 57 délégués, en bonne partie des dirigeants expérimentés de fédérations et de syndicats de la CGTP et de la campagne, ont décidé de constituer le Mouvement national pour le parti des travailleurs de la ville et de la campagne.

Résultat d'années de préparation, où la section péruvienne de la IV^e Internationale a joué et continue de jouer son rôle, ce mouvement naît à un moment critique du gouvernement haï d'Alan Garcia, qui ne survit — de plus en plus difficilement — que grâce à la complicité des dirigeants officiels du mouvement ouvrier. Un appui qui se lézarde, comme le montre le fait que la direction de la CGTP a été récem-

ment obligée, sous la pression de sa propre base, de se retirer de "l'Accord national pour la gouvernance".

Intégrant l'expérience de la lutte pour le pouvoir du prolétariat péruvien dans les années 1970, autour du drapeau de l'Assemblée populaire, le manifeste adopté ouvre une issue pour la nation menacée par la "régionalisation".

La proposition est de construire 50 comités de la nouvelle organisation avec 500 adhérents :

"Un parti de la classe travailleuse de la ville et de la campagne. Un parti dans lequel les acteurs seront les travailleurs eux-mêmes (...). Un parti de défense de l'indépendance de classe de la CGTP et des organisations syndicales. Un parti qui combatte pour le front unique anti-impérialiste et aide à l'organisation de l'Assemblée populaire nationale qui chasse le gouvernement de Garcia. Une Assemblée populaire avec pleins pouvoirs qui appelle à une Assemblée constituante souveraine, abroge les 103 décrets législatifs et annule les TLC.

L'heure de progresser dans la construction de notre propre parti est venue (...). Et pour cela, nous décidons de nous constituer en Mouvement national pour le parti de la classe ouvrière de la ville et de la campagne, ouvert à tous les dirigeants et militants ouvriers, paysans et populaires issus des différents courants politiques qui existent au sein de la classe ouvrière, ouvert à toute la classe ouvrière ; tout comme nous aspirons à proclamer ce parti dans un congrès constitutif que nous proposons à la classe ouvrière et au peuple péruvien de réaliser les 24 et 25 janvier 2009."

UNE SITUATION D'URGENCE AU MEXIQUE

Si chaque pays a une réalité propre, la résistance autour de sa souveraineté en est le trait commun. En particulier au Mexique, où, enracinée dans l'histoire nationale, le peuple a obtenu à un moment donné la nationalisation de la principale richesse, le pétrole, maintenant menacée.

Dans une situation marquée par la recrudescence du banditisme des "narcos" manipulés et les répercussions de la crise économique, Lopez Obrador (candidat

frustré de sa victoire par la fraude à l'élection présidentielle en 2006) dirige depuis deux ans, non sans contradictions, la mobilisation populaire contre la privatisation de PEMEX.

Face à cette mobilisation, qui a vu se rassembler à plusieurs reprises à Mexico et dans tout le pays des millions de travailleurs, de paysans et de jeunes, le président usurpateur, Calderon, a été obligé de différer le vote de sa réforme privatisatrice. Mais il semble aujourd'hui décidé à passer en force, comptant en cela sur le vote d'une majorité des députés et sénateurs du Parti de la révolution démocratique (PRD), le parti d'Obrador.

C'est dans ce contexte que le Parti démocratique des travailleurs indépendant (PDTI), auquel participe la section mexicaine de la IV^e Internationale, a lancé un appel (26 septembre) :

« Il faut l'unité du peuple travailleur pour stopper ces plans destructeurs ! Il est temps de lutter pour l'unité de ceux qui défendent le système national d'éducation et ceux qui défendent le pétrole comme propriété nationalisée. Il est temps de dire dans l'unité "la patrie n'est pas à vendre, le pétrole doit être défendu, l'école doit être défendue".

Pour ce faire, le PDTI, qui combat avec ténacité pour l'unité autour des revendications, reprend et invite à soutenir (...) la convocation dans l'unité d'une convention nationale d'un million de délégués au Zocalo de la ville de Mexico, pour affirmer la souveraineté et les décisions du peuple contre le gouvernement et les chambres législatives illégitimes, pour stopper la destruction de PEMEX. »

Auparavant, le 6 septembre, le PDTI a organisé une rencontre nationale de dirigeants et de syndicalistes autour de la première édition du bulletin *Dialogue*, diffusé à plus de 1 000 exemplaires, posant la question : "De quel type d'organisation politique a besoin le peuple travailleur ?" Question posée de façon toujours plus aiguë, vu le cours suivi par le PRD.

LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION VÉNÉZUÉLIENNE

Dans quelle situation se trouvent aujourd'hui les masses au Venezuela, suite à une

décennie de mobilisations ininterrompues ? Il est difficile de prévoir le résultat des prochaines élections qui auront lieu à la fin de l'année, mais il y a de toute évidence une conjugaison d'efforts afin d'imposer un recul à Chavez.

Après le résultat du référendum de décembre 2007 — lorsque nous disions que la révolution vénézuélienne était en danger —, dans la situation instable qui s'en est suivie, c'est à nouveau l'action de la classe ouvrière, à l'exemple de ce qui s'était passé à d'autres moments du processus révolutionnaire (comme la réaction au lock-out patronal de la PDVSA en 2002-2003), qui a inversé la tendance et poussé le gouvernement Chavez à de nouvelles mesures de nationalisation. Ce fut le cas de la nationalisation provoquée par le mouvement engagé en avril par le secteur le plus exploité de la grande usine sidérurgique Sidor, les 8 000 intérimaires (sur 14 000 employés).

La grève de Sidor a suscité la solidarité d'autres syndicats, ce qui a reposé la question de la nécessité de reconstruire l'UNT dans un III^e Congrès, et qui a fini par forcer les principaux "courants" du syndicalisme de classe à chercher pour cela un accord. Ce n'est pas garanti. Mais se trouve ainsi réintroduite la question de la centrale syndicale, passage obligé pour la constitution de la classe comme classe.

Nombreux sont les problèmes qui devront être résolus. Une clarification est nécessaire en ce qui concerne la participation des travailleurs à la direction des entreprises, assez répandues dans le pays, sans rapport avec le fait qu'il s'agisse d'entreprises d'Etat ou renationalisées. Il y a là un mélange complet de situations aux contenus divers, qui vont de l'autogestion et la cogestion à ce qui est appelé le "contrôle ouvrier de la production", en passant par les coopératives. Il faudra analyser précisément ces diverses situations pour aider les travailleurs à s'écarter des fausses solutions et préserver l'indépendance syndicale actuellement mise en difficulté par la participation des syndicats à la gestion dans l'entreprise.

Au fond, c'est une question reliée à celle de la nécessaire construction du parti ouvrier, qui fait actuellement défaut. Le principal parti existant aujourd'hui est le PSUV, parti créé à l'initiative de Chavez,

auquel participe la majorité des militants syndicaux organisés. Il s'appuie sur une structure de "bataillons socialistes" qui réunissent jusqu'à 800 militants dans les quartiers, et cependant son organisation reste fragile. Dans la pratique, il s'appuie sur les "missions" et autres programmes gouvernementaux. Il n'est pas étonnant, de ce fait, qu'au sein même du PSUV, dans les secteurs liés à la classe ouvrière, comme par exemple le Collectif travailleurs en révolution (CTR), on entende dire souvent que le "PSUV n'est pas le parti que nous voulons".

C'est à ce débat qu'entend contribuer le bulletin *Problèmes de la révolution vénézuélienne*, n° 2, d'octobre 2008, édité avec le soutien des militants vénézuéliens de la IV^e Internationale :

"Au Venezuela, les processus les plus avancés de la révolution, les conquêtes qu'ont représentées les nationalisations, entrent en contradiction avec les problèmes que la classe ouvrière n'a pas encore résolus. La flexibilisation des relations de travail — exprimée par le travail en intérim — est l'un de ceux-ci, les mobilisations des travailleurs de Sidor étant le point le plus avancé du combat. Dans cette édition, nous poursuivons le débat entrepris dans le numéro précédent avec la publication d'une interview des dirigeants syndicaux qui ont participé au mouvement qui a mené à la nationalisation de la sidérurgie.

Cependant, la lutte des travailleurs de Sidor pose un autre problème au mouvement ouvrier : la nécessité de construire ses organisations indépendantes. Syndicalement, cela suppose la reconstruction de l'UNT (...). Il faut encore avancer dans le débat sur la représentation politique de la classe ouvrière, question à laquelle nous inviterons à réfléchir dans les prochains numéros."

"APPROFONDIR LA RUPTURE" EN ÉQUATEUR

Une brèche majeure peut être ouverte dans l'ordre impérialiste après la promulgation de la Constitution adoptée par référendum en Equateur si les mesures qu'elle prévoit — de la récupération du patrimoine à la remise en question de l'impayable dette extérieure — venaient à être exécutées.

La situation en Equateur est nourrie par l'évolution de la lutte des masses sur le continent et au-delà, en même temps qu'elle l'alimente. L'activité de la section équatorienne de la IV^e Internationale constitue la meilleure aide à ce mouvement. Nous n'avons pas d'intérêts distincts des masses. La préoccupation centrale des camarades équatoriens dans le bulletin dont ils ont repris la publication, et dans le manifeste de bilan du référendum (*extraits ci-dessous*), est la construction d'un parti ouvrier pour aider à mener la révolution à la victoire :

“Le 28 septembre 2008, le peuple équatorien a apporté son soutien majoritaire à l'adoption de la nouvelle Constitution politique, qui reprend des avancées très significatives et progressistes, comme la fin de la précarisation du travail (intérimaires et intermédiaires), la nationalisation de l'eau, la récupération des secteurs stratégiques pour l'Etat (pétrole, électricité, téléphonie et ressources minières).

(...) Dans ce contexte (...), nous qui avons toujours soutenu et continuerons de soutenir toute mesure, aussi minime soit-elle, qui va dans le sens de la politique de rupture avec l'impérialisme, nous affirmons que le chemin vers la réalisation des tâches historiques de la classe ouvrière passe par la mobilisation organisée des masses pour écraser définitivement l'offensive bourgeoise traduite dans les intérêts séparatistes (...).

A tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement social et paysan, s'opposent à la destruction des nations et veulent défendre les réformes et ne pas les liquider, nous leur disons : l'heure est venue de travailler ensemble dans le respect mutuel de nos positions politiques respectives. Nous sommes prêts à combattre ensemble pour la construction d'un instrument politique d'unité et d'action des travailleurs et du peuple pour la transformation sociale.”

AU BRÉSIL, UN TOURNANT DANS LA SITUATION SE PRÉPARE

Lorsque la dernière vague de la crise économique a déferlé, Lula développait, au cours des réunions du premier tour des élections municipales, le 5 octobre dernier, une rhétorique de prise de distance

vis-à-vis de Bush et du “casino”. Mais, déjà, son ministre se préparait à diriger symboliquement la “coordination” du G 20 pour sauver les banques. Symbolique à laquelle correspond l'autorité conférée à la Banque centrale du Brésil pour faciliter le crédit aux banques, alors que l'on ne connaît même pas les pertes en “produits dérivés” des grandes entreprises.

Les pressions patronales pour que Lula aille jusqu'au bout — puisant dans les réserves et même dans les ressources de l'assurance chômage, du fonds à la construction de logements sociaux et d'assistance (FAT et FGTS) pour “sauver le marché” — sont publiques, ce qui va provoquer un choc majeur avec les masses et des secousses profondes au sein des organisations (les représentants de la CUT qui participent de la gestion de ces fonds ont commencé par dire non).

La section brésilienne de la IV^e Internationale est à l'initiative d'un regroupement sur la ligne de la transition par la convocation à la rencontre nationale de dialogue pétiste (*voir encadré*), exigeant de Lula “des mesures de protection de la famille travailleuse et de la nation, non pas de la spéculation”. Ce à quoi correspond le combat pour préserver l'indépendance de la CUT à partir des revendications (défense et reconquête du pétrole, contre les privatisations, rejet de l'impôt syndical, etc.). Revendications qui inscrivent le combat pour la souveraineté dans le cadre de la marche de la CUT à Brasilia en décembre prochain.

Les 16,5 millions de voix pour le PT au premier tour — malgré la politique destructrice de la direction, qui a retiré le PT des élections dans de grands centres au profit de “l'alliance” de Lula avec les partis patronaux — sont là pour affirmer la nécessité d'une politique pétiste, c'est-à-dire qu'ils exigent du gouvernement Lula une politique souveraine rompant de fait avec les exigences de Washington et de la spéculation.

A partir de là, tout est dans la recherche de la constitution de points d'appui concrets pour aider les masses dans leur propre mouvement quand elles se regroupent et recrutent à la section.

**RUPTURE AVEC L'IMPÉRIALISME !
L'INDÉPENDANCE DE CLASSE
EST UNE ORIENTATION
POUR LA DÉFENSE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE
ET DE LA NATION**

Qu'est-ce qui caractérise toute la dernière période de la lutte de classes, si ce n'est l'émergence de la question nationale ? En fait, la décadence de l'impérialisme, accentuée après la chute de l'URSS, a conduit dans le monde entier à l'intensification de l'oppression nationale jusqu'à la désagrégation directe des nations, au compte de l'impérialisme.

L'Amérique latine, porteuse d'une tradition de défense de la souveraineté face à la puissance nord-américaine, n'est pas restée à l'écart. La résistance à la mise en place de l'ALCA (traité de libre commerce des Amériques), au début de la décennie, n'a pas empêché les bourgeoisies pleutres, flanquées des appareils contre-révolutionnaires, d'élaborer des projets et de chercher à les mettre en œuvre via le Mercosul, ou encore à multiplier les accords bilatéraux.

Et si Cuba a réussi à demeurer souverain de ce point de vue, il est clair aujourd'hui que les gigantesques pressions qui s'abattent sur l'île, à la veille du 50^e anniversaire de la révolution, génèrent des fissures dans l'édifice qu'administre encore la bureaucratie castriste divisée.

Mais, plus encore, la désagrégation nationale est aujourd'hui l'un des principaux instruments de l'impérialisme nord-américain, soit pour freiner la révolution en balkanisant les organisations populaires et syndicales dans un multiculturalisme "indigéniste" — soutenu par les altermondialistes —, soit pour avoir un accès privilégié aux richesses naturelles en "redésinant" les nations selon sa convenance par le biais du régionalisme en Bolivie, en Equateur, au Venezuela, et y compris au Pérou.

C'est pourquoi la révolution permanente se traduit plus que jamais par la défense de la souveraineté nationale sur le continent, comme voie pour la réalisation de la plus large unité des exploités et op-

primés pour parvenir au gouvernement ouvrier et paysan, à l'expropriation des expropriateurs et à la victoire de la révolution prolétarienne.

Concrètement, depuis la II^e Rencontre continentale "*contre les privatisations et les TLC, pour la défense de la souveraineté nationale*", en avril, à Mexico, une ligne commune peut être tracée : le combat de tous dans la perspective de l'union libre des nations souveraines et des peuples libres.

Défendre aujourd'hui la souveraineté de la Bolivie est pour nous un pas concret dans cette voie, car la Bolivie et son gouvernement sont devenus la cible des coups de la sécession pro-impérialiste. La défense de la souveraineté de la Bolivie révolutionnaire a une force telle parmi les masses de la région que même l'Unasul, Union des nations d'Amérique du Sud, réunion hétérogène de présidents du continent, a adopté une déclaration pro-Evo Morales se démarquant des Etats-Unis et de l'OEA, comme "ministère des Colonies" des Etats-Unis.

Question qui se pose également en ce qui concerne Haïti. La présence depuis quatre ans dans ce pays de la Minustah est clairement une occupation et en rien une opération "humanitaire". C'est une opération dirigée par l'impérialisme, intégrant de façon significative neuf gouvernements du continent, qui peut se répéter dans n'importe quel autre pays (comme l'ont demandé les séparatistes réactionnaires en Bolivie !). C'est pourquoi, "*Défendre Haïti, c'est nous défendre nous-mêmes*", comme le dit la III^e Conférence des Caraïbes convoquée par l'Association des travailleurs et des peuples des Caraïbes (ATPC), les 12 et 13 décembre, à Port-au-Prince.

Apporter son soutien à cette importante conférence doit être un axe de l'activité de la IV^e Internationale sur le continent, et en particulier, même avec des forces limitées, dans chacun des pays qui ont envoyé des troupes.

Voilà la place irremplaçable de la IV^e Internationale et de ses sections : réussir à garantir par sa presse, quelle qu'en soit la forme, et par l'action, l'expression indépendante de son programme politique, au Mexique, au Venezuela, en Equateur, au Pérou, en Bolivie et au Brésil.

Dans ce monde où nombreux sont ceux qui se vendent et s'agenouillent, il y a encore beaucoup à faire, mais être parvenus

au point où nous en sommes n'est pas négligeable !

Markus Sokol

La convocation à la réunion nationale "Dialogue pétiste" (extraits)

"Face à la crise, Lula doit prendre des mesures pour protéger la famille travailleuse et la souveraineté nationale :

1. De l'argent pour le peuple, pas pour la spéculation : pour investir dans le service public, en finir avec le superavit primaire et la loi de responsabilité fiscale, deux dispositions du FMI pour payer les dettes (...).

2. Le "Pré-sal" est à nous : il faut retirer le pétrole des mains de la spéculation, reprendre le contrôle national de la Petrobras comme le propose la CUT, avec le monopole à 100 % (...).

3. Réajustement du salaire minimum (...).

4. Réforme agraire (...).

5. Haïti : le gouvernement doit (...) retirer les troupes d'Haïti pour rétablir la souveraineté."

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

- Un an, 6 numéros : 28 euros. • Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Soutenez financièrement la IV^e Internationale

Je soutiens financièrement la IV^e Internationale, qui prépare son Septième Congrès mondial.

Versement exceptionnel de euros.

Versement mensuel de euros.

Prenez connaissance de ses publications

Je demande à disposer du n° 63 de la revue théorique de la IV^e Internationale, *La Vérité*, qui publiera la résolution générale du conseil général.

Je m'abonne à *La Lettre de La Vérité*, publication hebdomadaire du CCI.

Rejoignez ses rangs !

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tél. : E-mail :

Pour tout contact :

**Secrétariat international de la IV^e Internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**

Chen Duxiu et les origines de la section chinoise de la IV^e Internationale

Par Olivier Doriane

Chen Duxiu fait partie de notre histoire. Secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), de sa fondation, en 1921, à 1927, il rompt ensuite avec Staline. En 1929, il rejoint publiquement l'Opposition de gauche, puis la IV^e Internationale, dont il devient un dirigeant. Il apparaît que, en relation avec le développement de la situation en Chine — crise dans la bureaucratie (1), mais aussi recherche de réponses aux difficiles questions qui se trouvent posées au peuple —, des documents concernant sa vie militante circulent, y compris de manière semi-officielle, dans ce pays.

Les semi-vérités se mêlent aux omissions, volontaires ou non. De véritables éléments de recherche se heurtent aux faux historiques. Des militants chinois, cherchant à renouer avec le passé réel de la longue lutte révolutionnaire de leur peuple, nous ont demandé ce que représentait Chen Duxiu pour notre courant.

Cet article entend, au travers de premières réflexions, contribuer au débat qui se mène en Chine même.

“UNE GRANDE FIGURE DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE”

Chen Duxiu est né le 8 octobre 1879. Le déroulement de sa vie, le développement de sa pensée et de son action épousent le cours de la révolution chinoise elle-même. Né dans une riche famille de mandarins de la Chine centrale, il devient professeur d'université. Dès 1904, il participe dans sa province aux mouvements d'émancipation nationale. Arrêté pour son activité politique, il doit s'exiler au Japon, où il rencontre Sun Yat-sen, le fondateur du parti nationaliste,

le Kuomintang. Il rentre en Chine lors de la première révolution chinoise, celle de 1911, qui aboutit au renversement de la dynastie impériale des Mandchous et à la proclamation de la république. Au cours de cette dernière, il participe à la direction politique de l'armée révolutionnaire dans sa province natale. Le coup d'Etat — qui, en 1913, dissout le Parlement récemment installé — le contraint de nouveau à l'exil au Japon. Il y entreprend la publication d'un journal révolutionnaire.

(1) Lire dans *La Vérité*, n° 58, octobre 2007, la lettre de 17 anciens membres du comité central du PCC et, dans *La Vérité*, n° 62, la déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale.

De retour en Chine en 1915, il fonde avec un groupe d'intellectuels radicaux une revue intitulée *La Nouvelle Jeunesse*. Il fait donc partie de ces intellectuels « classiques » qui, au début du XX^e siècle, commencent à engager la bataille contre les vieilles traditions des rites, la vieille morale de la société impériale.

Il combat les enseignements du confucianisme (2), qui représente un élément important de conservatisme social. Dans la Chine qui émerge, il cherche à les remplacer par les « matériaux de la science et de la démocratie » :

« Nous devons abattre les vieux préjugés, la vieille façon de respecter les choses en place avant d'espérer accéder à un progrès social »,

écrit-il en 1915 dans la revue *La Nouvelle Jeunesse*.

Dans son livre *La Tragédie de la révolution chinoise* (page 86), Harold Isaacs explique (3) :

« Cet appel mémorable fut le manifeste qui ouvrit l'ère de la seconde révolution chinoise. A cette époque, Chen Duxiu était professeur à l'université de Pékin, où les idées nouvelles, les élans nouveaux bouillonnaient et faisaient germer un esprit nouveau. On s'arrachait la revue de Chen dans toutes les facultés et dans toutes les écoles du pays. Un étudiant écrivait : "Lorsque cette revue fut publiée, ce fut pour nous comme si un coup de tonnerre nous réveillait au milieu d'un rêve agité... Des demandes d'exemplaires supplémentaires furent envoyées en toute hâte à Pékin. Je ne sais combien de rééditions connut ce premier numéro, mais je suis sûr que plus de deux cent mille exemplaires furent vendus". »

Brillant intellectuel, Chen Duxiu sera, dans sa lutte contre les vieilles traditions, le père de la langue chinoise moderne. La langue écrite en vigueur, aux multiples caractères, aux constructions difficiles, très éloignées de la langue parlée, dont l'étude réclamait des années d'un travail ardu, lui paraissait le grand obstacle au développement culturel des masses.

Chen Duxiu s'attacha donc à une simplification de la langue et, après des années, parvint à répandre dans la Chine du Nord (il était en 1917 directeur de la faculté des lettres de l'université de Pékin) une langue écrite qui correspondait à la langue parlée. Ce fut la langue dite « baihua », qui est

actuellement la langue officielle de la Chine.

Il poursuit ensuite sa lutte pour l'éveil de la conscience nationale à travers sa participation à la création du Mouvement du 4 mai. Ce nom trouve son origine dans les manifestations de mai 1919 contre le gouvernement de Pékin, qui avait remis les intérêts chinois entre les mains du Japon. Son journal résuma les buts du mouvement dans une « profession de foi » provocante :

« La nouvelle société que nous envisageons se caractérise par l'honnêteté, le progrès, la confiance, la liberté, l'égalité, la créativité, la beauté, la bonté, la paix, l'amour, l'assistance mutuelle, la joie dans le travail et le dévouement au bien-être de l'humanité. Dans cette société, tous les phénomènes qui peuvent être décrits comme hypocrites, conservateurs, passifs, élitiques, privilégiés, conventionnels, laids, détestables, combattifs, tendus, inertes, maussades et oligarchiques seront progressivement réduits jusqu'à leur disparition totale. »

Sous l'influence de la révolution prolétarienne victorieuse (4), une aile du mouvement du 4 mai s'oriente vers le communisme et se tourne alors vers le mouvement ouvrier qui se développe rapidement sur le plan syndical. Chen Duxiu en est l'une des principales figures. Sun Yat-sen, pour sa part, espère bénéficier du soutien des puissances étrangères opposées aux intérêts japonais pour défendre l'indépendance de la Chine.

Chen Duxiu, poursuivant son évolution, sera l'un des fondateurs du PC chinois en 1921 et son premier secrétaire général jusqu'en 1927.

C'est donc peu dire que d'affirmer que Chen Duxiu fut l'une des figures mar-

(2) Confucianisme : philosophie datant du V^e siècle avant J.-C. Elle fut durant des siècles une religion d'Etat. Les enseignements de Confucius constituaient la discipline de base pour la formation de tous les représentants de l'Etat jusqu'à la chute de l'empire mandchou. Ce qui est en jeu, en ce début de XX^e siècle, ce sont, par exemple, les codes de conduite et de soumission.

(3) Harold Isaacs, qui a vécu le drame sur place, a rédigé le récit de la défaite de la révolution de 1925-1927. Son livre, publié pour la première fois en 1938, avec une préface de Léon Trotsky, est un des livres majeurs de référence sur le sujet.

(4) Outre l'espoir que la révolution russe avait suscité comme dans le monde entier pour tous les exploités, il faut noter le fait que le gouvernement soviétique avait abrogé tous les "traités inégaux" imposés à la Chine par le régime tsariste.

quantés de la révolution chinoise et de l'histoire de ce pays. Pourtant, son nom disparut presque complètement de tous les documents et de toutes les histoires officielles en Chine. Et lorsqu'on l'évoqua, ce fut pour le salir et le calomnier.

Comment est-ce possible ? Comment une telle falsification de l'histoire chinoise et mondiale fut-elle possible ? Pourquoi fallait-il tenter de faire disparaître de la mémoire humaine l'un des hommes qui domina le début du XX^e siècle par sa place dans le mouvement national naissant, puis dans l'envol du communisme en Chine ?

Il faut, pour le comprendre, revenir à l'histoire de la deuxième révolution chinoise.

•
• •

En fait, toutes les grandes questions de la révolution mondiale vont se trouver posées dans cette deuxième révolution chinoise de 1927. L'attitude à son égard sera en conséquence une ligne de démarcation entre l'Opposition de gauche, assurant la continuité du combat de Lénine, et la bureaucratie naissante en URSS.

Si bien que, en 1929, pour définir les points d'accord nécessaires pour rejoindre l'Opposition de gauche, l'attitude vis-à-vis de la révolution chinoise sera l'un des trois critères retenus par Léon Trotsky, les deux autres étant l'appréciation de la situation dans le parti russe et la question du comité syndical anglo-russe (5). Or Chen Duxiu, on va le voir, sera un acteur — et un enjeu — majeur dans la lutte entre le stalinisme et l'Opposition de gauche.

L'ÉVEIL DE LA NATION

La première révolution chinoise, en 1911, avait été le premier réveil de la nation chinoise cherchant à s'arracher au joug de la domination étrangère.

Depuis 1840, c'est-à-dire depuis la guerre de l'Opium, la Chine, battue, est sous la coupe de l'impérialisme étranger. La souveraineté chinoise a été régulièrement et systématiquement bafouée par ce qu'on a appelé les « traités inégaux ». Après 1840, en

1858, puis 1860, 1885 et 1898, les puissances impérialistes, par la force des armes, imposent régulièrement à la Chine de nouveaux traités, qui signifient à chaque fois pour cet immense pays des dettes considérables, un tribut de plus en plus lourd à payer aux puissances étrangères, des droits de douane qui disparaissent complètement.

La Chine devient en fait zone ouverte pour les capitalistes étrangers, avec la création de cinquante ports totalement aux mains des différentes puissances étrangères : la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, qui se partagent la Chine en zones d'influence. On peut dire que, en 1898, l'empire est complètement démantelé, que la Chine est démembrée et qu'elle est contrôlée par différents impérialismes.

A la fin de la Première Guerre mondiale, une conférence internationale organise de nouveau un partage de la Chine en zones d'influence. Cette domination a pour corollaire une exploitation intense du peuple chinois dans les concessions étrangères, où les lois chinoises ne s'appliquent pas, mais, plus généralement, dans tout le pays, où les seigneurs de la guerre, pour payer leur tribut aux impérialistes étrangers, sont amenés à exercer une dictature féroce et à se livrer à une exploitation forcée des ouvriers et des paysans, avec son lot d'humiliations ordinaires, symbolisées par cette affiche célèbre apposée pendant des dizaines d'années : « *Interdit aux chiens et aux Chinois* », dans l'ensemble des parcs publics et des rues de la « concession » de Shanghai.

La lutte contre cette domination s'est trouvée au cœur de la révolution de 1911. La dictature militaire qui l'interrompt ne parviendra pas à étouffer cette aspiration. Les mobilisations de 1919 mettent une seconde révolution à l'ordre du jour.

En mai 1919, l'annonce que, à Versailles (6), les alliés se distribuent les anciennes concessions coloniales allemandes en Chine suscite une profonde réaction nationale.

(5) Il s'agissait de savoir si, au nom d'accords avec les dirigeants réformistes des trade-unions de Grande-Bretagne, au travers de ce comité syndical anglo-russe, on devait couvrir leur capitulation et leur trahison de la grève générale des travailleurs britanniques.

(6) Ville française où fut signé le traité par lequel les impérialistes vainqueurs répartirent les zones d'influence et leurs colonies à la fin de la Première Guerre mondiale.

« *Les promesses du Premier ministre britannique, Wilson, sur l'autodétermination et la justice sociale pour tous les peuples avaient nourri l'espoir que, dans le règlement général qui aurait lieu après la guerre, la Chine serait relevée de sa vassalité à l'égard du Japon et des grandes puissances occidentales ; lorsque, à Versailles, le maquignonnage des politiques dissipa ces illusions, la jeunesse étudiante de Chine se souleva furieusement contre la trahison du gouvernement pro-japonais de Pékin. Le 4 mai 1919, de gigantesques manifestations d'étudiants eurent lieu dans la capitale. Les domiciles des ministres pro-japonais furent attaqués et détruits. Le mouvement, étendu au pays tout entier, résonna d'une façon nouvelle lorsque les ouvriers des usines se mirent en grève pour soutenir les exigences des étudiants* » (Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*).

La vague de grèves ouvrières se développe. S'appuyant sur ce mouvement, en juillet 1921, à Shanghai, le Parti communiste chinois (PCC) se constitue. Sa conférence de fondation regroupe douze délégués. Il s'agit en fait d'un groupe d'intellectuels animé par Chen Duxiu. La même année, le Kuomintang a pris le contrôle du gouvernement de Canton, dans le sud du pays, et s'engage dans le combat pour la reconstitution d'une Chine unifiée. Au fur et à mesure que ses armées remontent vers le nord et chassent les seigneurs de la guerre, les paysans saisissent les terres des grands propriétaires et les ouvriers déclenchent la grève.

L'ENTRÉE DU PCC DANS LE KUOMINTANG

L'action du Kuomintang met alors à l'ordre du jour les questions de l'unité et de la souveraineté de la nation chinoise. Dans le même temps, ouvriers et paysans — qui sont le fer de lance de la mobilisation anti-impérialiste — mettent en avant leurs propres revendications sociales. Les syndicats se renforcent, tandis que les grèves se multiplient, les associations paysannes se créent et le jeune Parti communiste chinois voit croître son influence et son nombre d'adhérents (en mai 1925, il atteindra les 20 000 adhérents).

Il n'y a pas encore, à ce stade, de question chinoise ni dans le parti russe ni dans

l'Internationale communiste. Mais l'intensification de la lutte des classes en Chine en réunit les éléments. Le front unique anti-impérialiste qu'il faut mener avec le Kuomintang tant que celui-ci combat l'impérialisme justifie-t-il la subordination politique du Parti communiste à la direction nationaliste bourgeoise (7) ? Ou au contraire, l'indépendance politique du Parti communiste chinois n'est-elle pas indispensable pour ouvrir une issue aux masses ouvrières et paysannes, seules à même d'assumer l'unité et la souveraineté de la Chine, et pour qui la lutte pour ces objectifs nationaux et démocratiques est inséparable de leurs revendications sociales ?

En fait, c'est précisément lorsque le développement de la lutte des classes en Chine met au premier plan la place de la classe ouvrière — et donc la nécessité de l'indépendance politique du Parti communiste — que la direction stalinienne de l'IC va imposer de plus en plus à celui-ci une politique de stricte subordination à la bourgeoisie nationale, en contradiction avec tous les enseignements théoriques du marxisme et ceux pratiques de la révolution de 1917 en Russie.

Dans un rapide résumé de ces années tumultueuses, on peut relever les étapes qui suivent.

En juin 1922, le II^e Congrès du PC chinois propose le front unique anti-impérialiste au Kuomintang.

En août de la même année, Mahring (8), représentant de l'Internationale com-

(7) Sun Yat-sen est mort en 1925. Sa doctrine, qui constituait l'idéologie officielle du Kuomintang, était définie par Lénine comme une sorte de "populisme chinois". Lénine appelait le parti de Sun Yat-sen un parti libéral, mais les révolutionnaires russes considéraient dans le même temps que "l'on peut et l'on doit rendre justice à la mémoire de Sun Yat-sen, révolutionnaire sincère, qui rendit des services inappréciables au mouvement d'émancipation nationale". Après sa mort, la personnalité dominante du Kuomintang est devenue Tchang Kaï-chek, officier de carrière, puis homme d'affaires, lié aux grands propriétaires terriens.

(8) Mahring (alias Sneevliet), révolutionnaire hollandais. Secrétaire de la commission coloniale du II^e Congrès de l'IC, il effectue une mission en Chine en son nom. Il rompt avec l'IC stalinisée en 1927 et fonde un parti indépendant en 1929. Il collabore avec l'Opposition de gauche internationale pour préparer la fondation de la IV^e Internationale, mais s'en sépare en 1936. Il est arrêté et fusillé par la police allemande en 1942.

muniste (IC), propose aux dirigeants du PC d'adhérer individuellement et de faire adhérer les militants à l'organisation nationaliste. A ce stade, la majorité du comité central du PC chinois refuse.

Le bureau politique du PC russe se prononce pour l'adhésion des communistes chinois au Kuomintang contre la seule voix de Trotsky. Mais ce dernier ne fait pas de cette question un cheval de bataille.

En juin 1923, le III^e Congrès du PC chinois applique cette orientation décidée à Moscou et organise l'adhésion individuelle des communistes au Kuomintang.

Toutefois, deux mois plus tard, le comité central du PC chinois déclare que le mouvement ouvrier ne doit pas se fondre dans le Kuomintang. Cette prise de position n'est pas discutée à l'échelle internationale. Trotsky lui-même n'a toujours pas engagé la bataille publiquement, car il se retrouve sur ce point isolé au sein de l'Opposition (9).

En octobre 1925, au comité central chinois, Chen Duxiu propose la sortie des communistes du Kuomintang pour préparer le parti à la lutte contre la contre-révolution qui menace. Borodine, alors représentant de l'IC, s'y oppose.

Staline, pour tenter de justifier la politique de subordination du PCC et du mouvement ouvrier au Kuomintang, invente la "théorie du bloc des quatre classes". Le Kuomintang est alors présenté comme le "représentant des quatre classes" (ouvriers, paysans, intellectuels et démocratie urbaine).

En mars 1926, le Kuomintang est admis comme « *parti sympathisant* » dans l'IC. Tchang Kaï-chek est déclaré « *membre d'honneur* » du comité exécutif de l'IC. Trotsky a voté contre cette décision au bureau politique du PC soviétique. Le 20 du même mois, le même Tchang Kaï-chek proclame la loi martiale, désarme les piquets de grève, fait arrêter de nombreux communistes. La grève ouvrière de Canton est sévèrement réprimée.

Le comité central du Parti communiste chinois propose la constitution d'une fraction dans le Kuomintang. La direction stalinienne de l'IC s'y oppose. Dans le monde entier, elle organise le silence sur la répression organisée au mois de mars 1926 contre la grève de Canton.

Dès lors, le combat politique entre l'Opposition et la direction stalinienne va se dérouler au grand jour. Elle devient un enjeu majeur de la bataille dans toute l'Internationale communiste.

Il a en son centre la question du rapport entre la lutte de libération nationale et la révolution prolétarienne et, partant, du rapport que le PCC doit entretenir avec les forces nationalistes bourgeoises.

La question apparaît ici avec toutes ses conséquences pratiques dans le cours même d'un processus révolutionnaire d'ampleur, mais elle n'est pas neuve. Elle fut l'objet de polémiques dans la social-démocratie russe autour de la question de la « révolution permanente », de 1903 à 1917. La révolution d'Octobre y a répondu par la pratique et a tranché bien des différends antérieurs.

Au II^e Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920, Lénine, présentant le rapport de la commission nationale et coloniale, avait expliqué :

« Je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément, a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés (...). Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays colo-

(9) Il reviendra plus tard sur ce point. C'est en 1930 (le 10 décembre) que, dans une lettre écrite à Max Schachtmann, Trotsky précise à propos de cette période : « Deux ou trois fois, on en vint tout près de la rupture. Notre centre était formé d'un nombre à peu près égal de membres des deux tendances alliées, car il était en définitive un bloc. Lors du vote, la position de l'opposition de 1923 fut trahie par Radek, par raison de principe, et par Piatakov, par manque de principes. Les nôtres étaient furieux et demandèrent que Radek et Piatakov soient révoqués du centre. Mais comme cela signifiait la discussion avec les zinovévistes, la décision générale fut que je devais me soumettre en public sur cette question et informer l'opposition en rédigeant mon point de vue. C'est ce qui explique que cette exigence fut présentée par nous si tard, quoique le bureau politique et le comité central aient toujours opposé ma position à celle, officielle, de l'opposition. Je peux dire maintenant en toute certitude que j'ai commis une erreur en me soumettant formellement sur cette question. De toute façon, l'erreur devint claire seulement à la suite de l'évolution ultérieure des zinovévistes. »

niaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires.»

Les thèses adoptées par le congrès sous l'impulsion de Lénine en tiraient une conclusion pratique :

« L'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis ouvriers — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relation temporaire et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire.»

LA DÉFENSE DE LA NATION INCOMBE AU PROLÉTARIAT

C'est là tout l'enseignement de la révolution russe. A l'époque de l'impérialisme, où la bourgeoisie n'est plus capable d'assurer les tâches démocratiques-bourgeoises — au premier rang desquelles la constitution de la nation, la souveraineté nationale, cette tâche incombe au prolétariat. En juin 1923, s'inscrivant dans cette élaboration, le jeune Parti communiste chinois avait affirmé dans le manifeste de son III^e Congrès :

« Le peuple chinois est doublement opprimé, tant par les puissances étrangères que par les seigneurs de la guerre : l'existence de la nation aussi bien que la liberté du peuple sont extrêmement précaires. Cette oppression est ressentie non seulement par les ouvriers, les paysans et les étudiants, mais aussi par les marchands modérés et pacifiques.

(...) Il n'existe pas de salut en dehors du rassemblement de la force même du peuple dans un mouvement national pour l'autodétermination. Tout cela démontre la

justesse du mouvement national révolutionnaire conduit par notre parti sous les mots d'ordre de "A bas les seigneurs de la guerre" et "A bas l'impérialisme".

Le Kuomintang (KMT) devrait être la force centrale de la révolution nationale et en assumer la direction. Malheureusement, cependant, il pâtit fréquemment du fait de deux notions erronées. En premier lieu, il compte sur des puissances étrangères pour qu'elles aident la révolution nationale chinoise. De tels appels au secours à l'ennemi, non seulement lui coûtent la direction de la révolution nationale, mais encore placent le peuple dans la dépendance de puissances étrangères, détruisant ainsi sa confiance et l'esprit d'indépendance nationale.

(...) Prenant en considération les conditions économiques et politiques intérieures et extérieures, les souffrances et les besoins des classes de la société chinoise (ouvriers, paysans, industriels et marchands) qui ont besoin, de façon urgente, d'une révolution nationale, le PCC n'oublie jamais, même un instant, de soutenir les intérêts des ouvriers et des paysans. C'est notre tâche particulière que de développer un travail de propagande et d'organisation parmi les ouvriers et les paysans. Plus centrale encore est celle de conduire les ouvriers et paysans à rejoindre la révolution nationale. Notre mission consiste à libérer la nation chinoise opprimée par une révolution nationale et à faire avancer la révolution mondiale, libérant les peuples opprimés et les classes opprimées du monde entier.»

S'opposant à cette recherche d'indépendance du PCC, la position de la direction stalinienne va donc aboutir à paralyser le Parti communiste chinois.

Nous avons vu précédemment les différentes étapes de l'entrée dans le Kuomintang. En 1926-1927, aux heures cruciales de la révolution, tout s'accélère. En mai 1926, les communistes sont écartés de tous les postes de responsabilité dans le Kuomintang. A la demande du représentant de l'IC, le Parti communiste chinois accepte sans même discuter.

Tandis qu'au mois de juillet 1926, Tchang Kai-chek décrète la loi martiale et interdit toute grève, l'exécutif de l'IC demande le 26 octobre par télégramme aux communistes chinois de freiner le mouvement paysan.

Le 29 novembre, Staline, devant le septième plénum de l'IC, souligne le carac-

tère révolutionnaire de l'armée de Tchang Kaï-chek et appelle au renforcement du "bloc des quatre classes" sous sa direction.

En fait, ce qui est en jeu, c'est une subordination totale en matière de politique et d'organisation du PCC, qui n'a plus aucune indépendance à l'égard de la direction du Kuomintang.

Se soumettant aux demandes de Tchang Kaï-chek, appuyé par la direction stalinienne de l'IC, le PCC renonce officiellement à critiquer le « sunyatsénisme » (doctrine de Sun Yat-sen, qui sert de base idéologique au Kuomintang). Il renonce à occuper des postes de direction militaire et communique aux instances du Kuomintang la liste de ses militants. Toute organisation de fraction et même de tendance lui est interdite.

Tandis que Tchang Kaï-chek avance dans son offensive anti-ouvrière, en proclamant la loi martiale, en assimilant la grève à un acte de sabotage, l'Opposition a maintenant engagé le combat en URSS contre la politique de « bloc » avec le Kuomintang.

Elle multiplie les textes d'alarme. Et elle n'est pas la seule. Le 17 mars 1927, trois membres de la mission envoyée en Chine par l'IC adressent un courrier à la délégation russe auprès du comité exécutif de l'IC. Ce rapport est mis sous le boisseau à Moscou — et pour cause : émanant de responsables choisis et envoyés en Chine par la direction stalinienne elle-même, il n'en est que plus accusateur. On y lit en effet :

« Il y a dans la direction du parti un groupe qui, résolument, pousse le parti à droite dans la voie du liquidationnisme, et le représentant de l'IC soutient ce groupe et sa ligne politique. La crise qui a surgi dans le parti s'en approfondira d'autant plus et d'autant plus loin ; et, si le comité exécutif de l'IC n'intervient pas immédiatement, elle peut être lourde de conséquences, tant pour le parti que pour la révolution chinoise (...). Le parti ne s'est jamais tourné vers ces couches de la population, n'y a effectué aucun travail et n'a jamais essayé de se lier avec elles. Il s'est borné à des pourparlers par en haut avec les représentants de la moyenne et de la petite bourgeoisie commerçante, représentants qui sont étroitement liés à la grande bourgeoisie (...). Il serait, toutefois, erroné de tirer de la présente lettre la conclusion que notre parti est contaminé par l'op-

portunisme. Bien au contraire, la masse du parti, ainsi que beaucoup d'organisations de base sont plus que saines (...). La responsabilité de tout cela retombe également sur l'aile droite de la direction et sur le représentant du comité exécutif de l'IC. Dans les questions tactiques du passé, il est impossible de le séparer du comité central ; bien au contraire, chaque fois que le parti commençait à hésiter et à chercher de nouvelles voies, il le repoussait en arrière, dans le marais des petites combinaisons et des jongleries politiques n'ayant rien de commun avec la tactique révolutionnaire. »

Le 3 avril, Léon Trotsky écrit sur « *Les rapports de classe dans la révolution chinoise* » :

« La révolution nationale bourgeoise tardive se déroule en Chine dans les conditions du déclin impérialiste du capitalisme (...). Il faut voir le développement ultérieur de la Chine à travers une perspective internationale. En dépit de l'arriération économique chinoise, et en partie précisément à cause de cette arriération, la révolution chinoise est parfaitement capable de porter au pouvoir politique une alliance des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat. Ce régime constituera le lien politique de la Chine avec la révolution mondiale (...). Continuer la politique d'un parti communiste dépendant, fournir des ouvriers au Kuomintang, c'est préparer les conditions de l'établissement d'une dictature fasciste en Chine. (...) C'est pourquoi pousser ouvriers et paysans dans le camp politique de la bourgeoisie et garder le parti communiste en otage dans les rangs du Kuomintang constitue objectivement l'équivalent d'une politique de trahison (...). Il faut approuver comme inconditionnellement correcte la résolution du plénum de juin du comité central du PCC chinois qui réclame la sortie du parti du Kuomintang et la conclusion d'un bloc avec cette organisation par l'intermédiaire de son aile gauche. »

Le 6 avril, Staline prononce un discours devant les travailleurs du parti à Moscou. Il dénonce ceux qui

« arrive(nt) avec des mots d'ordre très révolutionnaires : "Rompez avec le Kuomintang de droite ! Chassez la droite !" (...). C'est une fausse estimation de la situation internationale, de la révolution chinoise et du rythme de son développement. Le Kuomintang est un bloc, une sorte de parlement révolutionnaire avec une droite, une gauche et les communistes. Pourquoi faire un coup d'Etat ? Pourquoi

chasser la droite alors que nous avons la majorité et que la droite nous écoute ?

(...) Quand la droite ne nous sera plus d'aucune utilité, nous la chasserons. Maintenant, nous en avons besoin. Elle a des hommes capables, qui dirigent encore l'armée et la conduisent contre les impérialistes. Peut-être que Tchang Kai-chek n'a aucune sympathie pour la révolution, mais il commande l'armée et ne peut faire autrement que de la diriger contre les impérialistes. »

Le jour même où Staline prononce ce discours, Tchang Kai-chek a lancé son offensive. Il fait arrêter une quarantaine de dirigeants communistes, qui seront tous ultérieurement étranglés. Six jours plus tard, le 12 avril, il lance avec des troupes de choc et la pègre son attaque contre les ouvriers de Canton, les syndicats et les organisations ouvrières. C'est le massacre. Des milliers de communistes sont exécutés en quelques jours. C'est la défaite de la seconde révolution chinoise.

LES BOUCS ÉMISSAIRES DE STALINE

Trotsky et l'Opposition de gauche engagent le combat dans le congrès de l'IC pour que soit tiré un bilan de la tragédie de Canton.

Et Staline s'y oppose : son orientation était la bonne, elle ne saurait être remise en cause. Il cherche à faire retomber la responsabilité du désastre sur les exécutants, sur ceux-là mêmes qui, à plusieurs reprises, ont cherché à s'émanciper de la tutelle de cette politique criminelle. Il accuse la direction du PCC, et nominalement Chen Duxiu, d'avoir mal mis en œuvre les ordres du chef génial. L'offensive pour le discréditer s'engage avec tous les moyens dont dispose la bureaucratie. Dans un premier temps, Chen Duxiu et ses camarades acceptent de porter cette responsabilité.

« Ils sont d'autant plus désespérés qu'à la différence des partisans chinois de Staline, Peng Shuzhi (10) et Chen Duxiu ignorent tout des luttes féroces dont Moscou est le théâtre, ils ne savent pas que "la question chinoise" est devenue l'un des enjeux majeurs du nouveau combat qui oppose là-bas Trotsky à Staline ; ils ne tardent pas trop, malgré tout, à se ressaisir. Ils ne s'inclinent pas. Ils n'acceptent pas de confesser les fautes qu'ils n'ont point commises. Ils se révoltent contre leurs

accusateurs, puis contre la nouvelle ligne stupidement putschiste que, sur l'ordre de Moscou, la nouvelle direction du PC chinois s'attache à mettre en œuvre et qui a pour seul effet d'accélérer le processus de la défaite de la révolution. Ils se délient des liens de caractère un peu religieux qui les attachaient encore au Comintern. Ils recouvrent le plein usage de leurs facultés critiques. Et ils le manifestent en déclinant, l'un comme l'autre, l'invitation que leur adresse le Comintern de se rendre à Moscou pour y suivre les travaux du VI^e Congrès de leur parti. Mais ils sont ébranlés, quelque peu démoralisés, et ils ont de la peine à formuler clairement tout ce qu'ils pensent de ce qui leur est arrivé depuis 1920.

*Aussi est-ce avec un immense soulagement qu'ils découvrent, au cours de l'été 1929, les textes clés récemment pondus par Trotsky sur la "question chinoise", tels que les leur apportent de jeunes communistes chinois de retour de Moscou qui ont opté là-bas pour l'Opposition de gauche. Ils y trouvent exprimé bien mieux que par eux-mêmes ce qu'ils avaient sur le cœur. Ils y découvrent qu'en un sens, ils ont donné, sans le savoir, dans le trotskysme, depuis près de deux ans » (Chen Ying Xiang et Claude Cadart, « Vies parallèles et mouvementées de Peng Shuzhi et Chen Bilan », dans *Perspectives chinoises*, août 1998).*

C'est donc fin 1929 que Chen Duxiu et Peng Shuzhi reçoivent les documents de l'opposition russe traduits en chinois. Ils sont pour eux une véritable révélation permettant de saisir le cours des événements de la révolution chinoise, la politique de Staline et de la direction de l'IC, et pourquoi la bureaucratie s'est défaussée sur le jeune PCC et sa direction de ses propres erreurs.

Chen Duxiu se reconnaît dans ces textes, le fait savoir et passe à l'Opposition. Il demande l'ouverture d'une discussion dans le parti. Elle lui sera refusée et il est exclu en août 1929.

Dans une « *Lettre à tous les membres du Parti communiste chinois* » (20 décembre 1929), il cherche à tirer un bilan dans lequel il n'hésite pas à aborder la question de sa propre responsabilité : « *Un homme tou-*

(10) Peng Shuzhi fut, comme Chen Duxiu, l'un des fondateurs du PCC. Il sera avec lui l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale en Chine. Leurs routes divergeront après leur emprisonnement durant cinq ans dans la même prison, entre 1932 et 1937.

jours satisfait de soi s'interdit tout progrès », et surtout, explique-t-il, « je refuse absolument d'ignorer l'expérience de la révolution chinoise, acquise à un si haut prix par le prolétariat ».

Après avoir rappelé que,

« depuis que j'ai contribué, avec mes camarades, à fonder le Parti communiste chinois, en 1920, j'ai toujours appliqué fidèlement la politique opportuniste des dirigeants de l'Internationale communiste (...) qui conduisit la révolution chinoise à un honteux et triste échec »,

il souligne la nécessité d'étudier les causes profondes de l'échec :

« Je reconnais très nettement que les causes objectives de l'échec de la révolution chinoise sont d'importance secondaire et que le point principal est que l'erreur de l'opportunisme est l'erreur de notre politique à l'égard du Kuomintang de la bourgeoisie. Tous les camarades responsables du comité central à l'époque, et moi spécialement, devraient reconnaître ouvertement et courageusement qu'une telle politique était absolument erronée ; mais ce n'est pas assez de reconnaître seulement l'erreur ; nous devons sincèrement et pleinement comprendre que l'erreur passée était la matière essentielle de la politique de l'opportunisme et quels furent les causes et les résultats de cette politique, et les révéler pleinement. »

Cette lettre d'une grande rigueur intellectuelle est par ailleurs illustrative et explicative de la façon dont la bureaucratie naissante en Russie peut graduellement prendre le contrôle des partis communistes dans le monde et en faire des instruments dociles de sa politique internationale. Il y explique comment la politique de Staline a pu s'imposer au jeune PCC. Les représentants de l'Internationale communiste s'appuyaient, pour imposer leurs points de vue, sur l'immense prestige de la révolution d'Octobre. La bureaucratie était en train de trahir, mais les militants, les dirigeants ne le percevaient pas.

Le récit qui suit ne vaut pas que pour la Chine. Il s'agit des méthodes par lesquelles la bureaucratie naissante colonisait l'Internationale communiste, la mettant à son service avant de la détruire. Il s'agit de l'offensive internationale pour mettre au pas les jeunes partis communistes, pour sélectionner des directions dociles. Usant tout à la fois du prestige usurpé de la révolution

russe et de moyens coercitifs, l'appareil international du stalinisme se constituait :

« Peu après la tenue de notre deuxième congrès, en 1922, l'Internationale communiste envoya son représentant, Maring, en Chine, invitant tous les membres du comité central du parti à se réunir au West Lake de Hangzhou (province du Zhejiang), et là il suggéra au parti communiste de rejoindre le Kuomintang. Il affirma vigoureusement que le Kuomintang n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais un parti commun de classes diverses et que le parti prolétarien devait y entrer pour le rendre meilleur et le pousser vers la révolution. A cette époque, les cinq membres du comité central du Parti communiste chinois s'opposèrent unanimement à cette proposition. La raison principale de notre opposition était celle-ci : entrer dans le Kuomintang, c'était introduire la confusion dans l'organisation de classe et entraver notre politique indépendante. Finalement, le délégué de la III^e Internationale demanda catégoriquement si le Parti communiste chinois se conformerait à la décision de l'IC.

Placé dans cette situation, le comité central du parti, qui ne voulait pas enfreindre la discipline internationale, ne pouvait qu'accepter la suggestion de la III^e Internationale et accepter d'entrer dans le Kuomintang (...). Le coup d'Etat de Tchang Kai-chek le 20 mars 1926 se produisit alors comme une application des principes anticommunistes formulés par Dai Ji-tao. Ayant fait arrêter un grand nombre de communistes, désarmé les gardes rouges des comités de grève de Canton et Hong-Kong, et arrêté des conseillers soviétiques, le comité central du Kuomintang décida que tous les éléments communistes devaient se retirer des organismes dirigeants du Kuomintang, que toute critique du sunyatsénisme était interdite et que la liste des noms des membres du Parti communiste et de la Ligue qui entraient dans le Kuomintang devait être remise au Kuomintang. Toutes ces conditions furent acceptées, mais en même temps nous continuâmes à préparer nos forces militaires à nous afin de les amener au niveau de celles de Tchang Kai-chek. Le camarade Peng Shuzhi fut envoyé à Canton comme représentant du Parti communiste chinois pour consulter le représentant de l'IC sur notre plan. Mais ce dernier déclara qu'il n'était pas d'accord avec nous et s'efforça de son mieux à continuer de renforcer Tchang Kai-chek. Il demanda avec insistance que nous mettions toutes nos forces du côté de la dictature militaire de Tchang Kai-chek et Li Ji-

chen pour permettre d'armer les paysans du Guandong. Il refusa, disant : "Les paysans armés ne peuvent pas combattre les forces de Chen Jiong-ming, ni prendre part à l'expédition du Nord ; ils ne peuvent que provoquer la suspicion du Kuomintang." Ce fut une période des plus critiques. Parlant concrètement, ce fut la période dans laquelle le Kuomintang de la bourgeoisie obligea ouvertement le prolétariat à le prendre pour guide et à le suivre, ou encore, c'était le moment où le prolétariat déclarait formellement, par notre intermédiaire, se rendre à la bourgeoisie, vouloir la suivre et se subordonner à elle. (Le délégué de l'IC dit textuellement : "La présente période est une période dans laquelle les communistes doivent faire le travail des coolies pour le Kuomintang"). A partir de ce moment, le parti n'était déjà plus le parti du prolétariat, il se transformait en extrême gauche de la bourgeoisie et commençait à dégringoler dans l'opportunisme. »

Mais, en 1929, Chen Duxiu, Peng Shenzhi et des dizaines de cadres du PCC refusent de continuer à accepter.

Trotsky pressent l'importance du ralliement de Chen Duxiu pour la Chine, mais aussi pour toute l'Internationale, d'autant que l'Opposition de gauche chinoise existe déjà. Elle a commencé son histoire à Moscou en 1927.

LA NAISSANCE DE L'OPPOSITION CHINOISE

C'est en effet à cette date que des étudiants communistes chinois arrivent en nombre en URSS pour se former. L'ironie de l'histoire veut que cette décision ait été prise au cours du IV^e Congrès de l'IC, sur proposition de Chen Duxiu lui-même, alors fidèle exécutant de la politique de Staline.

Si, face à la politique de subordination au Kuomintang imprimée par Staline, la discussion et les résistances dans le PCC lui-même ont été nombreuses en Chine, c'est la première fois que l'Opposition de gauche russe est en situation de prendre contact directement avec des militants chinois.

Parmi les écoles et universités de Moscou, trois étaient plus spécialement chargées d'accueillir les étudiants chinois :

l'université des Peuples d'Orient, l'université Sun Yat-sen et l'école Lénine. De plus, des cours limités à quelques dizaines d'étudiants chinois étaient donnés dans divers écoles militaires à Moscou, Leningrad, Kiev...

L'université des Peuples d'Orient est dirigée par Boris Choumiatsky, un ardent partisan de Staline, et la seconde, l'université Sun Yat-sen, par Karl Radek et Adolf Ioffé, deux dirigeants de l'Opposition.

Le comité central du PCC envoya à Moscou entre 600 et 800 étudiants qui entrèrent pour la plupart à l'université Sun Yat-sen, où l'opposition trotskyste a donc de solides positions. Nous sommes en 1927, et ces étudiants arrivent donc à Moscou pour le 10^e anniversaire de la révolution russe.

L'Opposition russe décide de participer aux manifestations organisées pour commémorer la révolution d'octobre 1917 sous ses propres banderoles, appelant à la "lutte pour le bolchevisme contre le bureaucrate et le koulak". Cette manifestation indépendante de l'appareil du parti sera violemment réprimée. Les dirigeants révolutionnaires qui ont conduit la révolution d'octobre 1917 à la victoire sont matraqués, arrêtés (ce sera l'une des dernières manifestations publiques de l'Opposition en Russie). Ce jour-là, deux groupes seulement de manifestants parviendront à déployer leur banderole et à scander leurs mots d'ordre devant la tribune officielle ; parmi eux, les étudiants chinois de Moscou.

Les sanctions pleuvent. Certains se rétractent. D'autres sont mutés, d'autres enfin sont renvoyés en Chine. Ils seront les premiers organisateurs d'une fraction d'opposition : "Notre parole". Ils organisent la diffusion en chinois de premiers documents de l'opposition russe.

Mais, au moment même où cette première vague d'étudiants chinois est expulsée d'Union soviétique, d'autres arrivent de Wuhan. Ils ont quitté la Chine après la terrible défaite. Ils cherchent à comprendre. L'un d'entre eux s'appelle Wang Wenyuan. Il explique dans ses Mémoires quel fut son cheminement (et ce ne sera pas seulement le sien) :

« Les trois grands sujets de désaccords étaient le comité syndical anglo-russe, la

construction socialiste de l'Union soviétique et la stratégie et la tactique employée dans la révolution chinoise. Comme je n'y voyais pas clair dans le raisonnement sur les deux premières questions, je n'avais pas encore d'opinion arrêtée sur la dernière (...). Naturellement, le comité du parti désapprouvait cette neutralité sceptique.»

Mais les questions fondamentales soulevées par le cours même de la révolution et de sa défaite ne peuvent être étouffées pour ceux qui viennent d'en vivre les conséquences dans leur chair et dans leur sang.

« Devions-nous entrer dans le Kuomintang ? Devions-nous construire et développer son organisation ? Tchang Kai-chek avait-il été un allié digne de confiance pour le prolétariat de la révolution chinoise ? Le comité de grève de Canton-Hong-Kong était-il une sorte de soviét ? Avions-nous eu raison de soutenir un autre leader du Kuomintang, Wang Jinwei, afin de créer un “nouveau centre révolutionnaire” après la trahison de Tchang Kai-chek ? La tactique du “bloc des quatre classes” résistait-elle à l'épreuve des faits en Chine ?

Depuis ce moment-là, je n'étais plus un naïf confus participant à la lutte. J'avais mes propres opinions personnelles et je commençais à agir avec plus de prudence qu'auparavant (...). La persécution directe contre l'Opposition était maintenant beaucoup plus forte. La lutte n'était désormais plus cantonnée sur un pur niveau “théorique”. Les opposants étaient désormais en butte aux tracasseries administratives, harassés par la police et le GPU, expulsés en masse, virés de leurs emplois et déchus de leurs droits civils (...). Quoique rien de cette sorte ne soit arrivé aux étudiants chinois de l'université des Peuples d'Orient, une atmosphère d'anxiété et de malaise s'installa. Les relations entre les étudiants devinrent de plus en plus tendues. Il y avait des yeux espions partout et, comme nouveaux venus, nous étions tout désignés pour être spécialement surveillés (...). Nous étions exaspérés par l'arbitraire et la façon bureaucratique dont les staliniens menaient la lutte interne au parti et par l'atmosphère suffocante que cela créait — le gouffre entre ce que nous pensions et ce que nous étions autorisés à dire, entre nos sympathies et les rappels à la discipline, devenait de plus en plus profond —, les six cents que nous étions venaient juste d'abandonner une révolution et nous étions épuisés et pleins d'énergie. Pour de jeunes rebelles comme nous, une vie de

paix et de tranquillité était pire que la mort.

(...) Le premier document de l'Opposition que je lus était celui de Zinoviev : Thèses sur la révolution chinoise. Un peu plus tard, je lus La Révolution chinoise et les thèses du camarade Staline, de Trotsky, et, ensuite, la Plate-forme de l'Opposition unifiée du PCUS. Elles eurent un énorme impact sur moi, en raison de leur logique inattaquable, mais aussi de leur superbe style. Elles présentaient un réel contraste avec les documents insipides et sans vie du comité central. Les arguments et avertissements de l'Opposition, particulièrement ceux concernant la révolution chinoise, étaient, de façon évidente, justes et confirmés si souvent dans la pratique que je ne pouvais pas m'empêcher de hocher de la tête en signe d'acquiescement, pendant que, avec impatience, j'étais plongé dedans. J'étais également profondément remué par les écrits de Zinoviev (...). Je réalisais maintenant que sur toutes les questions fondamentales les dirigeants du PCC avaient agi sous les ordres de la clique de Staline ; que ces politiques mal conçues qui avaient conduit la révolution chinoise jusqu'à la défaite étaient loin d'être des erreurs de Chen Duxiu ; et que ces erreurs avaient été dénoncées par avance et auraient pu être évitées.»

A la fin de l'été 1928, les étudiants communistes chinois se tourment en masse vers l'Opposition. A cette date, 9/10^e des anciens étudiants de l'université des Peuples d'Orient ont été gagnés. Ils commencent à s'organiser réellement.

Wang raconte :

« Un dimanche, fin septembre ou début octobre, une douzaine ou presque d'entre nous quitta Moscou en tramway par groupes de deux ou trois pour un pique-nique. Nous trouvâmes un endroit calme où nous mangeâmes, rîmes et chantâmes. Comme il n'y avait pas d'officiels russes, nous en vinrent à une occupation plus sérieuse. Nous discutâmes et finalement réglâmes le problème de l'organisation de tant de trotskystes. Trois d'entre nous — Fan Jinpiao, An Fu et moi — furent choisis par cette conférence d'activistes pour former un comité de direction. Deux ouvriers participant à cette réunion seront emprisonnés et disparaîtront en URSS.»

L'établissement du comité de direction est une étape décisive dans la formation de l'opposition chinoise à Moscou. A partir de ce moment, son influence ne va cesser de croître parmi les étudiants chinois.

Car si la répression contre l'opposition russe est féroce, les opposants chinois ne sont pas encore inquiétés. Personne, parmi les militants arrêtés, n'a dénoncé les liens entre les opposants russes et chinois.

Pour les bureaucrates staliniens, il est difficile en effet de maîtriser ce milieu étudiant composé de militants qui ont pu juger par eux-mêmes et sur le terrain les conséquences de la politique impulsée par Staline en Chine. De plus, l'adhésion de ces militants à la ligne politique de l'Opposition, outre qu'elle est fondée sur cette expérience pratique, s'est nourrie de débats politiques approfondis touchant à toutes les questions politiques et théoriques de la révolution chinoise.

Les contacts de cette opposition chinoise avec les dirigeants du PCC prendront des formes diverses. En effet, la vague de répression organisée en Chine par le Kuomintang étant à son comble, le VI^e Congrès du PCC se tint à Moscou en juin et juillet 1928. La réalité des faits était trop forte. Il ne pouvait être question de nier la défaite de la révolution en Chine. Mais il fallait une explication officielle qui ne remette pas en cause la politique de Staline. On dénonça donc l'« *opportunisme* » de Chen Duxiu et la « *trop grande force* » des impérialistes. Le congrès se garda bien de remettre en cause la ligne de l'IC. Mais, parmi les délégués qui restèrent à Moscou après le congrès du PCC pour assister au IV^e Congrès de l'IC, certains purent être contactés par l'Opposition et disposer de ses documents.

Les progrès de l'opposition chinoise en URSS continuèrent sur un rythme rapide pendant l'hiver 1928. Wang évalue le nombre de militants et sympathisants proches à environ 150 étudiants, sur 400, à l'université Sun Yat-sen. Des groupes existaient même dans les écoles militaires et à l'école Lénine.

Au cours d'une conférence clandestine au début de l'été 1929, les grandes lignes du travail à mener en Chine en fraction dans les rangs du PC chinois sont déterminées. Mais la nouvelle que Chen Duxiu, en Chine, se rallie à l'Opposition, décide la bureaucratie à prendre des mesures brutales.

DES CENTAINES DE MILITANTS DISPARAISSENT DANS LES CAMPS DE STALINE

Au début de l'automne 1929, un détachement armé du Guépéou investit durant la nuit les dortoirs de l'Université Sun Yat-sen. La rafle nocturne se conclut par l'arrestation de 200 « trotskystes » emmenés vers une destination inconnue.

L'université Sun Yat-sen, considérée comme un « *repaire trotskyste* », est fermée. Qu'ils aient ou non capitulé au cours des interrogatoires aux mains du GPU, les militants emprisonnés ne retrouveront jamais leur pays. Deux seulement s'évadèrent de Sibérie.

En dépit de la brutalité de la répression, le fil n'est pas coupé. « Notre parole », le premier groupe constitué, comme on l'a vu, en 1927, a été exclu du PCC en 1928. Il réussit à constituer des groupes à Shanghai, à Hong-Kong et Pékin. La revue du groupe est publiée à l'échelle nationale.

En septembre 1929, un peu avant la vague de répression, un deuxième groupe d'opposants pouvait quitter Moscou. A leur retour, ils prennent leur place dans le PCC afin de combattre en son sein pour son redressement.

Le retour des groupes successifs va créer une certaine confusion et morceler l'Opposition. En effet, le premier groupe de Moscou est composé d'opposants notoires, exclus du PCC, qui vont agir en Chine indépendamment du parti communiste, alors que le second groupe, clandestin jusqu'en 1930, agit pour l'essentiel à l'intérieur du PCC avant d'être exclu, à la suite de l'envoi au PCC par la bureaucratie russe d'une liste d'opposants obtenue sur la base « d'aveux ». Toutefois, un certain nombre de militants, comme Liu Renjing, refusent de militer dans le PCC et forment un nouveau groupe. Ainsi, en 1929, il existe trois groupes parmi les étudiants de retour de Moscou : Notre parole, le groupe Octobre et le groupe Militant.

Ces groupes sont numériquement limités. Mais la situation va changer avec l'adhésion de Chen Duxiu à l'Opposition. Certes, tout n'est pas simple. Pour les opposants de la première heure, Chen Duxiu

apparaît comme celui qui porte la responsabilité d'avoir mis en œuvre la politique de l'IC à l'époque où il était le dirigeant officiel du parti.

Peut-il après cette défaite, s'interrogent-ils, devenir le dirigeant de l'Opposition de gauche ?

Trotsky intervient dans le débat. Il suit depuis des années le développement de la révolution chinoise et connaît bien la situation des opposants. La spectaculaire évolution vers l'Opposition de gauche internationale d'un dirigeant comme Chen Duxiu, sur la base d'un bilan politique abordant les questions cruciales de la révolution, doit être considérée dans toute son ampleur. Celle-ci a déjà des réfractaires au sein même du PC chinois, où Chen Duxiu a constitué sa propre fraction.

Trotsky, qui s'est fortement opposé à Chen Duxiu et ne l'a pas ménagé dans les années précédentes, ne règle aucun compte personnel. Il part des intérêts de la classe ouvrière mondiale. En 1929, dans une lettre aux oppositionnels chinois, il écrit :

« En ce qui concerne le groupe Chen Duxiu, je connais très bien la politique qu'il a suivie pendant les années de la révolution : c'était la politique Staline-Boukharine-Partynov, c'est-à-dire une politique par essence de menchevisme de droite — le camarade Niel Chih m'a cependant écrit que Chen Duxiu, sur la base de son expérience de la révolution, s'était considérablement rapproché de nos positions. Il va sans dire qu'on ne peut que s'en réjouir (...). Mais jusqu'à présent, je n'ai lu qu'une seule déclaration programmatique de Chen Duxiu et je ne suis donc pas en position de m'exprimer sur le fait de savoir s'il a rompu avec la politique de Staline (...) » (22 décembre 1929).

Comme en toutes choses, il faut s'en tenir aux faits. Puis, il reçoit et étudie la déclaration du 10 décembre 1929 de Chen Duxiu, « *La lettre ouverte à tous les camarades du parti* ». Le 22 août 1930, Trotsky écrit alors aux militants chinois :

« Je pense que cette lettre est un excellent document. Des positions tout à fait claires et correctes sont avancées en réponse à toutes les questions importantes (...). Alors que nous disposons d'un révolutionnaire de premier plan comme Chen Duxiu, qui a rompu avec le parti et a été exclu, qui annonce qu'il est désormais à 100 % en accord avec l'Opposition inter-

nationale, comment pourrions-nous l'ignorer ? Est-il possible que vous disposiez de beaucoup de membres du Parti communiste aussi expérimentés que Chen Duxiu ? Il a commis beaucoup d'erreurs par le passé, mais il est désormais conscient de cela. Comprendre ses erreurs passées est profitable aux révolutionnaires et aux cadres. Nous avons de jeunes camarades dans l'Opposition qui peuvent et doivent apprendre du camarade Chen Duxiu ! »

Le 15 décembre 1929, 81 cadres et dirigeants, fondateurs du PC chinois, font une déclaration publique appuyant de leur nom la déclaration de l'Opposition de gauche. Cette déclaration intervenait au moment de la lutte la plus intense entre l'Opposition de gauche, qui n'a pas encore été écrasée en Union soviétique, et la bureaucratie, et aura des répercussions dans les partis communistes du monde entier.

1931 : LE CONGRÈS D'UNIFICATION

Le 9 mai 1931, le congrès de fusion se tint à Shanghai. Dans un « *Rapport n° 1 au secrétariat international, au camarade Trotsky* », le secrétariat de l'Opposition de gauche du Parti communiste chinois déclare :

« La conférence d'unification de l'opposition chinoise s'est tenue dans la journée historique du 1^{er} mai à Shanghai. Y ont pris part 17 délégués avec voix délibératives et 4 avec voix consultatives. Ils représentaient en tout 483 membres des 4 groupes. La conférence a adopté notre plate-forme commune et un certain nombre de résolutions élaborées précédemment par la commission d'unification. Un comité exécutif national a été élu, composé de 9 membres. Le secrétariat formé dans son sein est composé de 5 camarades. Notre organisation a adopté le nom d'« Opposition de gauche du Parti communiste chinois ». Notre organe s'appelle L'Étincelle. Notre plate-forme et nos résolutions seront traduites en langues étrangères dans le plus bref délai » (11).

(11) Quand on songe à la difficulté de la situation dans laquelle se débattaient les trotskystes, peut-on mieux illustrer le sentiment d'appartenance à l'Internationale qu'avec cette conclusion de leur lettre : « (...) La nouvelle de l'incendie dans lequel a péri la bibliothèque du camarade Trotsky nous est arrivée par la presse bourgeoise et a été ensuite confirmée par votre circulaire. Nous avons créé un comité spécial pour sa reconstruction » ?

L'Opposition de gauche internationale répond :

« Cette nouvelle sera accueillie avec joie par toute l'Opposition internationale de gauche (...). La défaite tragique de la révolution chinoise causée par la politique criminelle du stalinisme n'a pas seulement pour conséquence la destruction physique des dizaines de milliers de combattants révolutionnaires et l'anéantissement des organisations du prolétariat chinois. Cette défaite apportera en même temps une confusion effroyable dans les rangs des ouvriers avancés, trahis et égarés. Au lieu de corriger ses propres erreurs, la direction de l'Internationale communiste les a attribuées, avec lâcheté et cynisme, au faible et jeune PC chinois. Ce fait n'a pu qu'exaspérer davantage les militants communistes sincèrement dévoués à la cause prolétarienne. La dispersion des forces révolutionnaires n'a fait que s'accroître ; les désaccords se sont approfondis de plus en plus.

Le désarroi créé par la défaite de la révolution et par l'attitude honteuse de l'Internationale communiste en Chine a eu ses répercussions aussi dans les rangs de l'Opposition de gauche. La critique de l'Opposition internationale de gauche des erreurs commises par l'IC avant et pendant la révolution a été reconnue juste par un grand nombre de camarades du PC chinois : la cause immédiate de la défaite fut trop évidente et l'épreuve trop dure pour qu'il y ait des divergences à ce sujet. Mais l'IC continua à semer la confusion même après l'écrasement de la révolution. En fonction de la "troisième période", dont on n'a pas fait grâce au malheureux Parti communiste chinois, l'IC constata, contre toute évidence, un essor révolutionnaire dans le pays ; elle provoquait, en conséquence, des grèves et des manifestations vouées d'avance à l'échec ; elle appelait "Armée rouge" et "pouvoir des soviets" les détachements des partisans de la paysannerie révoltée et leur mouvement anarchique, qui n'était qu'une conséquence directe de la révolution agraire trahie et avortée. L'IC condamnait bien entendu comme "opportuniste" tout mot d'ordre démocratique pour cette période.

L'opposition chinoise devait se situer en face de tous ces problèmes, qui sont d'une importance vitale pour le mouvement révolutionnaire.

La discussion fut très âpre ; elle provoqua des désaccords sérieux. »

Ceux-ci pourront être surmontés par la discussion dans le cadre de l'Internationale.

Mais bien évidemment, dans ces conditions difficiles, cela laissera des traces dans la section chinoise de l'Opposition de gauche.

Chen Duxiu, élu secrétaire de la section, dirigera l'organisation jusqu'à son arrestation par le Kuomintang en 1932. Il faut ici noter que le PCC réclamera — par la voix de Bo Ku — au gouvernement de Tchang Kaï-chek la condamnation à mort et l'exécution de celui qui fut le premier secrétaire général du PCC. Seule la notoriété du vieux révolutionnaire lui vaudra un procès public, au cours duquel il sera condamné à treize ans d'emprisonnement. Pendant que son principal dirigeant est en prison dans des conditions particulièrement dures, la section chinoise de l'Opposition de gauche, qui devient en 1936 section du mouvement pour la IV^e Internationale, soumise à l'isolement, à la répression, aux immenses pressions du stalinisme, va connaître une succession de crises.

En juillet 1937 débute la guerre entre la Chine et le Japon. La IV^e Internationale prend immédiatement position. Un communiqué de presse fait connaître que les trotskystes du monde entier sont aux côtés de la Chine et du peuple chinois dans sa guerre contre l'impérialisme japonais.

Au lendemain d'un bombardement massif de la ville de Nankin par les Japonais, le gouvernement du Kuomintang décidait de libérer tous les détenus politiques condamnés à moins de quinze ans de prison. Les trotskystes sont libérés. Parmi eux, Chen Duxiu, relâché début septembre.

Ses contacts avec l'organisation qu'il a fondée sont alors exécrables.

L'ISOLEMENT

La section chinoise est plongée dans une crise grave, née de divergences sur la guerre et l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement.

Les responsables de la section chinoise basée à Shanghai condamnent les positions de Chen Duxiu comme de l'opportuniste. Il s'agit de l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement Tchang Kaï-chek en guerre contre le Japon. Il s'agit également d'une proposition d'alliance faite à la direction du Parti commu-

niste chinois. Il y a donc de réels désaccords et matière à une véritable discussion. Mais celle-ci se mènera dans les conditions difficiles de l'illégalité. Par ailleurs, ces conflits intestins sont parfois consciemment suscités par des agents provocateurs. C'est pourquoi, dans cette crise également, Trotsky reste ferme dans son refus d'accepter les accusations lancées contre Chen Duxiu. D'abord, il s'inquiète de constater que celles-ci, situées sur le terrain personnel, circulent sans qu'aucun fait matériel ne les étaye. Il va plus loin quand il écrit :

« Je comprends parfaitement que Chen Duxiu reste très prudent à l'égard de notre section. Il est trop connu dans ce pays et chacun de ses pas est contrôlé par les autorités. Il est certain qu'il y a des agents provocateurs, surtout des staliniens, c'est-à-dire des agents du GPU, dans les rangs de notre section chinoise. Chen pourrait facilement être impliqué dans quelque infâme imposture fatale pour lui et préjudiciable pour la IV^e Internationale. »

Convaincu que la vie de Chen Duxiu est en danger, il suggère que tout soit fait pour essayer de le faire émigrer, de préférence aux États-Unis. Un militant chinois est chargé de transmettre la proposition au vieux révolutionnaire, qui, après sa libération, se trouve isolé dans le Sichuan. Après un voyage hérissé de difficultés, le trotskyste Chen Quizhang parvient dans la première semaine de novembre au village du Sichuan où réside son vieux camarade : il passe dix jours auprès de lui et revient après avoir passé trois mois au total sur routes et rivières. Sa mission est un grand succès. Chen Duxiu, en effet, accepte volontiers de passer à l'étranger, car cela lui apparaît sans doute comme l'unique moyen de briser l'isolement auquel il est réduit. Et, dans une déclaration datée du 3 novembre 1938, il précise sa position politique : tout en manifestant sa position critique à l'égard de la direction de l'organisation chinoise, il affirme son attachement à l'Internationale.

Trotsky se réjouit ouvertement :

« Je suis très heureux que notre vieil ami demeure politiquement un ami en dépit de quelques divergences possibles que je ne peux apprécier maintenant avec la précision nécessaire. Bien entendu, il est très difficile pour moi de me faire une opinion précise sur la politique de nos camarades, sur le degré de leur ultragauchisme,

et ainsi sur la justesse de la sévère condamnation que porte notre vieil ami (contre la direction de la section chinoise – NDLR). Cependant, l'essence de cette déclaration me semble juste. Et j'espère que, sur cette base, une collaboration permanente sera possible. »

Le gouvernement du Kuomintang refusera de laisser Chen Duxiu sortir de Chine. Il meurt dans un grand isolement le 27 mai 1942. Son nom sera ensuite mis sous le boisseau par la direction du Parti communiste chinois. Il fallait tout à la fois maintenir le dogme de l'infailibilité de la direction du parti et interdire aux militants chinois de renouer avec leur passé révolutionnaire, de comprendre quels furent les développements de la seconde révolution chinoise et comment ils marquèrent les formes mêmes de la révolution de 1949. Mais il est significatif aujourd'hui que toutes ces questions resurgissent.

UN DÉBAT S'OUVRE EN CHINE

En 2002, dans le « volume I » d'une nouvelle édition de l'*Histoire du Parti communiste chinois* publiée par la presse officielle, il est écrit :

« Certaines des analyses de Trotsky sur la nature de classe des deux cliques de Tchang Kai-chek et Wang Ching Wei après la période de la Grande Révolution, son jugement selon lequel ils trahiraient la révolution et ses critiques sur les erreurs de Staline comme guide de la révolution chinoise étaient correctes ou pour l'essentiel correctes (...). Trotsky pensait que c'était Staline qui était responsable de la défaite de la Grande Révolution chinoise. »

Selon *October Review* (12) :

« Dans le même temps, il y a eu une vague de réappréciations positives de Chen Duxiu, l'un des fondateurs du Parti communiste chinois et du groupe trotskyste en Chine, tant au niveau académique que pour le grand public. En janvier 2008, l'organe du PCC L'Histoire du parti et de la construction du parti à Shanghai publie

(12) *October Review* est une revue et une organisation liée au groupement intitulé Secrétariat unifié. Bien que ne partageant pas les positions de cette organisation, nous considérons que les informations livrées par cette organisation dans ce numéro de juin 2008 de leur revue méritent d'être connues.

un article de Chi Zhongquan, ancien directeur adjoint de l'Institut central d'histoire du parti du PCC, sur la base d'un rapport académique prononcé par Chi lors d'un symposium académique sur l'histoire du PCC en décembre 2007, à Wuhan, qui explique : "Il n'est pas correct de faire porter toutes les responsabilités des erreurs du parti dans la dernière période de la Grande Révolution sur le seul Chen Duxiu. La source principale de ses erreurs était le Comintern et le parti lui-même. Les apports de Chen Duxiu au cours de sa vie contrebalançaient largement ses démerites." Chi fait la liste des contributions de Chen, y compris son travail de pionnier lorsqu'il lance le mouvement Nouvelle Culture au début du XX^e siècle, puis fonde le Parti communiste chinois, son rôle dirigeant dans le PCC au cours des cinq premiers comités centraux, qui ont permis au PCC de passer d'un parti de 50 membres à plus de 60 000 membres. Shi indique que Chen a beaucoup contribué à l'analyse marxiste de la révolution chinoise et a été emprisonné par les chefs de guerre et le Parti nationaliste, et qu'il a mené toute sa vie un combat héroïque contre les forces réactionnaires. Chi considère que l'une des deux principales erreurs commises par Chen Duxiu fut d'adopter une ligne droite dans la dernière étape de la Grande Révolution, mais que c'était une divergence de ligne au sein du parti et non une question de révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Quant à la deuxième erreur, ce fut de s'impliquer dans la fraction défaitiste trotskyste, en liaison avec la lutte interne au parti soviétique ; Chen n'avait pas mis en danger le peuple chinois ou la nation chinoise et n'était pas un espion. Chi avait conclu que le rôle joué par Chen était à 70 % positif et 30 % négatif. Chi avait indiqué en dernière remarque qu'il était temps de réévaluer globalement les apports de Chen Duxiu. 2009 sera le 130^e anniversaire de la naissance de Chen Duxiu, et les historiens du parti devraient préparer la réhabilitation de Chen Duxiu, le rétablir comme membre du parti, et organiser des séminaires de recherche sur lui. »

Oui, ce débat devra avoir lieu. Nous sommes bien loin d'avoir exposé ici l'ensemble des questions reliées aux positions politiques de Chen Duxiu, aux questions débattues dans le cours même de la révolution chinoise par l'Opposition de gauche et la section de la IV^e Internationale. Mais ne sommes-nous pas en droit d'affirmer que le trotskysme en Chine a des racines profondes, plongeant au cœur même de la

révolution chinoise et de la constitution du PCC lui-même ? Et, réciproquement, toute l'histoire de la IV^e Internationale est marquée par la révolution chinoise.

AUX CÔTÉS DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

En 1949, la troisième révolution chinoise chasse le régime corrompu de Tchang Kaï-chek. D'un certain point de vue, les masses chinoises, imposant la rupture du PCC avec la politique de Staline, réalisaient ce qui était contenu dans le programme de l'Opposition de gauche, à savoir que les tâches nationales, la constitution de la nation chinoise nécessitaient la rupture avec le parti de la bourgeoisie et la marche en avant de la révolution sociale.

Parce qu'il s'agissait d'un détachement de la révolution mondiale, la révolution chinoise ne pouvait se réaliser que par une rupture avec la politique réactionnaire de la bureaucratie du Kremlin.

Mais l'instrument de la réalisation de cette révolution fut un parti qui, s'il avait certes été amené à rompre avec la politique de Staline, n'en était pas pour autant l'instrument de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. En conséquence, l'Etat issu de la révolution de 1949, s'il fut fondé socialement sur l'expropriation du capital, ce qui lui conférait un caractère d'Etat ouvrier, a été dès le point de départ un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Il ne fut pas fondé sur la démocratie des conseils ouvriers. Ce n'est pas l'objet de cet article d'étudier cette question dans le détail. Mais il faut insister : les conditions dans lesquelles la révolution chinoise s'est développée n'ont pas vu se constituer des conseils d'ouvriers et de paysans exerçant démocratiquement le pouvoir. Tout au contraire, la direction du PCC s'opposera à la formation de tels organes de pouvoir démocratiques et les combattra pour les vider de leur substance lorsqu'ils apparaîtront. La direction du PCC a confisqué le pouvoir politique de la classe ouvrière, interdisant par la répression l'expression de tout courant politique organisé. La démocratie ouvrière était niée et bafouée. Cette réalité a marqué tous les développements ultérieurs. Elle a

entraîné la formation d'une couche privilégiée et incontrôlée, dont les avantages provenaient du parasitage de la révolution chinoise.

Il n'en reste pas moins que la révolution chinoise, remettant en cause l'édifice contre-révolutionnaire établi à Yalta et Potsdam entre la bureaucratie et l'impérialisme, indiquait aux peuples du monde entier, et plus particulièrement à ceux d'Asie, qu'il était possible d'en finir avec la domination impérialiste et de constituer la nation souveraine.

La IV^e Internationale s'engage sans hésiter dans le soutien à la révolution chinoise. Elle le fait en toute indépendance vis-à-vis de la direction du PCC. La section chinoise de la IV^e Internationale, qui compte à la fin de la guerre plusieurs centaines de membres, fera l'objet de la part du régime chinois d'une répression impitoyable (13).

La révolution débouche sur l'expropriation du capital, sur la nationalisation de la terre, sur la propriété collective. L'Etat qui en sort est un Etat fondé sur cette propriété collective, il en est dépendant, en même temps que le garant.

Mais, répétons-le, cet Etat est un Etat ouvrier déformé, dans lequel la classe ouvrière ne peut exercer son pouvoir.

La profondeur du mouvement révolutionnaire de 1949 continuera à s'exprimer lorsque, en 1958, les étudiants et les travailleurs, répondant à l'appel de la fraction du PCC dirigée par Mao (qui cherche à utiliser une mobilisation contrôlée des masses), se lancent dans le mouvement des Cent Fleurs. On leur demanda de chasser les restes de la féodalité, et, « *derrière les féodaux, les travailleurs découvrirent les bureaucrates* ». Lorsque la répression de la bureaucratie frappa les masses, la IV^e Internationale se situa aux côtés des militants chinois. De nouveau, en 1968, lorsque les masses se mobilisent dans la première phase de la Révolution culturelle, elles cherchent à renouer avec les traditions de la Commune de Paris. Mais lorsque la Commune se développe à Shanghai, Mao organise la répression avec l'armée.

La IV^e Internationale se rangera aux côtés de la jeunesse et de la classe ouvrière.

Comme la bureaucratie stalinienne, la bureaucratie chinoise va inventer le « socia-

lisme dans un seul pays », baptisé « *socialisme à la chinoise* ». Cette politique l'amènera à chercher des accords avec l'impérialisme qui se traduiront par des catastrophes pour les masses (Indonésie, Inde). Mais la réalité du marché mondial s'impose. En 1976-1978, devant l'impasse dans laquelle se trouve plongée l'économie, la bureaucratie cherche une solution dans l'ouverture au marché mondial. Cette ouverture est synonyme de marche à la dislocation pour la Chine. La IV^e Internationale prend position contre ces mesures.

En mai juin 1989, le contenu social du mouvement de la jeunesse et des ouvriers était un premier mouvement de protestation contre les conséquences sociales de la politique de réformes. Celles-ci seront d'ailleurs freinées pendant quelques années, et c'est en 1992 que, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, les réformes reprennent, pour aboutir à la signature de l'accord avec l'OMC.

Mais aussi loin qu'aillent ces réformes, elles ne sauraient satisfaire aux exigences de l'impérialisme, qui entend remettre en cause l'existence même de l'économie collective, de l'Etat qui y est relié. La IV^e Internationale se prononce pour sa part pour la défense, sans conditions et en toute indépendance vis-à-vis de la bureaucratie, de la propriété d'Etat, de la propriété collective. Ce qui implique que les travailleurs, les paysans et la jeunesse de Chine puissent s'organiser librement pour défendre leurs

(13) Il y a un lien entre la répression du mouvement trotskyste, qui, en 1948, 1949 et 1950, verra les militants trotskystes disparaître, et la répression qui touche les organisations syndicales. En 1951, Li Lisan, qui est le dirigeant de la fédération syndicale, membre du Parti communiste, cherche à manifester une certaine indépendance, à faire jouer son rôle à la fédération syndicale. Il sera démis. En 1953, il y aura contrôle total de l'organisation syndicale. Il aura fallu quatre ans pour y aboutir.

Cette répression contre les trotskystes est un signe de la situation, une marque du régime qui se constitue. La démocratie n'est pas simplement la liberté pour des individus, c'est un besoin social.

Léon Trotsky a montré, dans *La Révolution trahie*, comment la propriété collective des moyens de production nécessitait par essence la démocratie ouvrière. Comment la planification nécessitait en permanence la discussion de millions et de millions d'hommes, comment un pays ne pouvait pas être gouverné dans le sens de l'intérêt de l'immense majorité contre la loi du profit sans la participation la plus large des masses, donc sans la démocratie soviétique.

conquêtes, pour les reconquérir. Elle n'a rien à voir avec le groupement intitulé frauduleusement « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale », qui affirme que « *peu importe le régime de propriété* » (14).

A l'opposé, la IV^e Internationale a inscrit sur son drapeau le combat pour la défense de la propriété d'Etat.

Considérant cette question comme vitale pour la classe ouvrière mondiale, elle se déclare disponible à l'action commune avec tous ceux qui — indépendamment de l'appréciation qu'ils ont des processus de la révolution chinoise et des raisons de la situation présente — s'engageront dans des pas pratiques sur la voie de la défense de la propriété sociale et de la nation chinoise.

Une alternative est ouverte : ou la bureaucratie ira jusqu'au bout de sa mission restaurationniste, et le pays sera entraîné dans la décomposition, car l'impérialisme ne construit pas ; ou bien la classe ouvrière et la paysannerie ouvriront les voies de la révolution politique composante de la révolution mondiale, et non seulement elles sauveront le pays, mais elles ouvriront une phase nouvelle du combat des masses et des peuples exploités. Ces questions sont décisives pour l'avenir du pays, mais plus généralement pour la classe ouvrière mondiale. C'est pourquoi les militants de la IV^e Internationale participent à un débat sur les voies et les moyens de la défense de la révolution chinoise dans le cadre du bulletin *Tribune*.

C'est pourquoi elle se félicite du large rassemblement de militants de toutes tendances — parmi lesquels des militants chinois — qui s'est opéré dans le cadre du « *Comité international pour la défense de*

la propriété sociale en Chine, pour la défense des travailleurs chinois », et appuiera toute initiative pratique de ce comité. Nous ne prétendons pas avoir des solutions toutes faites, mais nous proposons ces réflexions au débat.

Olivier Doriane

(14) La répression de 1949 pèsera lourd sur l'existence de la section chinoise. Mais à elle seule, la répression, si elle pouvait aboutir à un recul important de notre organisation, n'explique pas tout. Il n'est pas certain qu'elle aurait signifié la disparition de tout travail, de toute relation organisée, même ténue, avec l'Internationale. Il a fallu, pour aboutir à cette coupure dans notre histoire, dans l'histoire du combat de la IV^e Internationale en Chine, la trahison pabliste de 1951-1953.

Au moment où commence la répression, les militants trotskystes chinois informent la IV^e Internationale, dirigée à l'époque par Pablo. Peng Shuzhi raconte dans une lettre comment, à la réunion du secrétariat international élargi en février 1953, il a présenté un rapport sur l'arrestation de centaines de trotskystes dans tout le pays. Le 22 décembre 1952, puis le 8 janvier 1953, il demande une discussion sur cette question à la direction de l'Internationale. Pablo, opposé à cette discussion, dit la chose suivante : « *La persécution stalinienne des trotskystes est l'ABC de notre mouvement. Tout le monde le sait, il n'est pas donc pas nécessaire d'en discuter encore une fois.* » Ce n'est pas la peine de discuter de la répression, c'est une évidence, c'est normal... Peng Shuzhi ne lâche pas. Ses camarades sont en prison, ils sont en train d'être décimés. Pablo reprend la parole : « *En comparaison avec les réalisations de la révolution de Mao Tsé-toung, l'arrestation de quelques centaines de trotskystes est insignifiante.* » Nous avons là toute la trahison pabliste, non seulement à l'égard de la IV^e Internationale, mais à l'égard du prolétariat chinois, du prolétariat international. En signifiant que le régime de la bureaucratie qui s'instaurait était tout-puissant et avait toute légitimité, en passant par « pertes et profits » l'existence de l'organisation trotskyste, il passait par pertes et profits l'existence de la démocratie ouvrière. Cette « petite phrase » de Pablo, couvrant la répression contre les trotskystes, révèle toute la capitulation qui amènera la dégénérescence future du centre révisionniste pabliste, la capitulation devant le stalinisme.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabayé Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X